

Département de la Drôme

Treschenu Creyers



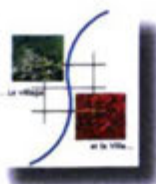
COMMUNALE



ART L124-1
ET SUIVANTS
DU CODE DE
L'AMÉNAGEMENT
ET DE L'URBANISME

**Dossier d'approbation
Septembre 2008**

I_Rapport de présentation



CROUZET URBANISME

4 Lotissement Les Lavandins – 26 130 Saint Paul Trois Châteaux

Tél : 04 75 96 69 03 – Fax 04 75 04 71 13

e-mail : crouzet-urbanisme@orange.fr

Sommaire

<i>Principes d'aménagement et contexte juridique associé</i>	<i>1</i>
<i>Analyse de l'état initial de l'environnement et prévisions de développement.....</i>	<i>4</i>
I. Géographie.....	4
A. Localisation	4
B. Organisation du territoire	5
C. Espace bâti	6
D. Infrastructures routières.....	7
II. Démographie	8
A. Préambule à l'étude des chiffres	8
B. Le contexte intercommunal	8
1. Le Diois	8
2. Treschenu au sein du Diois.....	9
C. Le contexte cantonal.....	9
D. Démographie de la commune / éléments de comparaison	11
1. Evolution du nombre d'habitants	11
2. Taux de variation annuels moyens	12
3. Les facteurs d'évolution	13
E. Age de la population.....	14
1. Répartition par classes d'âges.....	14
2. Pyramide des âges en 1999.....	16
3. L'évolution de l'âge de la population à moyen terme	17
F. Population selon la catégorie socio-professionnelle.....	17
1. Evolutions 1982-1999 : Treschenu et canton	17
2. Evolutions 1999-2005 : Treschenu.....	18
3. Les trajets domicile travail – Evolution 1990/1999.....	19
III. Le logement.....	21
A. L'évolution de l'urbanisation et du rythme de la construction	21



1.	Les résidences principales selon l'époque d'achèvement.....	21
2.	Le rythme de la construction.....	22
3.	Les résidences principales et secondaires.....	24
4.	Les logements vacants.....	25
B.	Répartition entre logements collectifs et individuels.....	26
C.	Taille des logements.....	27
1.	Situation en 1999.....	27
2.	Evolutions 1999 - 2005.....	27
D.	Logement locatif et logement social (situation en 1999).....	28
E.	Statut d'occupation des logements.....	29
IV.	<i>Activités économiques</i>	30
A.	Economie.....	30
B.	Le commerce.....	30
C.	Le Tourisme.....	31
1.	Nature de l'activité touristique.....	31
2.	L'offre en hébergement touristique.....	31
V.	<i>L'activité agricole</i>	32
A.	Les exploitations agricoles.....	32
B.	Les Agriculteurs.....	34
1.	Le statut.....	34
2.	La population active.....	35
C.	La répartition de la SAU.....	35
D.	Les productions végétales.....	36
E.	L'élevage.....	37
1.	Le cheptel caprin.....	38
2.	Le cheptel ovin.....	38
F.	Les secteurs sensibles.....	39
G.	La tendance actuelle.....	40
H.	Les bâtiments agricoles générateurs de périmètres inconstructibles.....	40
VI.	<i>L'environnement naturel</i>	42



A.	Géologie locale	42
B.	Le profil environnemental de Treschenu	43
C.	Les espaces boisés	44
1.	La forêt	44
2.	Les ripisylve des ruisseaux du Combeau et d'Archiane	45
D.	Les Z.N.I.E.F.F.	46
1.	Ensemble fonctionnel formé par la drome et ses principaux affluents : znieff de type 2 n°2609	47
2.	Haut-diois, massif du Jocou : : znieff de type 2 n°2610	48
3.	Hauts-plateaux du Vercors : znieff de type 2 n°3823	49
4.	Crêtes orientales du massif du Vercors : znieff de type 1 n°38230008	50
5.	Falaises et pieds de falaises de la bordure meridionale des hauts plateaux du vercors znieff de type I n°38230002	51
6.	Gorges des Gâts et Forêt du Sapet : znieff de type I n°26000008	52
7.	Hauts plateaux sud du Vercors : znieff de type I n°38230004	52
8.	Montagne de Bellemotte, Jocou, Mont Barral : znieff de type I n°26100002	53
9.	Serre Chomille et la Tête du Sapet à Treschenu-Creyers Barral : znieff de type I n°26100002	54
E.	La Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.) hauts plateaux du Vercors et foret des Coulmes	54
F.	Les zones Natura 2000	55
VII.	<i>Le paysage communal</i>	60
A.	Le contexte paysager	60
B.	Les unités de paysage	61
1.	Les enclaves agricoles d'altitude	61
2.	La Montagne	61
3.	Les vallons ouverts du ruisseau du Combeau et du ruisseau d'Archiane	61
4.	Les coteaux boisés et la forêt	61
5.	L'association espaces agricoles – hameaux	62
C.	Modes constructifs de l'habitat ancien (maisons de village et fermes)	63
1.	Maçonneries	65
2.	Toitures	65
VIII.	<i>Morphologie de l'espace bâti</i>	66
IX.	<i>Risques naturels</i>	69
A.	Incendie de forêt	69



1. Défense contre l'incendie.....	69
2. Protection de la forêt	69
B. Inondation	69
X. <i>L'eau potable</i>	70
XI. <i>L'assainissement</i>	71
A. L'assainissement existant.....	71
1. Assainissement collectif	72
2. Assainissement non collectif	73
B. Programme de travaux	75
XII. <i>Synthèse du diagnostic</i>	76
A. Contexte général /Paysage	76
B. La démographie et l'habitat	77
C. L'agriculture.....	77
D. L'environnement naturel	78
E. Le paysage.....	78
<i>Prévisions de développement</i>	79
I. <i>Le rapport « croissance démographique – Logements créés</i>	79
II. <i>Densité moyenne prévisible de l'urbanisation à venir</i>	80
<i>Choix retenus, notamment au regard des articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme</i>	81
I. <i>Rappel de l'article L 110 du code de l'urbanisme</i>	81
II. <i>Rappel de l'article L 121-1 du code de l'urbanisme</i>	81
III. <i>Les Choix de la commune</i>	82
A. Influencer sur l'organisation de l'espace bâti.....	83
B. Une capacité d'accueil définie pour une croissance démographique mesurée.....	84
C. Répartition spatiale de la capacité d'accueil	85
D. Le choix d'une adéquation entre réseaux et zonage.....	86
1. L'assainissement.....	86



2.	L'eau potable.....	87
3.	L'électricité.....	87
4.	La voirie	88
E.	La préservation de l'agriculture	89
F.	La préservation des espaces naturels.....	90
G.	La composition urbaine du territoire et les paysages.....	91
IV.	<i>La préservation de l'architecture locale dans la Carte Communale.....</i>	<i>92</i>
A.	La prise en compte des risques naturels.....	93
	<i>Justification des limites de zones au regard des choix</i>	<i>93</i>
	<i>Incidences des choix de la Carte Communale sur l'environnement et moyens mis en œuvre pour sa protection et sa mise en valeur</i>	<i>94</i>
I.	<i>Démographie.....</i>	<i>94</i>
II.	<i>activité agricole.....</i>	<i>94</i>
III.	<i>les paysages.....</i>	<i>95</i>
IV.	<i>L'environnement naturel.....</i>	<i>95</i>
	<i>Informations sur les différentes zones de la Carte Communale</i>	<i>96</i>
I.	<i>LES ZONES U.....</i>	<i>96</i>
II.	<i>LES ZONES N.....</i>	<i>96</i>
III.	<i>Le droit de préemption</i>	<i>97</i>



PRINCIPES D'AMENAGEMENT ET CONTEXTE JURIDIQUE ASSOCIE

La Carte Communale traduit une politique volontariste en matière de planification urbaine dans un souci de développement durable, au moyen de réponses qui tiennent compte des spécificités locales et des enjeux définis par la loi, notamment au travers des articles L110 et 121-1 du code de l'urbanisme.

Il s'agit pour la commune (en particulier au regard de l'article L 121-1), d'assurer :

- l'équilibre dans le renouvellement urbain, en laissant l'opportunité, lorsque cela est possible, de réhabiliter le bâti ancien, notamment à des fins d'habitat,
- un développement urbain maîtrisé, proscrivant le « saupoudrage » de constructions dans les espaces naturels et agricoles,
- la protection du paysage, en préservant les équilibres entre ses différentes composantes, en protégeant sa trame et en renforçant sa lisibilité,
- la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels, en l'absence d'enjeu de développement majeur sur ces espaces,
- l'adéquation entre développement de la construction et la capacité des réseaux.

La Carte Communale sera établie dans un souci de développement durable.

C'est-à-dire, « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

La commune doit également respecter les prescriptions particulières liées à la loi Montagne et en particulier le principe de développement de l'urbanisation en continuité de l'existant.

Extraits de l'article L 145-3 du code de l'urbanisme :



I. - Les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières sont préservées. La nécessité de préserver ces terres s'apprécie au regard de leur rôle et de leur place dans les systèmes d'exploitation locaux. Sont également pris en compte leur situation par rapport au siège de l'exploitation, leur relief, leur pente et leur exposition. Les constructions nécessaires à ces activités ainsi que les équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée peuvent y être autorisés. Peuvent être également autorisées, par arrêté préfectoral, après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que les extensions limitées de chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive existants lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière.

Lorsque des chalets d'alpage ou des bâtiments d'estive, existants ou anciens, ne sont pas desservis par les voies et réseaux, ou lorsqu'ils sont desservis par des voies qui ne sont pas utilisables en période hivernale, l'autorité compétente peut subordonner la réalisation des travaux faisant l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration de travaux à l'institution d'une servitude administrative, publiée au bureau des hypothèques, interdisant l'utilisation du bâtiment en période hivernale ou limitant son usage pour tenir compte de l'absence de réseaux. Cette servitude précise que la commune est libérée de l'obligation d'assurer la desserte du bâtiment par les réseaux et équipements publics. Lorsque le terrain n'est pas desservi par une voie carrossable, la servitude rappelle l'interdiction de circulation des véhicules à moteur édictée par l'article L. 362-1 du code de l'environnement.

II. - Les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols comportent les dispositions propres à préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

III. - Sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées, l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

Lorsque la commune est dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, ce document peut délimiter les hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants en continuité desquels il prévoit une extension de l'urbanisation, en prenant en compte les caractéristiques traditionnelles de l'habitat, les constructions implantées et l'existence de voies et réseaux.

Lorsque la commune n'est pas dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, les notions de hameaux et de groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants doivent être interprétées en prenant en compte les critères mentionnés à l'alinéa précédent.

Les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

a) Lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels ; l'étude est soumise, avant l'arrêt du projet de schéma ou de plan, à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites dont l'avis est joint au dossier de l'enquête publique ; le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude ;

b) En l'absence d'une telle étude, le plan local d'urbanisme ou la carte communale peut délimiter des hameaux et des groupes d'habitations nouveaux intégrés à l'environnement ou, à titre exceptionnel et après accord de la chambre d'agriculture et de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées, si le respect des dispositions prévues aux I et II ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante ;

c) Dans les communes ou parties de commune qui ne sont pas couvertes par un plan local d'urbanisme ou une carte communale, des constructions qui ne sont pas situées en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants peuvent être autorisées, dans les conditions définies au 4° de l'article L. 111-1-2, si la commune ne subit pas de pression foncière due au développement démographique ou à la construction de résidences secondaires et si la dérogation envisagée est compatible avec les objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II.

La capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation doit être compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles mentionnés aux I et II du présent article.

IV. - Le développement touristique et, en particulier, la création d'une unité touristique nouvelle doivent prendre en compte les communautés d'intérêt des collectivités locales concernées et contribuer à l'équilibre des activités économiques et de loisirs, notamment en favorisant l'utilisation rationnelle du patrimoine bâti existant et des formules de gestion locative pour les constructions nouvelles.

Leur localisation, leur conception et leur réalisation doivent respecter la qualité des sites et les grands équilibres naturels.

Conformément à l'article R 124-2 du code de l'urbanisme, le présent rapport :

- analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement,
- explique les choix retenus par la Carte Communale,
- évalue l'incidence des choix retenus sur l'environnement et expose la manière dont la Carte Communale prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise valeur.



ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT

I. GEOGRAPHIE

A. Localisation

Treschenu Creyers, (produit de la fusion des paroisses de Treschenu et de Creyers), s'inscrit dans le Diois, territoire d'articulation entre le couloir Rhodanien et les Hautes-Alpes, les plateaux du Vercors et la Provence. Le Diois constitue un espace de transition entre la plaine, la moyenne montagne et les plus hautes montagnes. Il forme une importante partie des Préalpes Drômoises et s'étend sur une superficie de 1400 Km².

C'est un espace délimité clairement par ses ensembles naturels :

- au Nord, par les plateaux du Vercors,
- à l'Est, par les Hautes-Alpes,
- au Sud, par les Baronnie,
- à l'Ouest, par l'ouverture de la vallée de la Drôme sur l'axe rhodanien et Valence.

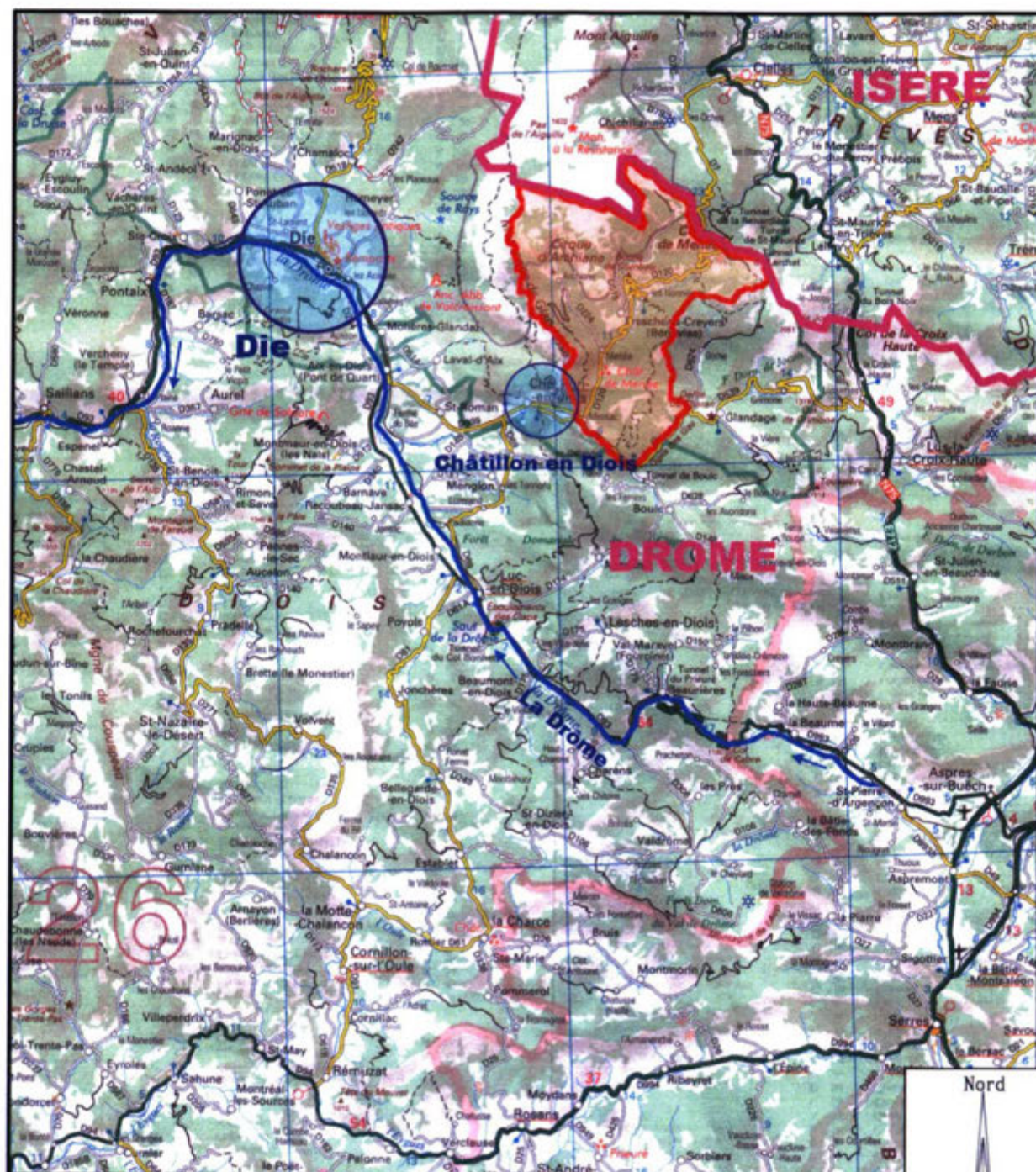
La géomorphologie du Diois est relativement complexe et l'altitude varie entre 240 et 2040 m. Les vallées en "arêtes de poisson" cloisonnent le territoire et séparent les villages les uns des autres. L'importance des zones de pentes (inférieures à 8% sur 15% du territoire seulement), limite l'extension des terres utilisées par l'agriculture qui n'occupent que 10% de la superficie totale. 75% du territoire sont composés de forêts (40 000 ha).

Source : Diagnostic sur l'habitat et le foncier sur le territoire du Diois (Communauté de Communes du Diois)

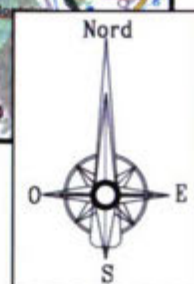
Trechenu-creyers, commune très vaste pour le département (8204 hectares), se situe dans le canton de Châtillon en Diois, au sein du Parc Naturel du Vercors, en limite avec l'Isère, dans un site très largement dominé par la forêt en partie basse, par les pelouses sèches et les alpages plus haut. Des falaises calcaires typiques du Vercors marquent une limite franche entre les plateaux et les vallons.



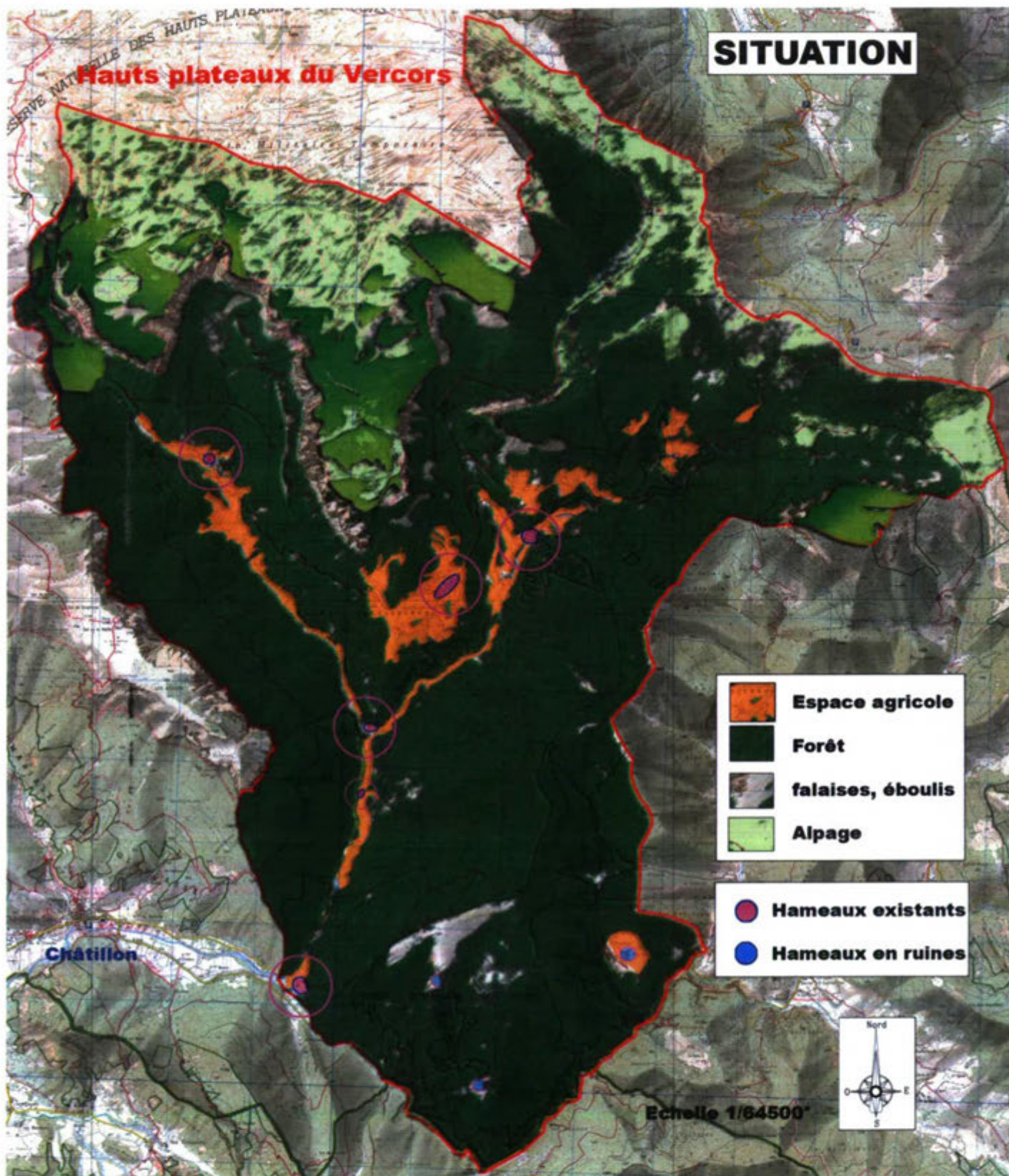
LOCALISATION



Limites communales



Echelle 1/280000



C. Espace bâti

Au sein du territoire communal, l'espace bâti a conservé un caractère confidentiel, composé de hameaux qui s'égrènent le long des deux principaux vallons, essentiellement le long du vallon du ruisseau du Combeau « colonne vertébrale » de la commune. Seul Benevise et Sareymond, (plus lieu-dit que hameau) situés le plus en altitude, s'inscrivent dans une logique différente, avec une implantation en coteau, entouré de prés de fauche.

L'urbanisation s'est développée sur le modèle de moyenne montagne du Vercors, avec un quadrillage de l'espace de vallée par des hameaux, proches d'un point d'eau, des pâtures, et des voies d'accès. Le bâti est regroupé, pour s'adapter aux contraintes climatiques et préserver, en consommant le moins d'espace possible, les prés de fauche de la vallée, essentiels à l'alimentation du bétail l'hiver.

Toutefois, là où dans les parties les plus hautes du Vercors, au Nord, l'espace bâti est non fortifié, un peu lâche et organisés plutôt linéairement, à Treschenu, il reste fortement influencé par le Diois, dense et regroupé, sur un modèle à tendance radio concentrique, en particulier quand les pentes le permettaient.

A Treschenu, à part quelques constructions implantées récemment dans le prolongement des hameaux, la quasi-totalité du bâti est très ancienne et en dehors des hameaux, les vallons sont pratiquement exempts de toute construction.

Si aujourd'hui, en dehors de Benevise, les hameaux s'inscrivent dans les vallons des ruisseaux d'Archiane ou de Combeau, plusieurs hameaux situés à l'étage montagnard, dans la partie Sud de la commune sont aujourd'hui en ruines : le hameau de l'église, Le Serre et Reichas. L'isolement de ces espaces bâtis est devenu trop contraignant à partir du XIX^{ème} siècle pour permettre le maintien d'une population à l'année et l'absence de réseau aujourd'hui rend très difficile toute reconquête de ces anciens espaces bâtis.

En dehors des principaux hameaux, on trouve également plusieurs secteurs habités répartis sur le territoire : Sauvanière, Gerbeau, Le Foumeau, la Ferme du Col.

D. Infrastructures routières

Treschenu se positionne à 14 Km de Châtillon en Diois (Chef lieu de canton), à 28 Km de Die, seul pôle urbain du secteur. La situation de la commune, à la limite du département de l'Isère, la place à environ une heure de Grenoble.

Pôle urbain/Villes proches	Distance	temps
Châtillon en Diois	14 Km	15 min
Die	28 Km	30 min
Crest	66 Km	1h 06 min
Grenoble	74 Km	1h 04 min

La commune, sur les hauteurs du Vercors, s'avère relativement proche de Grenoble, même si on compte près d'une heure de trajet. Toutefois, le pôle urbain principal reste Die (sous préfecture), même si le chef-lieu de canton, plus proche, offre une petite structure commerciale.

Il faut noter que compte tenu de la dispersion des hameaux dans le très vaste espace communal, les trajets vers les pôles urbains et notamment vers Die varient assez fortement. On peut penser que Mensac (voire Menée), en limite Sud de la commune, hameaux les plus proches de Die, sont plus enclins à un développement de l'habitat permanent de type résidentiel, alors que des hameaux comme Archiane ou Benevise, sur les hauteurs, sont essentiellement concernés par une évolution de l'espace bâti liée à l'habitat non permanent et aux mouvements démographiques internes aux hameaux (décohabitation...)

II. DEMOGRAPHIE

A. Préambule à l'étude des chiffres

Avant toute analyse des chiffres, Il faut noter (et cette remarque est valable pour l'ensemble des indicateurs démographiques), que la population initiale de la commune étant faible (126 habitants en 2005), les plus petites fluctuations peuvent avoir des répercussions importantes sur les évolutions en pourcentages et donner l'impression de forts mouvements démographiques, qui en réalité ne portent que sur l'arrivée ou le départ de quelques habitants.

B. Le contexte intercommunal

1. LE DIOIS

Globalement, le Diois est un territoire attractif, avec :

- une augmentation de la population de la zone de montagne de 3,5%,
- une croissance de la démographie en zone de la vallée de 5,6%.

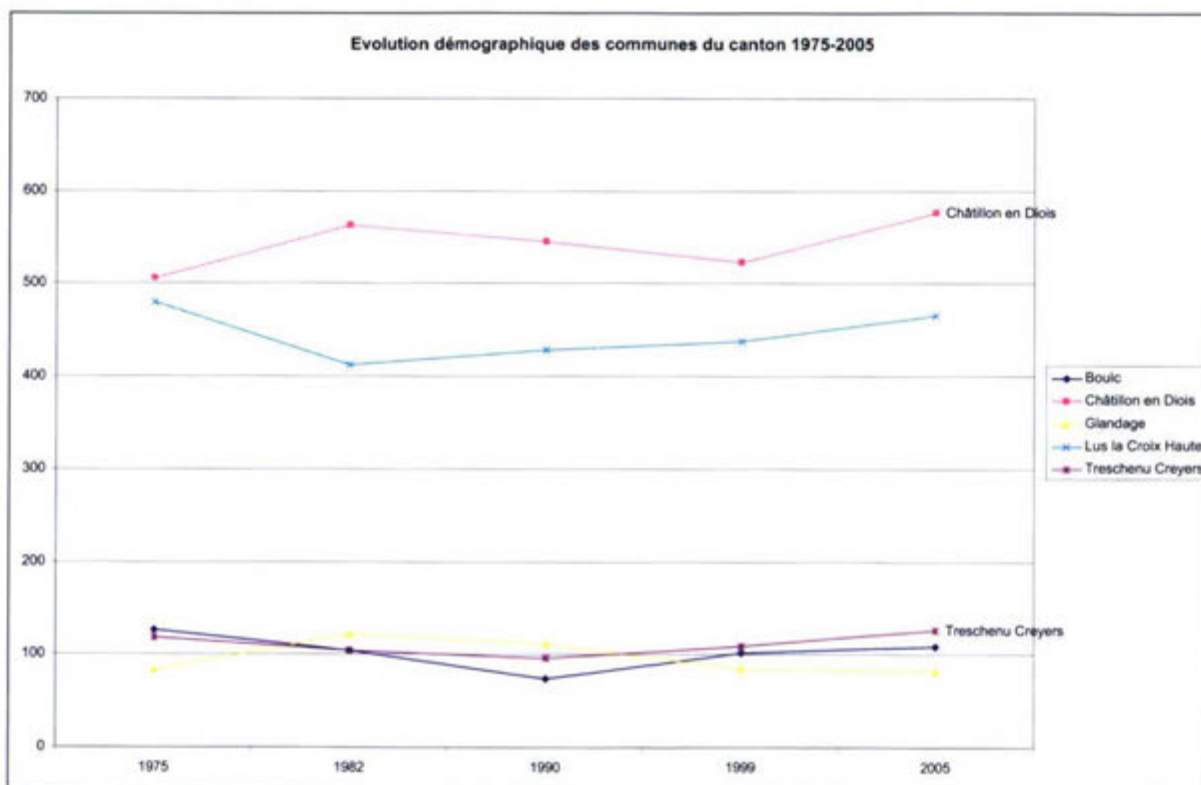
Toutefois, il faut noter qu'entre 1999 et 2004, la population de la commune de Die est en baisse, au profit des communes limitrophes. A l'échelle du Diois, la tendance à la hausse de la population est due essentiellement au flux de migrants sur le territoire. Ce flux a pu être régulé dans l'ensemble par les différentes OPAH qui ont permis à certains propriétaires de réhabiliter des logements afin de les intégrer dans le marché locatif et locatif social.

Source : Communauté de Communes du Diois

2. TRESCHENU AU SEIN DU DIOIS

Dans le Diois, la commune s'inscrit à la transition entre le vallon du Bes, proche de Châtillon, de la vallée de la Drôme et l'étage montagnard. Elle fait donc partie des communes qui ne sont concernées que partiellement par l'influence du pôle urbain principal et donc par la pression pour l'habitat résidentiel qu'il exerce. Les mouvements démographiques et socio économiques de la commune s'inscrivent donc plus dans des évolutions internes et dans le regain d'intérêt général mais plus diffus de l'habitat dans des secteurs de montagne assez isolés qui restent globalement attractif par leur cadre de vie, avec conditions d'accès vers Die acceptables sans être très faciles.

C. Le contexte cantonal



	1975	1982	1990	1999	2005	Evolution 1999/2005
Boulc	126	-104	-74	+101	+109	7,9%
Châtillon en Diois	505	+562	-545	-523	+576	10,1%
Glandage	83	+121	-111	-84	-82	-2,4%
Lus la Croix Haute	479	-412	+428	+437	+466	6,6%
Treschenu Creyers	118	-104	-96	+108	+126	16,7%
Menglon	317	287	+332	+355		
Saint Roman	119	+145	+160	-136		

Source : INSEE, *Population Sans Double Compte

La commune fait partie d'un canton très rural, composé de petites communes (le chef-lieu de canton abrite moins de 600 habitants). Cette entité administrative est donc assez homogène d'un point de vue socio-économique. Toutefois, elle regroupe des communes qui s'organisent autour de plusieurs vallées, même si elles s'orientent pour la plupart vers Die, seul véritable pôle urbain.

Cet ensemble de petites communes a connu globalement des évolutions démographiques hétérogènes entre 1975 et 1999, avec successivement, des périodes de hausses et de baisses. A partir de 1999 toutefois, pour les communes dont les chiffres de 2005 sont disponibles, une tendance à la croissance démographique se dégage assez nettement, avec une seule commune sur 5 qui continue (très faiblement), de perdre des habitants et 4 communes où l'augmentation de population est très notable.

On semble donc s'orienter vers une attractivité croissante des communes de l'étage montagnard, malgré l'absence de structure commerciale et des conditions d'accès au pôle urbain pas toujours évidentes.

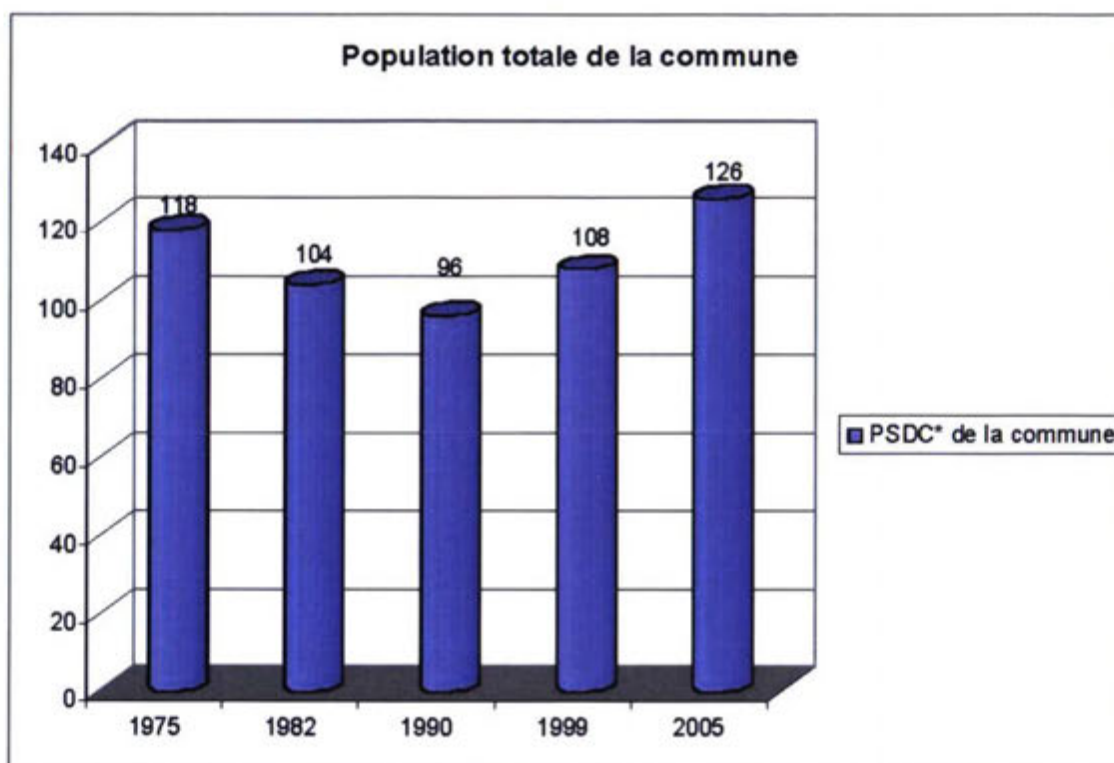


D. Démographie de la commune / éléments de comparaison

1. EVOLUTION DU NOMBRE D'HABITANTS

Année de recensement	1975	1982	1990	1999	2005
PSDC* de la commune	118	104	96	108	126

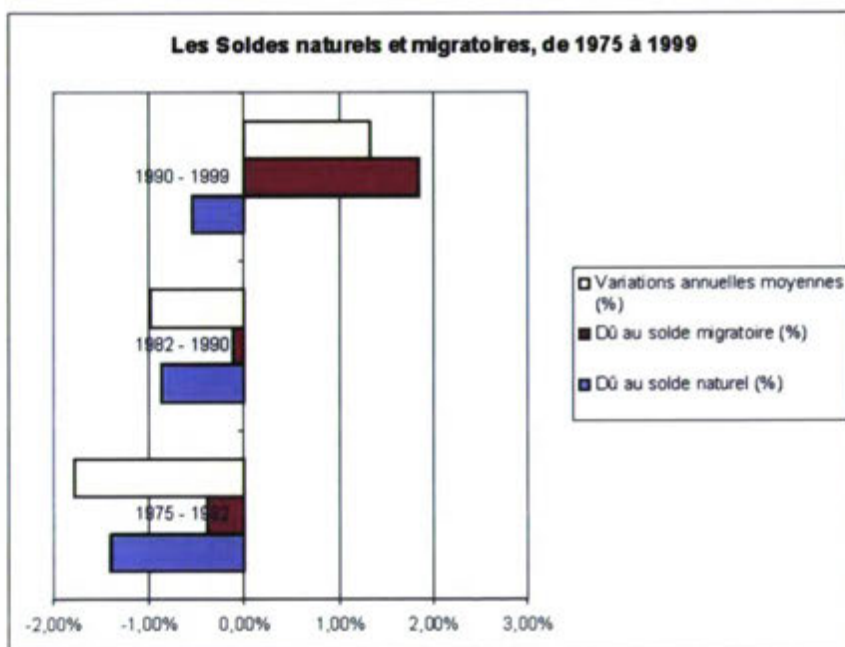
Source : INSEE, *Population Sans Double Compte



2. TAUX DE VARIATION ANNUELS MOYENS

TRESCHEU CREYERS	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999-2005
Dû au solde naturel (%)	-1,40 %	-0,87 %	-0,55 %	?
Dû au solde migratoire (%)	-0,38 %	-0,12 %	1,86 %	?
Variations annuelles moyennes (%)	-1,78 %	-0,99 %	1,32 %	1,03%
Variations absolues	-11,9%	-7,7%	12,5%	16,7%
Canton de Châtillon	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999-2005
Dû au solde naturel (%)	-0,68 %	-0,37 %	-0,10 %	?
Dû au solde migratoire (%)	0,58 %	0,45 %	0,09 %	?
Variations annuelles moyennes (%)	-0,10 %	0,08 %	-0,01 %	?

Source : INSEE



3. LES FACTEURS D'EVOLUTION

Jusqu'en 1990, la commune connaît une baisse de population où s'associent un solde naturel nettement négatif et un solde migratoire également inférieur à 0, pour arriver en 1990 à une population communale qui compte moins de 100 habitants. Dans le canton, si le solde naturel est également nettement négatif, dans des ordres de grandeur proches de celui mesuré dans la commune, le solde migratoire est lui positif et compense quasiment le déficit entre naissances et décès. Cette différence peu s'expliquer par la situation géographique de Treschenu, qui a peu bénéficié de l'apport migratoire qu'ont connu des communes moins excentrées par rapport à Die, en liaison avec le développement de l'habitat résidentiel. Entre 1990 et 1999, alors que dans le canton (et d'une manière assez générale dans les communes rurales du département), l'urbanisation tend à ralentir, Treschenu connaît au contraire une variation positive importante de son solde migratoire (même si le solde naturel reste négatif). Cette évolution discordante avec celle du canton traduit le relatif isolement de la commune, moins sensible aux grandes variations démographiques, tant positives que négatives qu'ont connu les communes rurales plus proches des pôles urbains. Jusqu'en 1999, Treschenu a vécu des mouvements naturels et migratoires liés essentiellement aux évolutions socio-économiques propres à son territoire.

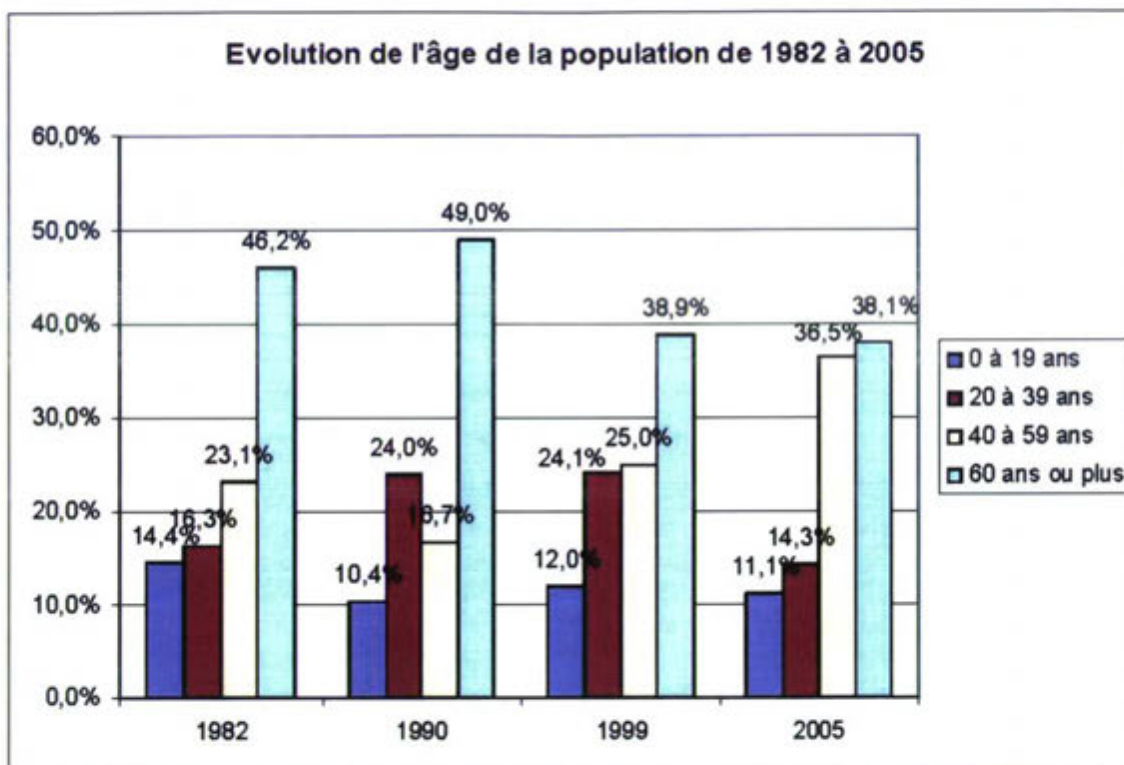
A contrario, entre 1999 et 2005, la commune semble s'inscrire dans une dynamique démographique en liaison avec le regain d'attractivité de l'ensemble du Diois. Si le Pôle centre a perdu des habitants durant cette période, c'est en partie au profit des communes rurales du Diois, dans la vallée de la Drôme et jusqu'à Chatillon, qui vient tangenter la limite Sud de Treschenu, au niveau du hameau de Mensac. L'association entre un site naturel exceptionnel, un climat relativement clément par rapport au Nord du Vercors et l'allongement des distances de trajets domicile-travail acceptables rapproche la commune, essentiellement pour ses hameaux en partie basse (Mensac, Menée), de la sphère d'influence de Die, pôle urbain du secteur. Il en résulte une croissance démographique marquée, cohérente avec celle mesurée dans les communes du canton.

On peut penser qu'au moins à court terme, cette tendance va se prolonger, laissant apparaître des perspectives de développement démographique pour la commune, après une longue période de baisse de la population.



E. Age de la population

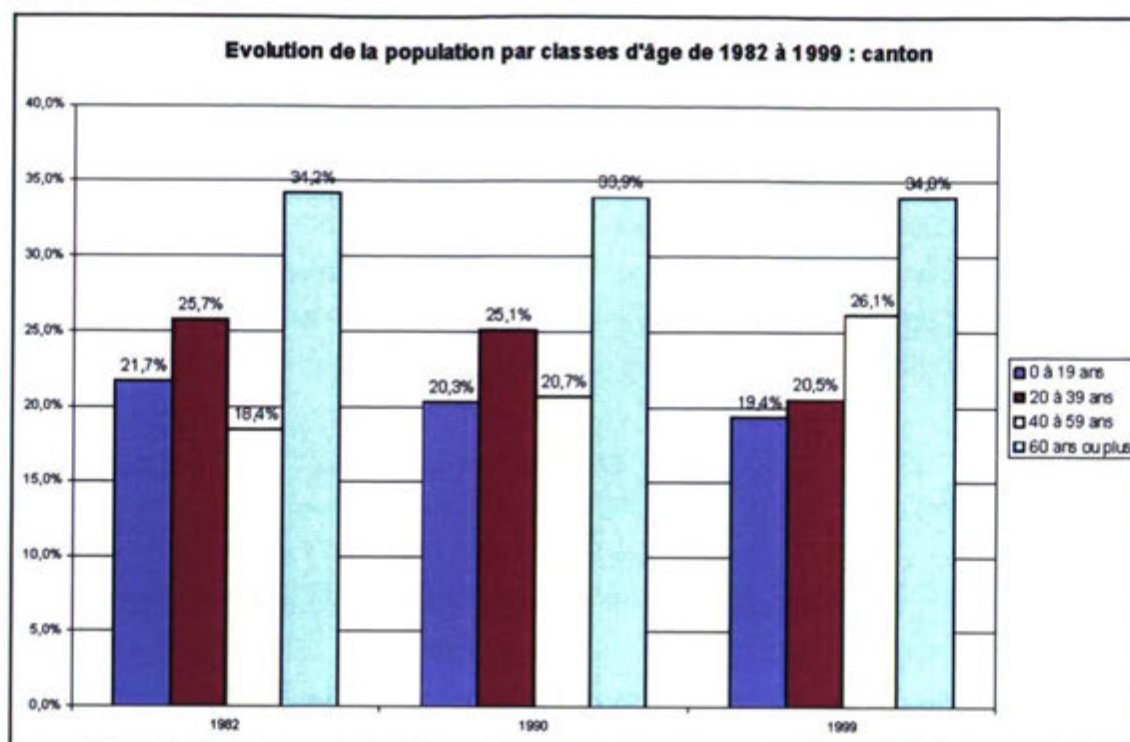
1. REPARTITION PAR CLASSES D'AGES



Treschenu

Age	1982	1990	1999	2005
0-19 ans	14,4%	10,4%	12,0%	11,1%
20-39 ans	16,3%	24,0%	24,1%	14,3%
40-59 ans	23,1%	16,7%	25,0%	36,5%
60 ans ou plus	46,2%	49,0%	38,9%	38,1%

Source : INSEE



Canton de Châtillon

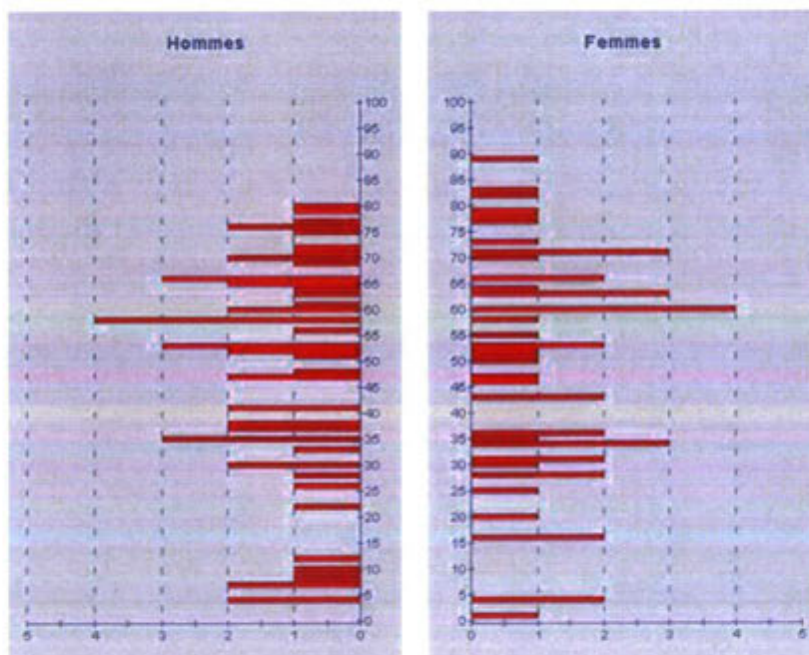
Age	1982	1990	1999
0-19 ans	21,7%	20,3%	19,4%
20-39 ans	25,7%	25,1%	20,5%
40-59 ans	18,4%	20,7%	26,1%
60 ans ou plus	34,2%	33,9%	34,0%

Source : INSEE

Le renouveau de la croissance démographique dans la commune, à partir de 1990, mais aussi le solde naturel négatif, qui a participé au rééquilibrage « par le bas » de la pyramide des âges sont très lisibles dans l'évolution de la population par classes d'âges. Entre 1990 et 1999, les plus de soixante ans, qui représentent presque la moitié de l'effectif en 1990 ne constituent plus que 38% de la population totale en 1999. De 1999 à 2005, c'est la part des 40-59 ans qui croît assez brutalement, pour partie au détriment des 20-39 ans. Ces évolutions fortes en pourcentage traduisent le faible effectif statistique, qui par effet mécanique accentue les évolutions en valeur absolue, même faibles.

Entre 1999 et 2005, on note un net vieillissement, avec la classe d'âge 20-39 ans qui a été peu renouvelée par une solde migratoire qui s'est essentiellement composé de ménages dans la tranche d'âge 40-59 ans. Si la proportion des plus de 60 ans a en 2005 fortement chuté par rapport aux 49% mesurés en 1990, au total, le rajeunissement de la population est moins évident, avec 34,4% de moins de 49 ans en 1990, pour 25,4% seulement en 2005. Globalement, par rapport au canton, Treschenu apparaît comme une des communes dont l'âge moyen est élevé.

2. PYRAMIDE DES AGES EN 1999



3. L'EVOLUTION DE L'AGE DE LA POPULATION A MOYEN TERME

De l'étude de l'évolution de l'âge de la population des dernières années, il ressort que si le renouveau du solde migratoire a permis une croissance démographique en valeur absolue, cette croissance ne s'est pas traduite par une baisse notable de l'âge moyen. On peut penser que les nouveaux arrivants se sont situés dans les tranches d'âges les plus élevées. Ce phénomène doit être rapproché du mode de développement de l'urbanisation dans la commune, basé sur l'offre privée et la création de maisons individuelles, qui favorisent plutôt l'arrivée de ménages assez aisés, compte tenu de l'augmentation du prix du foncier et du coût de la construction, ou des coûts de réhabilitation du bâti ancien. De ce point de vue, afin de favoriser le rajeunissement de la population, il serait souhaitable, via de petites opérations d'ensemble, de produire une typologie d'habitat plus dense, qui abaisse les coûts d'acquisition ou de location. Le logement locatif et plus généralement les petits logements qui sont le plus sujets aux mouvements, jouent souvent le rôle d'habitat de transition avec à la clé un renouvellement qui y maintient le plus souvent une population jeune.

F. Population selon la catégorie socio-professionnelle

1. EVOLUTIONS 1982-1999 : TRESCHENU ET CANTON

TRESCHENU	1982	1990	1999
<u>Agriculteurs</u>	37,5%	9,1%	7,1%
<u>Artisans, commerçants</u>	0,0%	9,1%	0,0%
<u>Cadres, prof. Intel.</u>	0,0%	0,0%	3,6%
<u>Professions inter.</u>	12,5%	0,0%	10,7%
<u>Employés</u>	6,3%	9,1%	21,4%
<u>Ouvriers</u>	12,5%	4,5%	3,6%
<u>Retraités</u>	25,0%	40,9%	35,2%
<u>Autres inactifs</u>	6,3%	27,3%	21,4%
Total	128	88	112

Source : INSEE

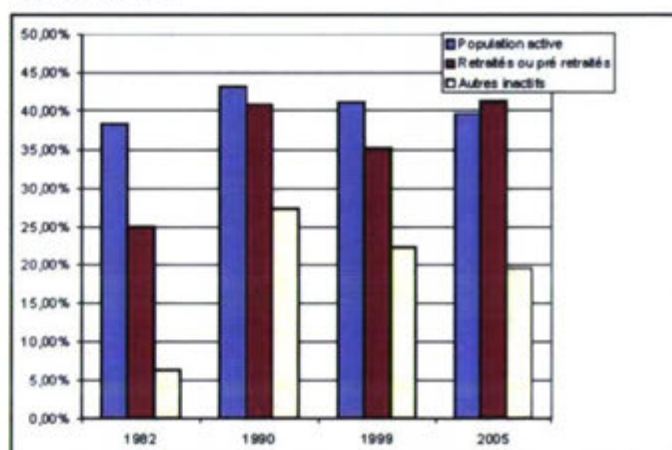


CANTON	1982	1990	1999
<u>Agriculteurs</u>	12,7%	7,5%	5,2%
<u>Artisans, commerçants</u>	4,9%	4,3%	3,2%
<u>Cadres, prof. Intel.</u>	1,7%	2,0%	4,3%
<u>Professions inter.</u>	7,1%	7,5%	7,2%
<u>Employés</u>	7,8%	8,8%	10,4%
<u>Ouvriers</u>	8,1%	8,4%	7,7%
<u>Retraités</u>	25,2%	29,2%	31,2%
<u>Autres inactifs</u>	32,4%	32,4%	30,9%

2. EVOLUTIONS 1999-2005 : TRESCHENU

	1982	1990	1999	2005
Population active	49 / 38,3%	38 / 43,2%	46 / 41,1%	50 / 39,7%
Retraités ou pré retraités	25,0%	40,9%	35,2%	41,3%
Autres inactifs	6,3%	27,3%	22,3%	19,5%

Source : INSEE



Entre 1982 et 1999, L'évolution des catégories socioprofessionnelles dans la commune met en évidence la chute assez vertigineuse de la proportion des actifs agricoles, qui est passée de 37,5 % à 7,1 % en 17 ans, mettant en évidence une restructuration profonde de l'activité agricole dans la commune, associée à l'arrivée progressive d'actifs non agricoles travaillant pour une grande part hors de la commune.

La population communale comprend une forte proportion de retraités, dont l'effectif est légèrement supérieur à celui de la population active.

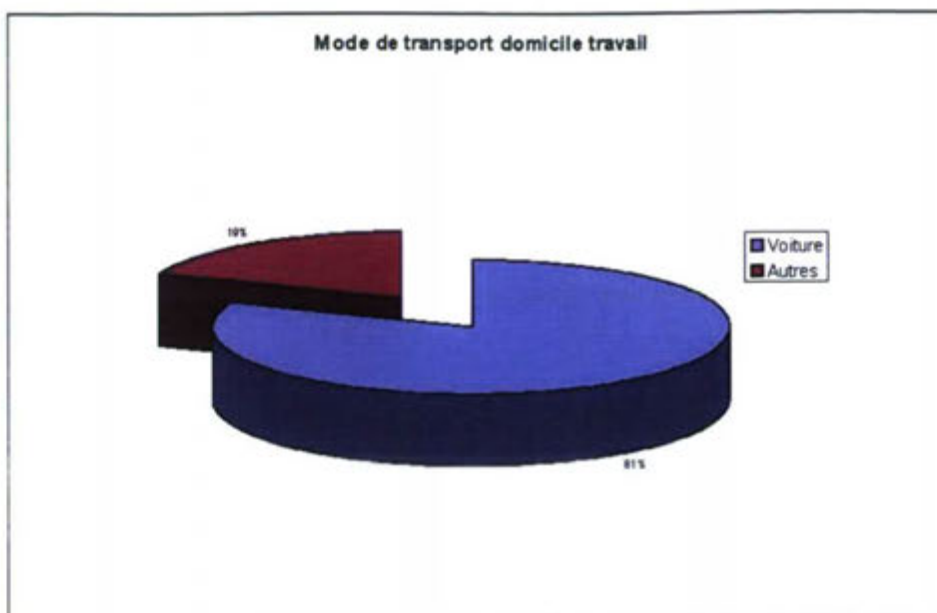
Entre 1999 et 2005, la croissance de la population active (+8,7%), a été deux fois moindre de celle de la population totale (+16,7%) et au regard de l'affaiblissement notable de la part des tranches d'âge 0-19 ans et 20-39 ans dans la pyramide des âges, on peut penser qu'une partie non négligeable des nouveaux arrivants dans la commune a été composée de retraités.

3. LES TRAJETS DOMICILE TRAVAIL – EVOLUTION 1990/1999

Actifs ayant un emploi	40 39,7 % de la pop. totale
Travaillent et résident : dans la même commune	45,0 % Evolution 90/99 : -18,2 %
dans 2 communes différentes :	55,0 %
- du même département	27,5 %
- de départements différents	27,5 %

Source : INSEE

En 1999, près de la moitié des actifs travaillent dans la commune. Ce chiffre met en évidence la prépondérance de l'agriculture, qui continue de dominer l'activité économique, malgré la chute importante de la population active agricole (qui reste toutefois forte en proportion, avec le faible nombre d'actifs installés dans la commune depuis 1999). On note aussi une proportion importante de personnes travaillant en dehors du département (essentiellement dans l'Isère), renforçant ainsi l'idée que les pôles économiques du Vercors, en dehors de Die, sont bel et bien les stations de sports d'hivers proches, localisées dans l'Isère.



Autres : marche à pieds ou voiture + marche à pieds

L'automobile reste le vecteur ultra dominant des trajets domicile-travail et trahit, à Treschenu comme dans les autres communes rurales, le déphasage important entre le développement de l'urbanisation et son accompagnement par des infrastructures suffisamment dimensionnées, notamment de transport. On peut concevoir toutefois que l'éclatement de l'espace bâti et la faible densité de population rendent difficile la mise en place de lignes régulières et fréquentes de transports en commun.

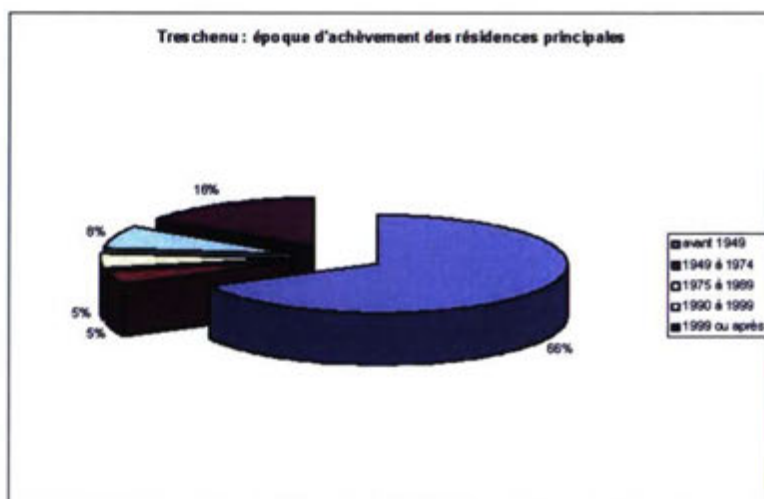
III. LE LOGEMENT

A. L'évolution de l'urbanisation et du rythme de la construction

1. LES RESIDENCES PRINCIPALES SELON L'EPOQUE D'ACHEVEMENT

	Commune		Canton de Châtillon	
Epoque d'achèvement	1999		1999	
Ensemble	54	100,0 %	832	100,0 %
avant 1949	43	79,6 %	434	52,2 %
1949 à 1974	3	5,6 %	134	16,1 %
1975 à 1989	3	5,6 %	132	15,9 %
1990 ou après	5	9,3 %	132	15,9 %

Source : INSEE



	Commune	
Epoque d'achèvement	2004	
Ensemble	64	100,0%
avant 1949	43	67,2%
1949 à 1974	3	4,7%
1975 à 1989	3	4,7%
1990 à 1999	5	7,8%
1999 ou après	10	15,6%

En 1999, la commune comptait 190 logements : 64 résidences principales et 122 résidences secondaires ou occasionnelles (au moment du recensement, 4 logements sont déclarés vacants). Le parc de logements est très ancien, en 2005, 67,2% sont antérieurs à 1949 (contre moins de 50% dans le canton).

Après une stagnation ou une croissance faible entre 1945 et 1982, le renouveau de la construction de logements ne s'est véritablement amorcé qu'à partir de 1990, pour s'affirmer entre 1999 et 2005.

2. LE RYTHME DE LA CONSTRUCTION

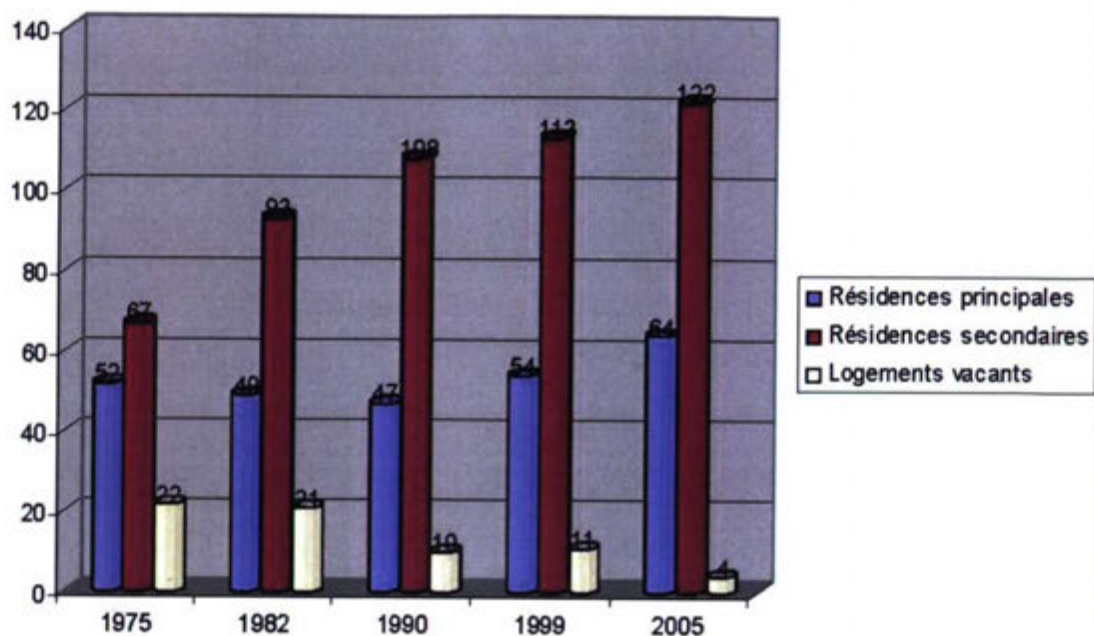
Treschenu Creyers	1975	1982	1990	1999	2005
Ensemble des logements	141	163	165	178	190
Résidences principales	52 36,9%	49 30,1%	47 28,5%	54 30,3%	64 33,7%
Résidences secondaires	67 47,5%	93 57,1%	108 65,5%	113 63,5%	122 64,2%
Logements vacants	22 15,6%	21 12,9%	10 6,1%	11 6,2%	4 2,1%

CANTON	1968	1975	1982	1990	1999
Résidences principales	53,6%	44,4%	41,6%	41,7%	42,4%
Résidences secondaires	33,7%	45,1%	50,6%	51,4%	50,2%
Logements vacants	12,7%	10,5%	7,8%	6,9%	7,4%

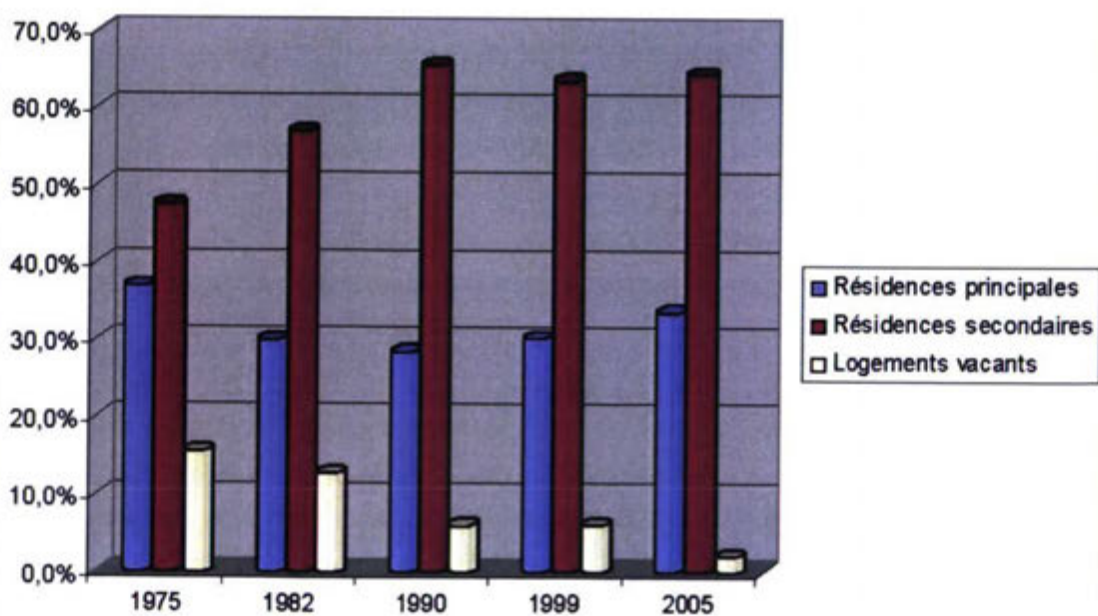
Treschenu	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999 - 2005
Variations absolues rés. princ. (%)	-5,8%	-4,1%	14,9%	18,5%
Variations absolues rés. sec. (%)	38,8%	16,1%	4,6%	8,0%
Variations absolues log. vacants. (%)	-4,5%	-52,4%	10,0%	-63,6%

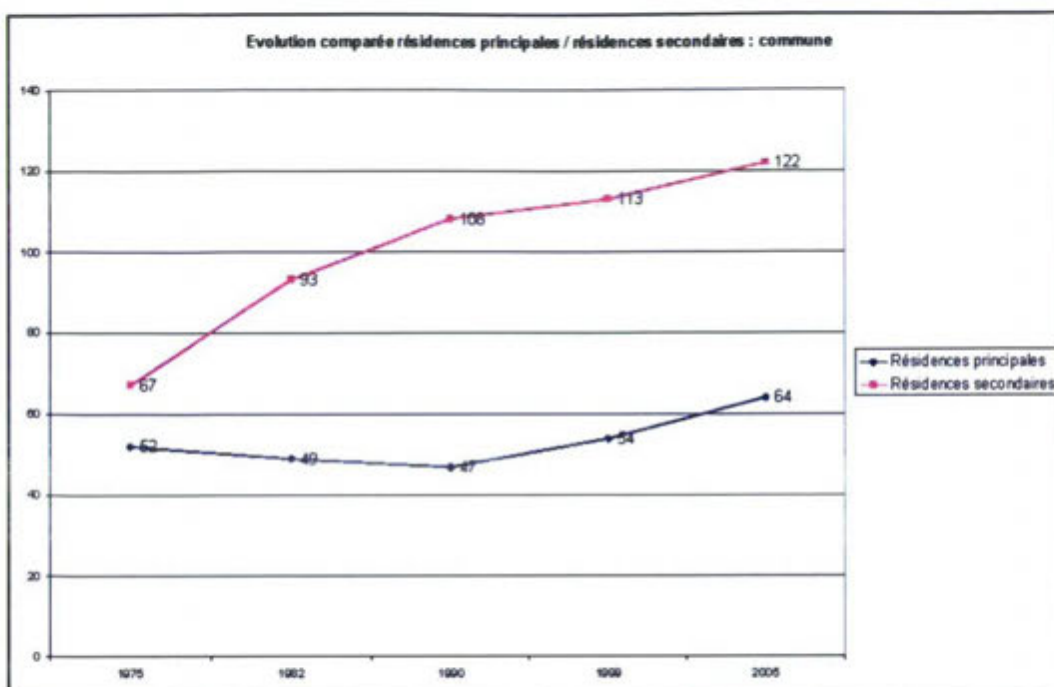


L'évolution du nombre de logements, de 1975 à 2005



Evolution du logement de 1975 à 2005 (en %)





3. LES RESIDENCES PRINCIPALES ET SECONDAIRES

L'évolution comparée résidences principales / résidences secondaires met en évidence deux phases :

- de 1975 à 1990, la croissance du parc de logements est tirée vers le haut par la construction de résidences secondaires, pour partie par la réhabilitation de logements vacants, mais aussi au détriment du parc de résidences principales. Les courbes de l'évolution habitat permanent / habitat non permanent présentent des coefficients directeurs sensiblement opposés :
 - la situation géographique particulière de la commune est propice à l'habitat non permanent, avec un territoire dans un site naturel et rural en grande partie préservé, au sein du Diois, dont l'image touristique s'affirme, à une époque où la résidence secondaire constituait le principal vecteur d'hébergement saisonnier. L'offre alternative (gîtes, chambres d'hôtes...), ne s'est véritablement développée que dans les années quatre vingt dix,
 - l'éloignement de la commune par rapport aux pôles urbains, qui l'a écarté de la pression foncière pour l'habitat résidentiel permanent.

- Depuis 1990, les courbes de croissance du parc de résidences secondaires et principales affichent sensiblement la même direction. Entre 1999 et 2005, il a été construit quasiment autant de résidences principales que de résidences secondaires. Treschenu suscite depuis peu un intérêt (encore faible), pour l'habitat résidentiel et l'installation de retraités, mais continue d'accueillir de nouvelles résidences secondaires, liées à l'attrait touristique continu et généralisé du Diois.

4. LES LOGEMENTS VACANTS

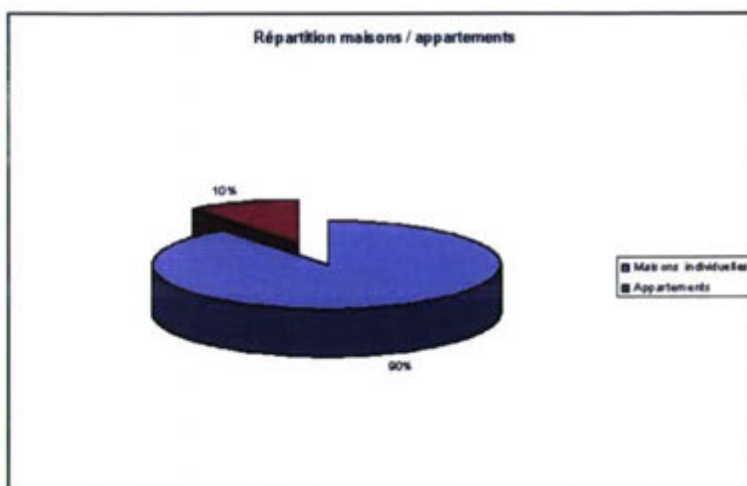
Si en 1975, les logements vacants représentaient plus de 15 % du parc, leur part en effectif et en pourcentage n'a pas cessé de diminuer, pour ne constituer en 2005 plus qu'une part négligeable du total de logements. A Treschenu, la demande en résidences secondaires a constitué un débouché pour la restauration du bâti vacant. Cette évolution a présenté le double avantage d'assurer la préservation du patrimoine et d'éviter l'étalement urbain.

Aujourd'hui, même au regard du faible développement de l'espace bâti, l'effectif de logements vacants (4 en 2005), ne constitue plus une alternative crédible à la construction en neuf pour assurer une croissance démographique, même modeste.

B. Répartition entre logements collectifs et individuels

Ensemble des logements par type :

Treschenu	2005
Maisons individuelles	89,1 %
Appartements	10,9 %



En 2005, l'habitat individuel constituait la très grande majorité du parc. Les logements récents s'incarnent dans la maison individuelle, qui s'est développée de manière isolée (il n'y a pas eu de lotissement dans la commune pour l'instant), avec des superficies de parcelles assez grandes, qui rompent avec la logique historique d'implantation de l'habitat, qui préservait les meilleures terres agricoles. Toutefois, si en termes statistiques, l'habitat individuel représente presque la totalité des logements, le tissu urbain très dense des hameaux relativise dans les faits cette donnée : les constructions, ordonnées en rues, avec des gabarits urbains, définissent un parc de logements qui, pour partie, n'est pas celui de l'habitat pavillonnaire, comme pourraient le laisser supposer les chiffres bruts.

C. Taille des logements

1. SITUATION EN 1999

Rés. princ. selon le nbre de pièces : Treschenu	1999	%	Evolution de 1990 à 1999
Ensemble	54	100,0 %	14,9 %
1	3	5,6 %	50,0 %
2	7	13,0 %	16,7 %
3	14	25,9 %	27,3 %
4 et plus	30	55,6 %	7,1 %
Rés. princ. selon le nbre de pièces : canton	1999	%	Evolution de 1990 à 1999
Ensemble	832	100,0 %	8,5 %
1	31	3,7 %	63,2 %
2	75	9,0 %	19,0 %
3	178	21,4 %	-2,2 %
4 et plus	548	65,9 %	8,9 %

2. EVOLUTIONS 1999 - 2005

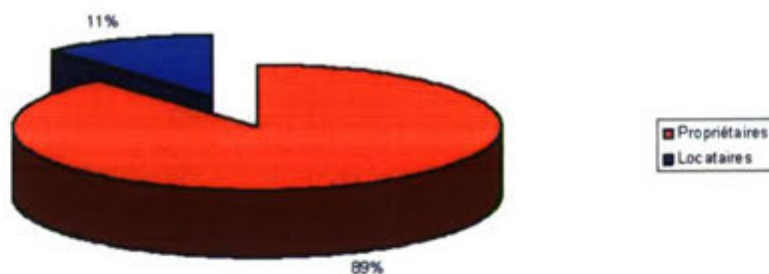
	1999	2005
Nombre moyen de pièces par résidence principale	3,8	4,1
Nombre moyen de pièces par maison	3,9	4,3
Nombre moyen de pièces par appartement	3,0	3,1

Avec un parc récent, constitué de maisons individuelles, de surface importante par définition, On trouve dans ce parc récent peu de logements petits susceptibles d'intéresser des jeunes, des personnes âgées ou des familles monoparentales par exemple. Ce déséquilibre dans l'offre ne pourra que s'accroître avec un développement de l'habitat conduit uniquement par le marché immobilier, qui ne produit en milieu rural bien souvent que des maisons individuelles.

D. Logement locatif et logement social (situation en 1999)

Treschenu	Logements			Nombre de personnes en 1999
	1999		Evolution de 1990 à 1999	
	Nombre	%		
Ensemble	54	100,0 %	14,9 %	108
Propriétaires	38	70,4 %	15,2 %	72
Locataires	7	13,0 %	250,0 %	22
dont :				
Logement non HLM	6	11,1 %	200,0 %	21
Logement HLM	0	0,0 %	///	0
Meublé, chambre d'hôtel	1	1,9 %	///	1
Logés gratuitement	9	16,7 %	-25,0 %	14
CANTON	Logements			Nombre de personnes en 1999
	1999		Evolution de 1990 à 1999	
	Nombre	%		
Ensemble	832	100,0 %	8,5 %	1 745
Propriétaires	546	65,6 %	7,3 %	1 161
Locataires	202	24,3 %	60,3 %	415
dont :				
Logement non HLM	172	20,7 %	56,4 %	363
Logement HLM	8	1,0 %	60,0 %	19
Meublé, chambre d'hôtel	22	2,6 %	100,0 %	33
Logés gratuitement	84	10,1 %	-36,4 %	169

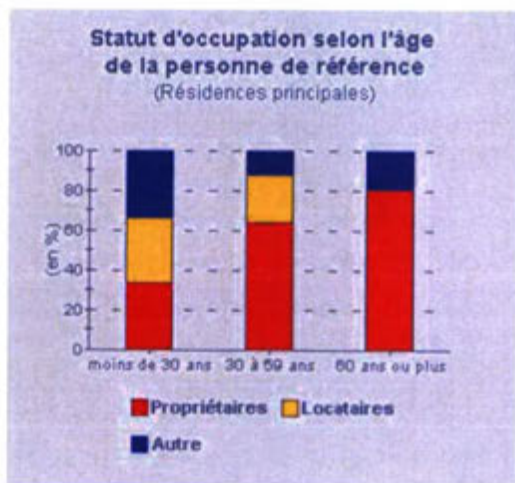
Répartition propriétaires / locataires en 2006



Résidences principales selon le statut d'occupation			
Treschenu	Logements		
	2005		Evolution de 1999 à 2005
	Nombre	%	
Ensemble	64	100,0 %	+18,5 %
Propriétaires	57	84,4 %	+50 %
Locataires	7	10,9 %	0,0 %
dont :			
Logement non HLM	6		
Logement HLM	0		

Le statut d'occupation des logements montre dans le canton une part importante de logements locatifs, (près de 25 %), supérieure à l'offre que l'on trouve dans des cantons ruraux (mais les meublés liés à l'activité touristique « gonflent » très vraisemblablement ce chiffre). Le parc de logements H.L.M est relativement faible dans le canton et nul dans la commune. La commune loue toutefois 8 logements, qui jouent un rôle de parc social locatif. Il serait intéressant de pérenniser Cette situation, dans un souci de diversité de l'habitat et de mixité sociale et aussi compte tenu de l'évolution de l'âge moyen de la population, pour offrir des possibilités de logements à de jeunes ménages.

E. Statut d'occupation des logements



Le graphique met en évidence la corrélation entre âge des ménages et mode d'habitat : plus les habitants sont âgés, plus ils sont nombreux à être propriétaires. La relation entre part du locatif dans la commune et maintien des jeunes est donc assez forte. A Treschenu elle est relativisée toutefois par le nombre important de jeunes logés gratuitement, ce qui traduit une évolution dans l'habitat binaire : quand on est jeune, soit on vit chez ses parents, soit on construit une maison individuelle, sans passer par une phase d'habitat en logement locatif dans la commune. Cette situation pourrait évoluer avec l'inflation du foncier et des coûts de la construction.

IV. ACTIVITES ECONOMIQUES

A. Economie

L'agriculture (élevage ovin essentiellement), constitue l'activité économique dominante, avec le tourisme vert, qui s'appuie sur des sites naturels exceptionnels comme le cirque d'Archiane (site classé), les hauts plateaux du Vercors, les falaises qui surplombent les vallons du ruisseau du Combeau et du ruisseau d'Archiane. On note également :

- Une pisciculture à Archiane (truites),
- Une scierie,
- Un menuisier ébéniste,
- Un électricien
- Un Web Master,
- Un artiste peintre,
- Un fournil,
- deux usines hydroélectriques.

B. Le commerce

Treschenu n'a pu préserver qu'une structure de services en liaison directe avec l'activité touristique (un hôtel bar restaurants aux Nonières).

C. Le Tourisme

1. NATURE DE L'ACTIVITE TOURISTIQUE

Le Vercors, porté par le Parc Naturel, est devenue un secteur d'activité touristique important, avec en tête les stations de sports d'hivers. L'activité touristique de Treschenu bénéficie de son appartenance au Parc en termes d'image, mais aussi de son inclusion dans le Diois. La topographie locale et les conditions d'enneigement n'ont pas permis à la commune de développer une activité touristique hivernale. Treschenu se situe en marge des grands flux touristiques et un peu à l'écart des stations de sports d'hivers emblématiques du Vercors (Villard de Lans, Autrans, Gresse en Vercors...). La contre partie positive a été cependant le maintien d'un paysage préservé des infrastructures liées au ski, qui ont ailleurs eu un impact important.

La commune a développé un tourisme en liaison avec l'activité agricole (entretien des paysages, valorisation des productions locales), mais aussi avec les sites naturels exceptionnels que sont le cirque d'Archiane ou les hauts plateaux du Vercors, propices à la randonnée pédestre, à l'équitation, à l'escalade, à la pêche à la truite notamment.

Dans ce cadre propice au tourisme vert, une petite offre en hébergement touristique s'est développée parallèlement au parc de résidences secondaires.

2. L'OFFRE EN HEBERGEMENT TOURISTIQUE

On compte :

- un refuge et un gîte à Archiane,
- un hôtel restaurant aux Nonières,
- deux gîtes ruraux à Benevise,
- un gîte nature gîtes aux Sagnas,
- deux gîtes ruraux à Mensac,
- une table d'hôtes et un gîte à Menée.

V. L'ACTIVITE AGRICOLE

On compte en 2007 6 exploitations professionnelles à Treschenu Creyers. Depuis 1982, le nombre des exploitations professionnelles et non professionnelles est stable. La S.A.U. a presque doublé entre 1988 et 2000, avec en parallèle une forte augmentation de la surface moyenne des exploitations, qui est passée de 31 ha à 46 ha.

Treschenu Creyers est une commune d'élevage où la surface toujours en herbe représente presque toute la surface agricole utilisée. Les exploitations possèdent des troupeaux de caprins et d'ovins. Les bâtiments d'élevage relèvent soit de la réglementation sur les ICPE, soit du règlement sanitaire départemental. Ils entrent dans le champ d'application de l'article L 111-3 du Code rural (périmètre inconstructibles autour des bâtiments accueillant des animaux). Dans la commune deux exploitations transforment sur place le lait en fromage (laboratoires aux normes européennes).

A. Les exploitations agricoles

	1979	1988	2000
Exploitations professionnelles	5	5	6
Toutes exploitations	19	14	12
Surface agricole utilisée (ha)	258	443	842

Le développement de l'urbanisation, encore très faible, n'a pas constitué un frein à l'expansion des terres agricoles. Si la SAU a fortement augmenté, on peut toutefois noter, d'après les photos aériennes, qu'un certain nombre de terrains anciennement agricoles ont été gagnés par la friche, en particulier sur les parties hautes qui ne sont pas voisines de hameaux.

Recensement agricole 2000 - Fiche comparative 1979 - 1988 - 2000

Région : 82 - RHONE-ALPES
Département : 26 - DROME
Canton : 06 - CHATILLON-EN-DIOIS
Commune : 354 - TRESCHENU-CREYERS

Région agricole : 234 - DIOIS
Zone défavorisée : 5 - Montagne
Massif : 3 - Alpes du Nord

1. Généralités

Population totale en 1999*	98	Superficie totale*	8 204 ha
en 1999*	108	Superficie agricole utilisée communale (7)	986 ha
		Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	842 ha

* Source : INSEE, DGI

2. Taille moyenne des exploitations

	Exploitations			Superficie agricole utilisée moyenne (ha) (1)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Exploitations professionnelles (2)	5	5	6	29	31	46
Autres exploitations	19	14	12	6	21	47
Toutes exploitations	24	19	18	11	23	47
Exploitations de 20 ha et plus	c	6	8	c	68	134

3. Superficies agricoles

	Exploitations			Superficie (ha) (1)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Superficie agricole utilisée	23	18	18	258	443	842
Terres labourables	20	9	8	89	62	39
dont céréales	7	5	c	13	7	c
Superficie fourragère principale (3)	11	10	13	201	420	823
dont superficie toujours en herbe	11	9	11	162	372	792
Oléagineux	0	0	0	0	0	0
Plantes à parfum, aromatisant, médic., condiment	18	6	3	32	6	2
Légumes frais et pommes de terre	11	0	c	2	0	0
Vignes	c	c	0	c	c	0
Vergers 6 espèces	c	0	0	c	0	0
Jachères	4	0	c	2	0	c

4. Cheptel

	Exploitations			Effectif		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Total bovins	c	c	0	c	c	0
dont total vaches	c	c	0	c	c	0
Total volailles	12	8	5	170	141	70
Vaches laitières	c	c	0	c	c	0
Total équidés	3	c	4	4	c	7
Chèvres	9	4	4	127	166	259
Brebis mères	5	3	4	314	162	537
Total porcins	0	0	0	0	0	0
Poules pondeuses	...	8	5	...	118	54
Poulets de chair et coqs	0	0	c	0	0	c
Dindes et dindons	0	0	0	0	0	0

5. Moyens de production

	Exploitations			Superficie (ha) ou parc (en propriété et copropriété)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Superficie en fermage	9	6	8	95	122	815
Tracteurs	12	13	15	15	18	22
dont tracteurs de 80 ch DIN et plus	0	0	0	0	0	0
Superficie irrigable	4	c	c	7	c	c
Superficie irriguée	3	c	c	6	c	c
dont maïs-grain et semence irriguée	0	0	0	0	0	0
dont verger irrigué	...	...	c	...	...	c

6. Âge des chefs d'exploitation et des coexploitants

	Effectif		
	1979	1988	2000
Moins de 40 ans	c	c	9
40 à moins de 55 ans	13	c	4
55 ans et plus	c	10	6
Total	24	19	19

7. Population - Main d'œuvre

	Effectif ou UTA (4)		
	1979	1988	2000
Chefs et coexploitants à temps complet	3	4	8
Pop. familiale active sur les expl. (5)	36	33	33
UTA familiales (4)	15	14	13
UTA salariés (4) (6)	0	0	0
UTA totales (y c. ETA-CUMA) (4)	16	14	14
UTA main d'œuvre occasionnelle	0	0	0

8. Statut

	Exploitations		
	1979	1988	2000
Exploitations individuelles	24	19	18

9. Divers

	S1 ou S2 ou C		
	1979	1988	2000
S1 : superficie (ha)	0	0	0
S2 : superficie (m2)	0	0	0
C : capacité (place)	...	...	11
Abricotier (S1)	0	0	0
Pêcher et nectarinier (S1)	0	0	0
Noyer (S1)	...	...	11
Bâtiments volailles de chair (S2)	...	0	0
Capacité en poules pondeuses (C)	...	...	0

Précisions méthodologiques

- (1) Les superficies renseignées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles. Elles ne peuvent être comparées à la superficie totale de cette commune.
- (2) Exploitations dont le nombre d'UTA (4) est supérieur ou égal à 0,75 et la marge brute standard est supérieure ou égale à 12 hectares équivalent blé.
- (3) Somme des fourrages et des superficies toujours en herbe.
- (4) Une unité de travail annuel (UTA) est la quantité de travail d'une personne à temps complet pendant une année.
- (5) La population familiale active comprend toutes les personnes, membres de la famille du chef d'exploitation ou des coexploitants (y compris ceux-ci), travaillant sur l'exploitation.
- (6) Il s'agit des salariés permanents et occasionnels n'appartenant pas à la famille du chef d'exploitation ou des coexploitants.
- (7) Les superficies renseignées ici sont celles qui sont localisées sur la commune.

Signes conventionnels

... Résultat non disponible

c Résultat confidentiel non publié, par application de la loi sur le secret statistique

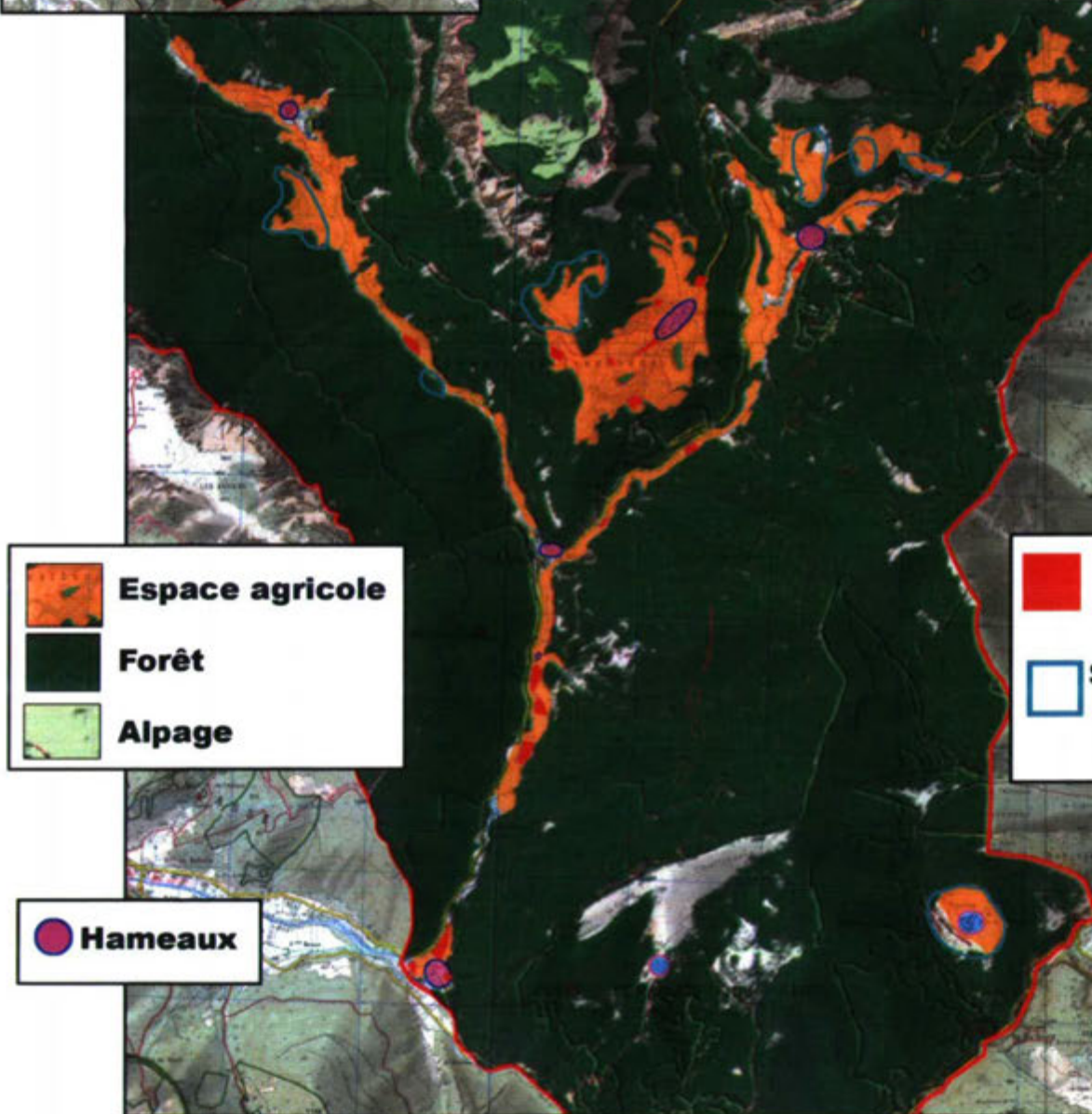
L'agriculture



Si Treschenu est incontestablement une commune rurale, les terres agricoles proprement dites ne constituent qu'une très faible surface du territoire, très largement dominé par la forêt. L'espace agricole de vallon apparaît très filiforme, fragile et une partie des prés d'altitude (avant les alpages), montre des signes d'enfrichement

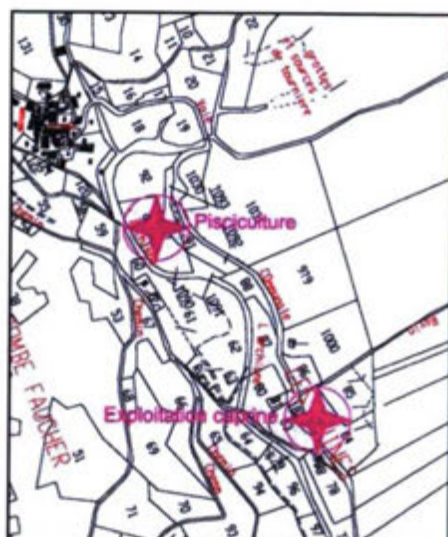


Les prés de fauche et pâtures



Echelle 1/44000

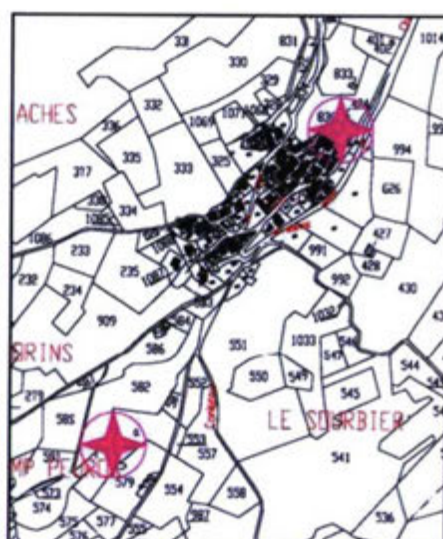
Les sièges des exploitations professionnelles



Archiane



Nonières



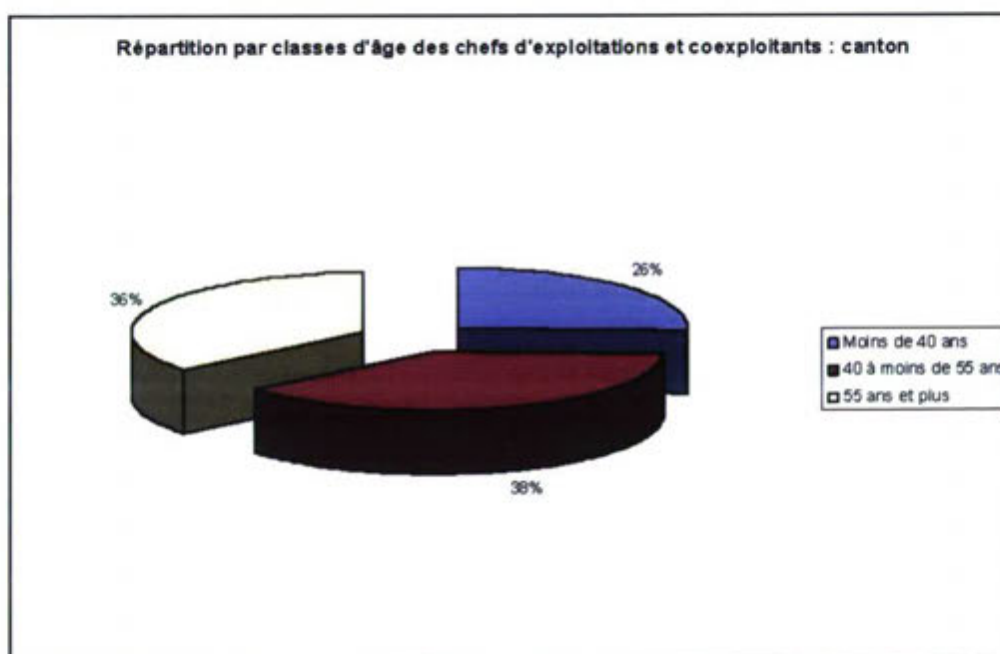
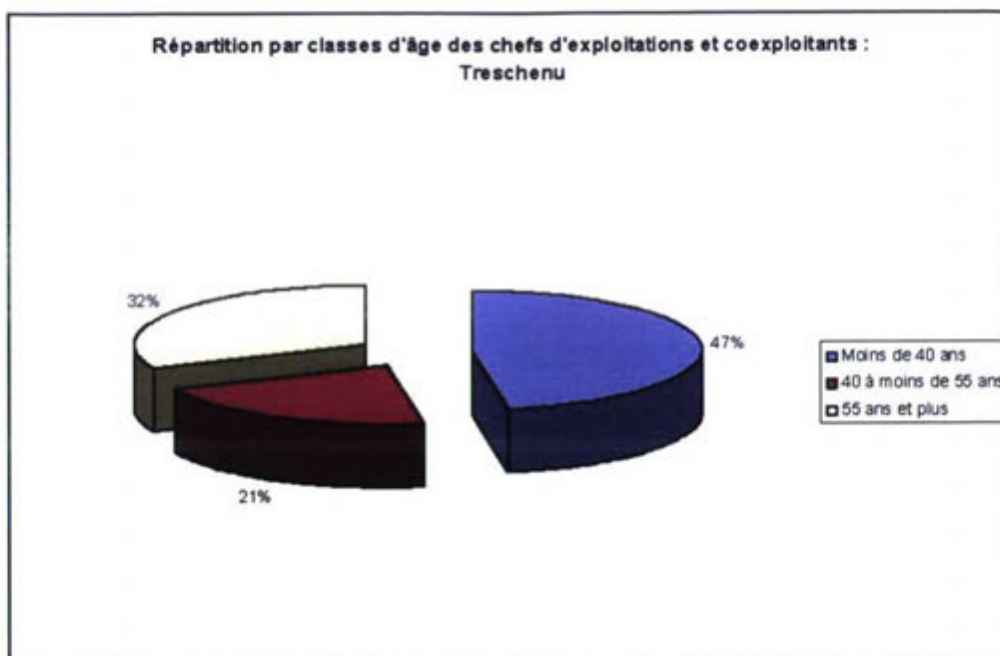
Benevise

Autour des hameaux d'Archiane, des Nonières et de Benevise se situent les principaux sièges d'exploitations agricoles en 2008.

B. Les Agriculteurs

1. LE STATUT

Les agriculteurs exploitent tous à titre individuel.



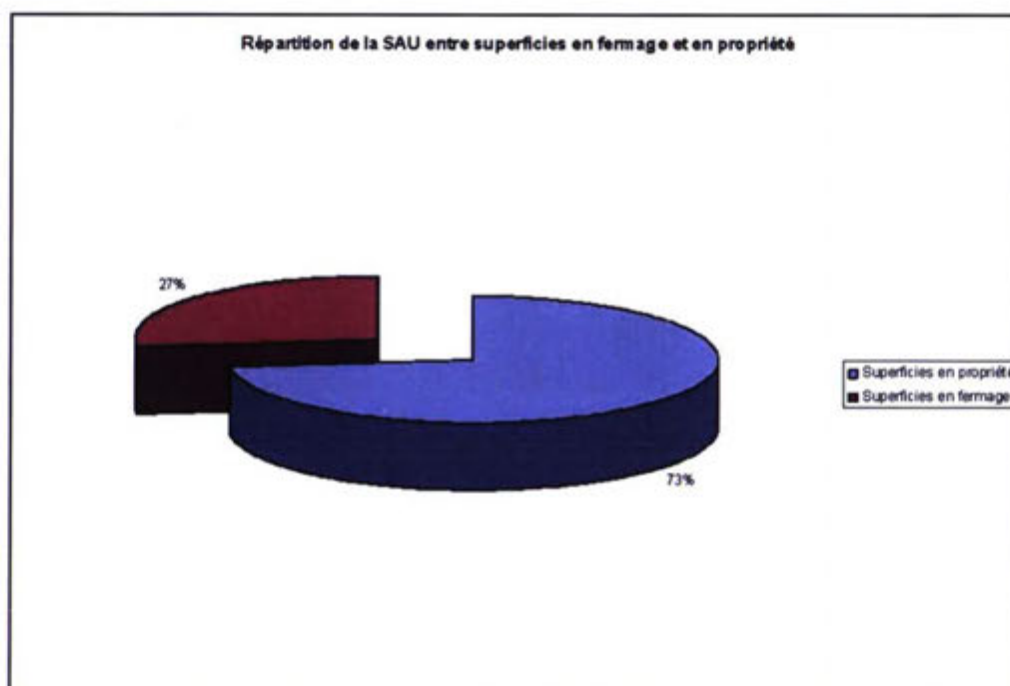
Au regard du canton, l'âge moyen des agriculteurs dans la commune est nettement plus faible, avec près de la moitié des chefs d'exploitations et coexploitants qui ont moins de 40 ans (pour un quart dans le canton). Depuis 1982, la population agricole active s'est rajeunie, assurant de ce point de vue la pérennité de l'essentiel des exploitations, au moins à moyen terme.

2. LA POPULATION ACTIVE

6 exploitations professionnelles sont présentes sur la commune. 33 personnes représentent 13 UTA (Unité de Travail Annuel) et constituent la population familiale active sur les exploitations. On compte un travailleur salarié sur une exploitation.

C. La répartition de la SAU

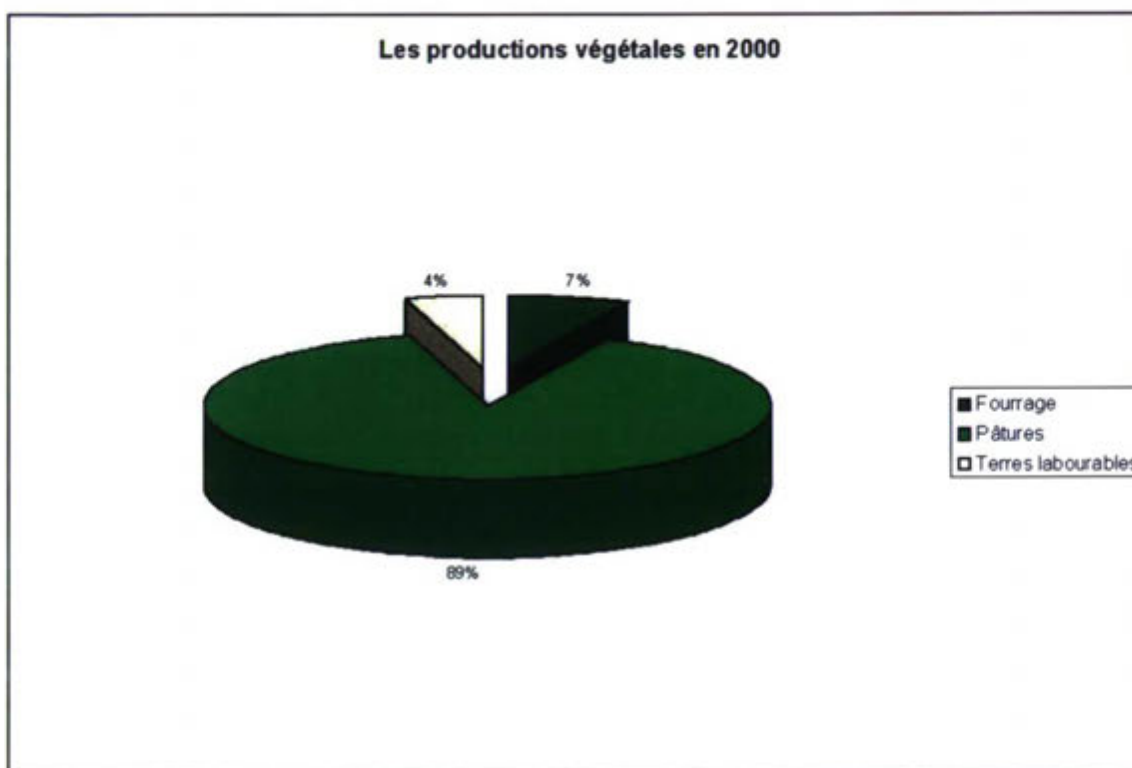
Le RGA de 2000 a mis en évidence une SAU totale des exploitations dont le siège est implanté à Treschenu Creyers de 986 hectares.



Presque les trois quarts de la Superficie Agricole Utilisée sont en propriété. Cette situation rend plus facile la définition des zones constructibles de la Carte Communale au regard de l'activité agricole, en permettant au propriétaire exploitant d'arbitrer, en liaison avec le mode de fonctionnement de son exploitation, entre maintien de la vocation agricole et constructibilité, alors que dans le cas de fermage, des différences de point de vue apparaissent souvent entre celui qui possède la terre (endin souvent à la rendre constructible) et le fermier.

D. Les productions végétales

Seules 3 exploitations produisent des céréales (6 hectares environ, ce qui constitue une part infime de la S.A.U.).



	1979	1988	2000
Terres labourables	89	62	39
Surface fourragère principale	201	401	823
Surface toujours en herbe	162	372	792
Céréales	13	7	?

L'altitude et les contraintes naturelles ne laissent pas beaucoup de choix quant à l'orientation des productions des exploitants. La production végétale est dominée par le fourrage, en liaison avec l'élevage, qui se développe bien depuis 1979. La production de céréales vient en complément de l'élevage et reste d'emprise modeste. Les autres cultures sont quasi inexistantes. On note toutefois la présence de quelques noyeraies, traditionnelle dans le Diois.

E. L'élevage

Les élevages caprins et ovins sont les seuls significatifs dans la commune. La production de volaille et la présence d'équidés sont anecdotiques.

L'élevage est typique des zones de montagne, avec, dans les vallons, autour des hameaux et dans quelques enclaves prises sur la forêt, les prés de fauche qui assurent la production de foin pour l'hiver et des espaces d'alpages, en altitude, dans lesquels les animaux se nourrissent l'été. Ce mode d'élevage nécessite donc un équilibre entre cheptel, surfaces disponibles pour la production de fourrage en vallée, qui sert à nourrir les bêtes en hiver et surfaces d'alpage. L'urbanisation, qui pour l'essentiel se fera sur des espaces de prés en vallée ne devra pas rompre cet équilibre.

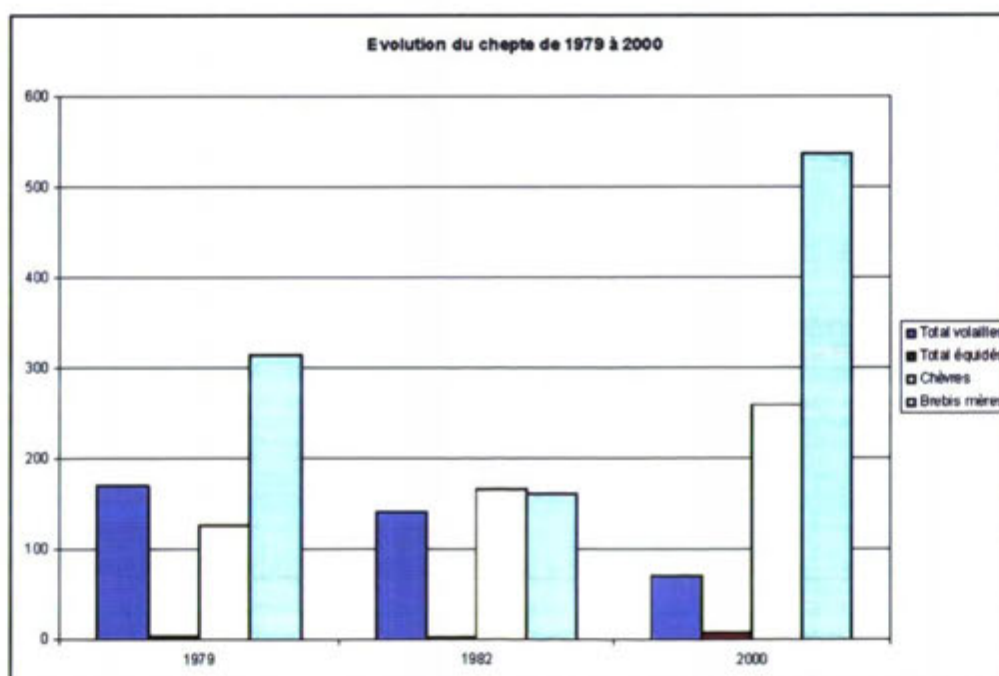
1. LE CHEPTEL CAPRIN

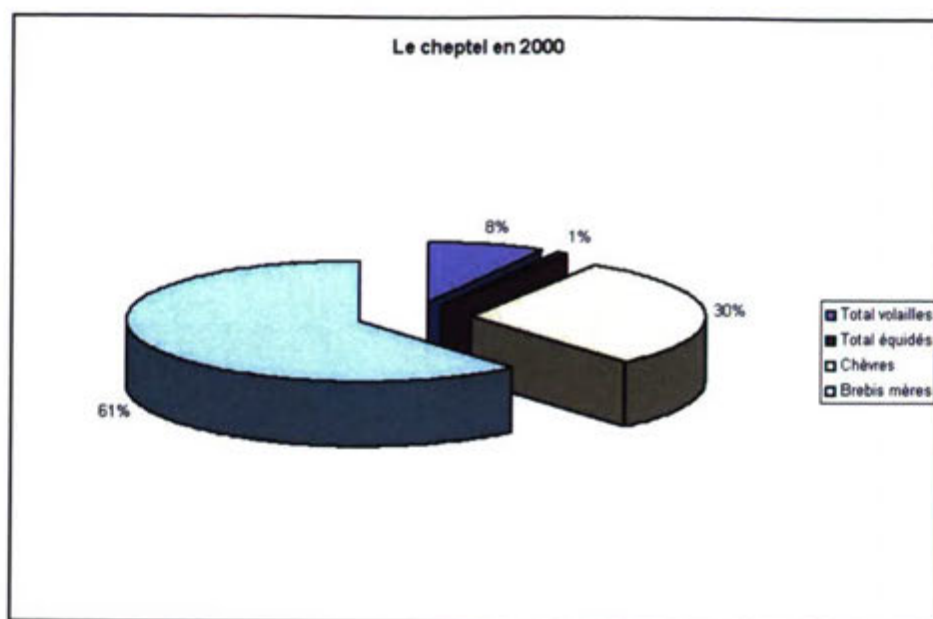
Il vient souvent en complément du cheptel ovin. Le nombre de chèvres a augmenté de manière significative depuis 1979. Ce type d'élevage reste toutefois à un second plan, après l'élevage ovin. Le lait de chèvre sert à la production de Picodon, fromage A.O.C. La croissance du cheptel caprin est probablement due à cette A.O.C. qui apporte une valeur ajoutée certaine à la production.

2. LE CHEPTEL OVIN

Le cheptel ovin est le plus nombreux dans la commune, il représentait 537 têtes de bétail en 2000. Ce type d'élevage a fortement progressé depuis 1982 (+231%). 3 exploitations professionnelles sur 6 disposent d'un cheptel ovin.

TRESCHENU	1979	1982	2000
Total volailles	170	141	70
Total équidés	4	3	7
Chèvres	127	166	259
Brebis mères	314	162	537





F. Les secteurs sensibles

D'une manière générale, si autour des principaux hameaux, on note une bonne tenue des terres agricoles ouvertes (à l'exception du Sud d'Archiane), de vastes espaces anciennement en prés sont en voie d'enfrichement, même si la SAU totale a augmenté depuis 1979. Les terrains les moins propices à la production de fourrage (éloignement des sièges d'exploitations, pentes), se referment progressivement. Sur un autre plan, certains bâtiments d'élevage sont très proches ou proches des hameaux (Benevise, Les Nonières), au-delà de la règle définie par l'article L111-3 du code rural et les 50 ou 100 m inconstructibles autour des bergeries, il s'agira d'éviter trop de proximité entre habitat et exploitations, pour limiter au maximum les conflits d'usage potentiels.

G. La tendance actuelle

- L'augmentation générale du cheptel, qui paradoxalement ne règle pas la question de l'enfrichement de la partie la moins facilement exploitable des zones de pâture,
- Sur un plan plus positif, Une moyenne d'âge plutôt basse de la population agricole,
- une valorisation des produits avec l'AOC picodon (élaboré à base de lait de chèvre), qui laisse penser que l'élevage caprin conserve un potentiel, au moins à moyen terme.

H. Les bâtiments agricoles générateurs de périmètres Inconstructibles

On dénombre plusieurs bâtiments d'élevage dans la commune. Si globalement, les bergeries sont assez éloignées des zones habitées (souvent à plus de 100 m), on note toutefois des conflits potentiels entre les zones constructibles actuelles ou en projet :

- Le hameau des Benevise abrite une bergerie,
- aux Nonières, on trouve deux chèvres à environ 200 m à Nord Est et au Sud du hameau.

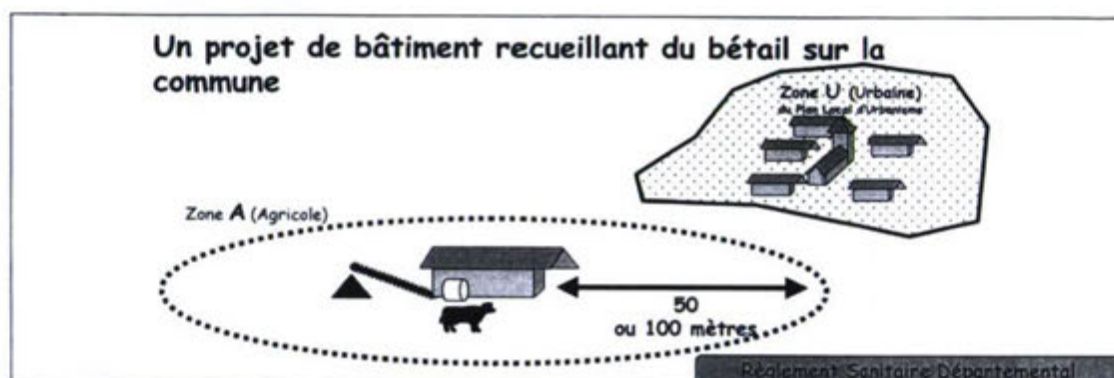
Rappel de l'article L111-3 du code rural :

Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

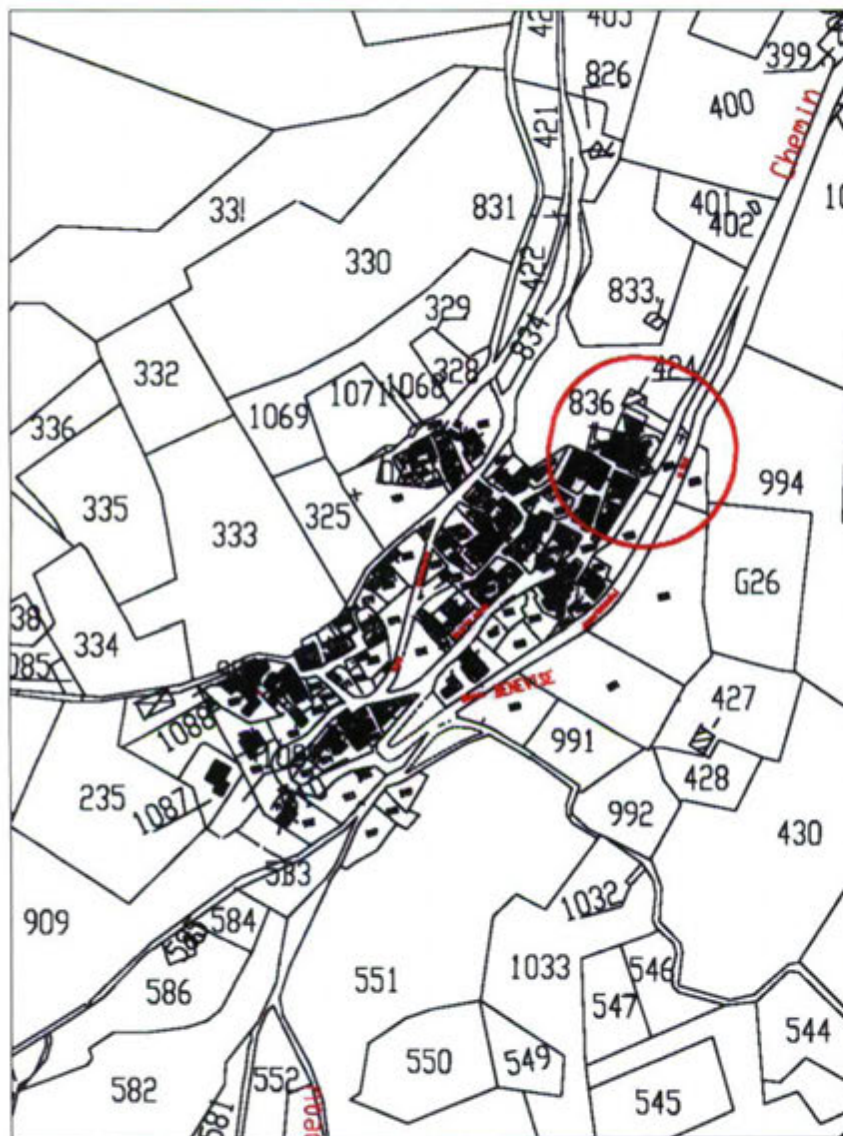
Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique. Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa.

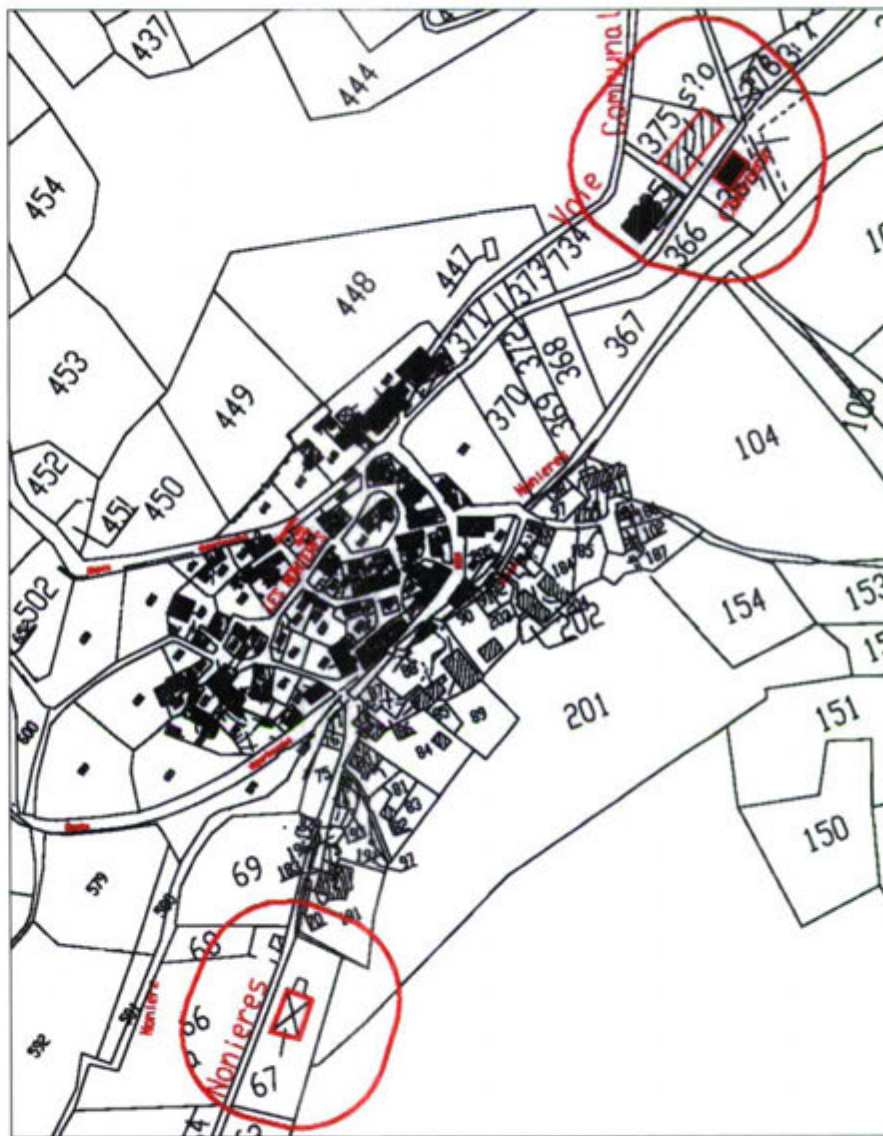
Il peut être dérogé aux règles du premier alinéa, sous réserve de l'accord des parties concernées, par la création d'une servitude grevant les immeubles concernés par la dérogation, dès lors qu'ils font l'objet d'un changement de destination ou de l'extension d'un bâtiment agricole existant dans les cas prévus par l'alinéa précédent.



Les bâtiments d'élevage à proximité ou dans les hameaux



Benevise



Nonières



Bâtiments d'élevage et périmètres inconstructibles de 50 m ou 100 m associés (sauf dérogation)

Echelle 1/4000

VI. L'ENVIRONNEMENT NATUREL

A. Géologie locale

Source du P.N.R. du Vercors

Treschenu Creyers s'inscrit dans le massif du Vercors, constitué de roches sédimentaires. Les sédiments, suivant la profondeur de dépôt, ont donné naissance soit à des calcaires, soit à des marnes et marno-calcaires. Il résulte de cette sédimentation, un empilement de plusieurs kilomètres d'épaisseur où alternent les calcaires durs et les marnes (et marno-calcaires) tendres, empilement semblable à un gigantesque millefeuille. Cette phase de sédimentation a duré de -150 à -65 millions d'années (deuxième moitié de l'ère secondaire). Après cette longue période de formation des roches dans la mer, les Alpes ont commencé à se soulever et les différents massifs ont progressivement émergé. Les roches constitutives du Vercors se sont alors déplacées vers l'ouest. Ce déplacement s'est accompagné d'un plissement qui a donné au massif sa structure ondulée actuelle où alternent d'Est en Ouest, les plis en voûte (anticlinaux) et les plis en creux (synclinaux). Les roches n'étant pas suffisamment souples et malléables, de très nombreuses fractures se sont produites, donnant naissance à des failles.

Par ses falaises calcaires bien visibles, à la transition entre les vallons des ruisseaux d'Archiane et de Combeau au Sud et les hauts plateaux, Treschenu s'inscrit parfaitement dans le profil géologique du Vercors.

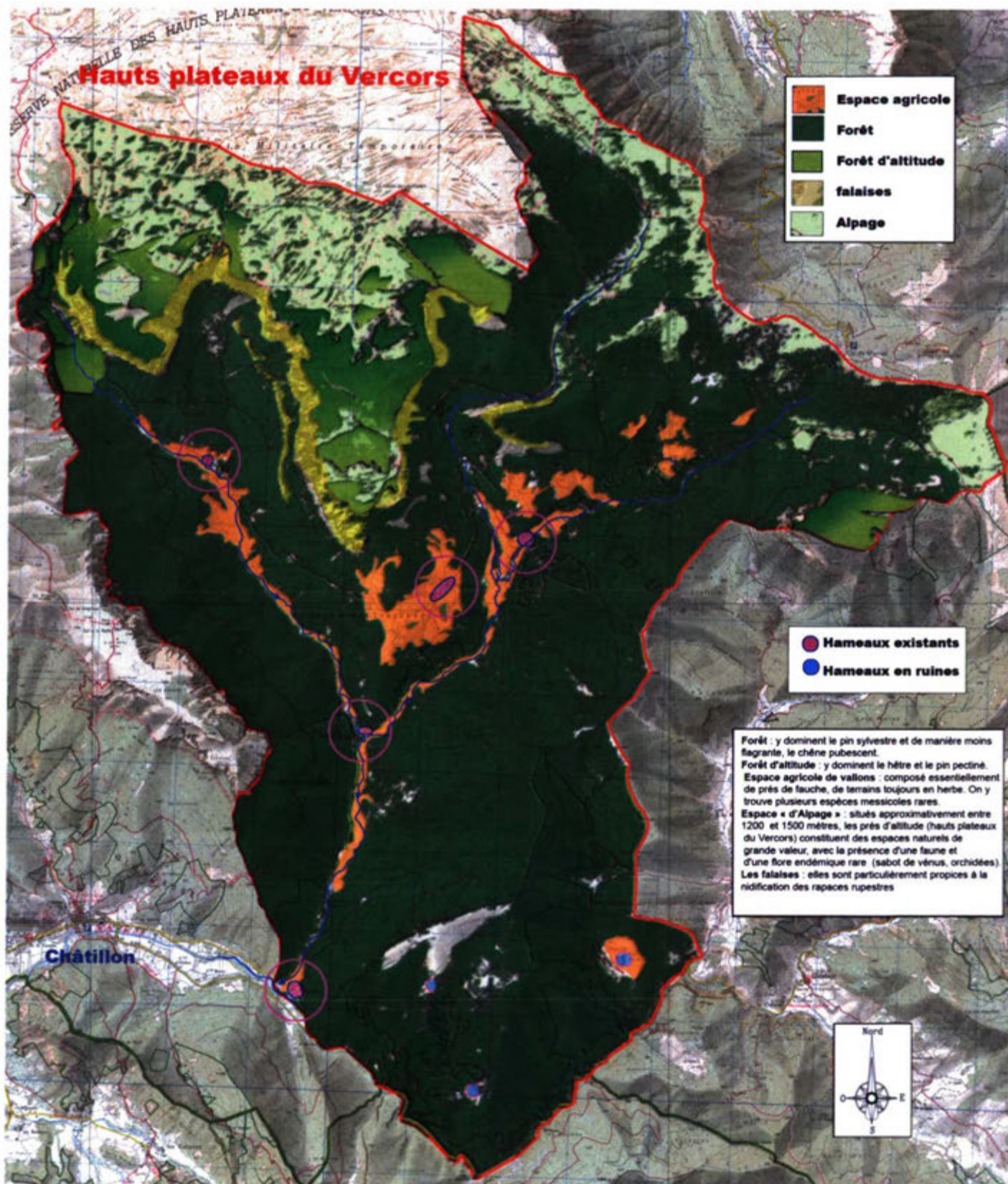
B. Le profil environnemental de Treschenu

Treschenu Creyers, dans la partie Sud du Vercors, s'inscrit dans un site d'une très grande richesse environnementale, liée à sa situation de transition entre climat montagnard et méditerranéen. Les écosystèmes se déclinent avec l'altitude, présentant une flore et une faune qui font l'objet de nombreuses mesures de protection. Plus particulièrement, la commune abrite une flore et une faune très marquée par l'influence méditerranéenne (même si à l'étage Montagnard, on retrouve les écosystèmes propres aux hauts plateaux du Vercors). C'est aussi le meilleur secteur pour l'observation des bouquetins et de la Perdrix bartavelle (cirque d'Archiane).

Le territoire communal se scinde en plusieurs entités d'un point de vue environnemental :

- Les vallons des ruisseaux du Combeau et d'Archiane, où l'agriculture s'est développée en minces bandes de part et d'autre de ces ruisseaux (prés de fauche et pacage pour la quasi totalité).
- Les espaces de pâture, autour des hameaux des Nonières et de Benevise notamment. Les surfaces gagnées sur la forêt prennent ici plus d'épaisseur et ont le caractère de prés de fauche de moyenne montagne. Dans ces espaces, si les cultures ont confiné les espaces naturels endémiques de forêt et de sous-bois à quelques zones humides, bandes boisées et haies, les espaces pâturés et fauchés accueillent une flore messicoles diversifiée (plantes associées aux cultures traditionnelles, comme l'Adonis flamme, la Nielle des blés, la Nigelle de Damas ou la Caméline à petits fruits), ainsi que de rares plantes endémiques des Alpes sud-occidentales (Genêt ailé).
- la forêt de moyenne montagne, très largement dominée par le pin sylvestre et à un second plan, le chêne sessile, présents en bosquets épars,
- les falaises calcaires, qui présentent un intérêt tout particulier pour la nidification des rapaces rupestres,
- les parties sommitales, où les bois font place à des pelouses qui s'intercalent entre les rochers. La forêt perd fortement en densité. Elle est dominée par des essences mieux adaptées au froid et à l'altitude (hêtre, pin pectiné, sapin).
- les alpages,
- les ripisylve des ruisseaux du Combeau et d'Archiane.

L'ENVIRONNEMENT NATUREL



C. Les espaces boisés

(Dessins et commentaires : PNR du Vercors)

1. LA FORET

On trouve le Chêne pubescent, le pin sylvestre au Sud de la commune, sur les parties les moins en altitude et plus haut, le hêtre, accompagnés de conifères : sapin pectiné et hêtre essentiellement. Ces espèces dominantes sont accompagnées d'autres essences, moins fréquentes : érables, ormes, charmes...

Les principaux feuillus



Chêne pubescent *Quercus pubescens*

les expositions sèches et chaudes lui sont favorables alors que le Chêne sessile recherche une atmosphère humide; la face inférieure des feuilles et les rameaux de l'année du premier ont un feutrage blanc grisâtre.



Hêtre *Fagus silvatica*

Il peut atteindre 40 m de haut et vivre jusqu'à 200 ans. Les jeunes plantes aiment l'ombre; il résiste bien aux froids, mais apprécie une humidité atmosphérique marquée.

Les principaux conifères



Pin sylvestre *Pinus sylvestris*

il peut atteindre 40 m de haut pour les plus beaux individus; l'écorce d'abord mince et rosée devient épaisse et très sombre avec l'âge. C'est une essence particulièrement résistante aux grands froids. Il s'élève en altitude jusqu'à 2200 m.



Sapin *Abies alba*

Il atteint facilement 40m. Ses branches s'étendent horizontalement et sa cime s'étale lorsqu'il vieillit ce qui permet de le distinguer à distance de l'épicéa. C'est une essence d'ombre typique qui demande la protection du couvert forestier dans sa jeunesse; il exige avant tout un climat très humide.

2. LES RIPISYLVE DES RUISSEAUX DU COMBEAU ET D'ARCHIANE

Elle est typique des parties hautes et moyennes des cours d'eau d'altitude et se compose de bois blancs qui s'installent sur un substrat grossier (galets et sables) constitué par les bancs d'alluvions le long du cours d'eau (ou sur des îlots). Les espèces dominantes sont les saules (drapés, faux-daphné notamment), les frênes et les aulnes, exondés trois à quatre mois pendant l'été, mais alors alimentés par la nappe circulant dans les alluvions. Les stations sont situées entre les niveaux des eaux bas et moyens estivaux. Les conditions stationnelles sont marquées par les crues périodiques, l'habitat est soumis souvent de plein fouet à la force du courant. Les sols sont dépourvus de matière organique (elle est emportée régulièrement par les eaux), il en résulte des sols minéraux.



Photo : PNR

L'Archiane est une rivière de montagne à l'eau toujours claire, limpide et poissonneuse (truites). Elle est composée de la connexion de 3 torrents : le ruisseau de "Combeau" dont la source se situe sur les plateaux du Vallon de Combeau se jette dans le "Sareymond" dont la source est au col de Menée et le ruisseau "l'Archiane" dont la source est sur le plateau du cirque d'Archiane. L'Archiane serpente entre des rochers et vient grossir le "Bez" 3 Km plus bas, autre rivière de montagne poissonneuse également, l'ensemble se jette ensuite dans la Drôme à la hauteur de Pont de quart, plus bas dans la vallée.

Cet ensemble de rivières offre aux pêcheurs un beau territoire de pêche aux paysages différents. Toute la faune aquatique est sauvage et naturelle.

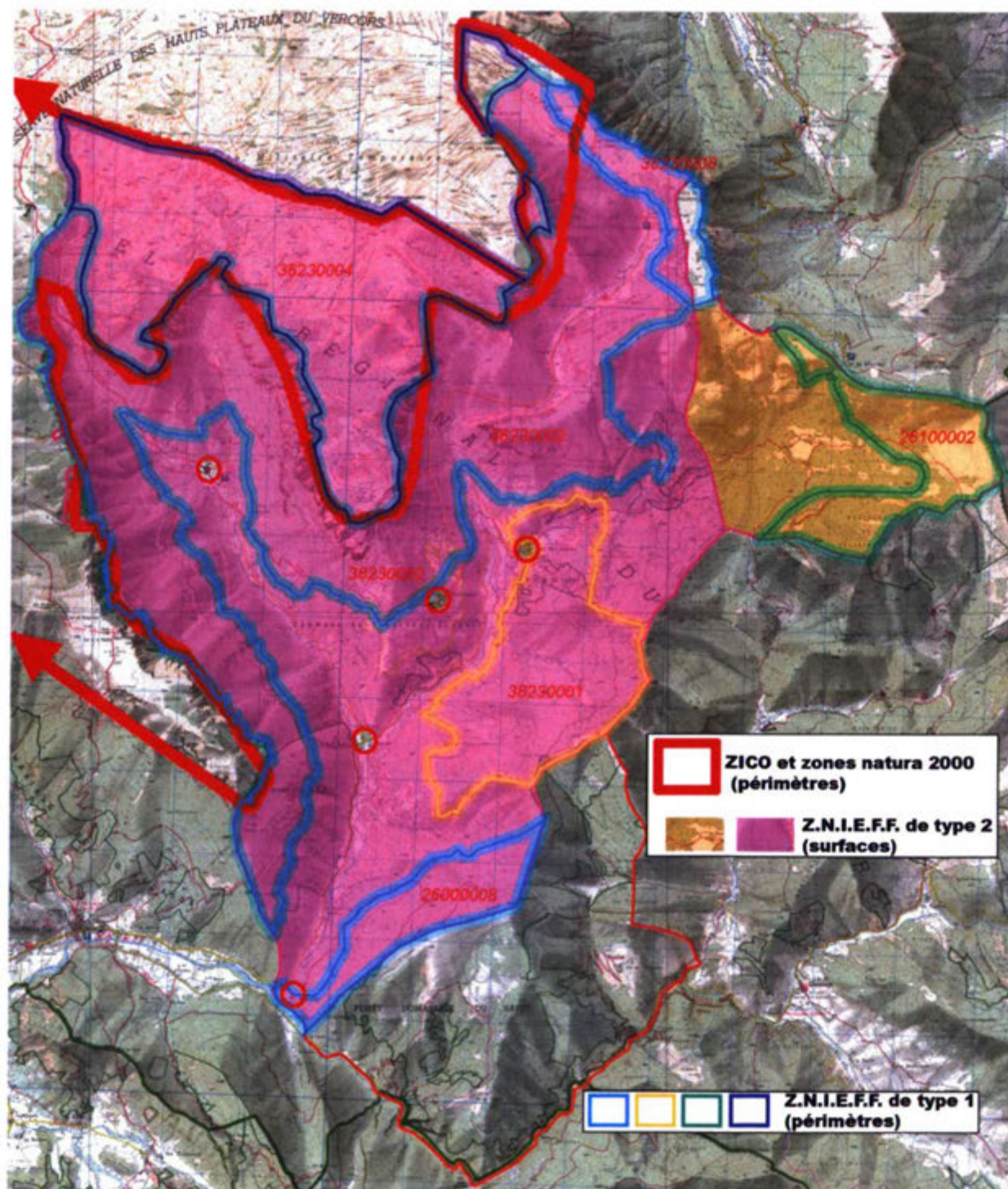
D. Les Z.N.I.E.F.F.

Plusieurs Z.N.I.E.F.F. ont été créées sur le territoire communal. Elles ont le caractère d'un inventaire scientifique, sans portée réglementaire directe. Toutefois, les intérêts scientifiques qu'elles recensent constituent un enjeu d'environnement de niveau supra communal qui doit être pris en compte au cours de l'élaboration de la Carte Communale. Les Z.N.I.E.F.F. de type 1, sont des sites particuliers qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Ils correspondent à un enjeu de préservation des biotopes concernés.

Si de nombreuses Z.N.I.E.F.F. de type 1 ont été définies sur le territoire communal, la plupart d'entre elles ne concerne pas directement des hameaux existants, susceptibles de connaître un développement urbain à leur périphérie. La seule exception concerne le hameau de Mensac, à l'entrée Sud de la commune. Il apparaît toutefois que ce hameau et son environnement immédiat ne présente pas d'intérêt environnemental marqué, avec un espace bâti et quelques prés.

L'ENVIRONNEMENT NATUREL

zones de protection



1. ENSEMBLE FONCTIONNEL FORMÉ PAR LA DROME ET SES PRINCIPAUX AFFLUENTS : ZNIEFF DE TYPE 2 N°2609

Description et intérêt du site

Cette zone intègre l'ensemble fonctionnel formé par la Drôme, ses annexes fluviales et ses principaux affluents (Gervanne, Sure, Bez, Roanne...). La Drôme est, parmi les grandes rivières de la région, celle qui a subi le moins d'aménagements lourds. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse identifie à l'échelle du bassin le Val de Drôme et ses affluents parmi les milieux aquatiques remarquables, à travers le maintien d'un ensemble alluvial abritant des espèces en danger, au sein duquel une succession typologique complète peut être restaurée (par exemple Bez-Drôme-Rhône). Il souligne également l'importance d'une préservation des liaisons physiques existant entre la rivière et le fleuve Rhône, pour garantir le bon fonctionnement des milieux et la libre circulation des poissons. La flore compte par ailleurs des espèces méridionales intéressantes (Orchis à longues bractées), et quelques remarquables messicoles (plantes associées aux cultures traditionnelles) comme la Nielle des blés ou la Nigelle de France. Enfin, le site est concerné par une importante nappe phréatique, dont il faut rappeler qu'elle recèle elle-même une faune spécifique. Il s'agit d'un peuplement à base d'invertébrés aquatiques aveugles et dépigmentés. Ainsi, 45% des espèces d'Hydrobiidae (la plus importante famille de mollusques continentaux de France avec une centaine de taxons : Moitessieria, Bythinella...) sont des espèces aquatiques qui peuplent les eaux souterraines et notamment les nappes. Le zonage de type II souligne l'interdépendance de ces cours d'eau, dont les tronçons abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par plusieurs zones de type I au fonctionnement très fortement interdépendant. En terme de fonctionnalités naturelles, le val de Drôme et ses annexes exercent tout à la fois des fonctions de régulation hydraulique (champs naturels d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau. Il constitue un corridor écologique pour la faune et la flore fluviatile (Loutre pour laquelle il existe des indices d'une présence encore récente, Castor d'Europe, Apron, Toxostome...) et une zone d'échange avec le fleuve Rhône lui-même. Ils jouent également un rôle de zone de passage, d'étape migratoire, de zone de stationnement, mais aussi de zone de reproduction pour certaines espèces d'oiseaux remarquables (ardéidés, Milan royal, Moineau soulcie...), de batraciens, d'insectes (Magicienne dentelée, nombreux odonates dont l'Agrion bleuâtre, très localisé dans la région) ou de mammifères, dont une grande variété de chiroptères. Le zonage traduit l'exigence, de la part de certaines de ces espèces, de vastes territoires vitaux (Cerf élaphe, Aigle royal). Il souligne également le bon état de conservation général de certains bassins versants, en rapport avec le maintien de populations d'Ecrevisse à pattes blanches, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu. Cette écrevisse indigène est devenue rare dans la région, tout spécialement à l'est de la vallée du Rhône. Quant aux aquifères souterrains, ils sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive. L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager (avec par exemple le site classé du Claps et du Saut de la Drôme à Luc en Diois), géomorphologique (secteurs de « ramières ») et phytogéographique avec de nombreuses espèces méditerranéennes parvenant ici en limite de leur aire de répartition.

2. HAUT-DIOIS. MASSIF DU JOCOU : ZNIEFF DE TYPE 2 N°2610

Description et intérêt du site

Dès le passage du col du Rousset, les traits déjà méridionaux du Diois offrent un contraste saisissant avec le climat montagnard du Vercors central. Sillonné par la Drôme et dominé par l'imposant massif du Glandasse, le Diois peut être considéré comme l'une des portes de la Provence. La lavande y est, avec la vigne, l'une des cultures traditionnelles. L'ensemble décrit ici, à la charnière du Vercors méridional et du massif de l'Obiou, présente cependant des traits montagnards accusés. Il demeure peu perturbé par les grands équipements et conserve une forte « naturalité ». Il possède un grand intérêt faunistique, botanique et biogéographique, en raison notamment de la présence d'un cortège conséquent d'habitats naturels subalpins (éboulis calcaires alpins...) et de plantes endémiques des Alpes sud-occidentales (Androsace de Chaix, Panicaud blanche épine, Chardon de Bérard, Cotonéaster du Dauphiné, Fritillaire du Dauphiné, Cytise de Sauze...). Certaines messicoles rares (espèces associées aux cultures traditionnelles), comme la Gagée des prés, sont en outre encore présentes. Le secteur abrite en outre un karst caractéristique des Préalpes du sud. Ce type de karst est caractérisé par sa discontinuité, du fait des mouvements tectoniques, des variations de faciès et de l'érosion intervenue durant la période miocène. Le peuplement faunistique du karst du Diois est relativement bien connu ; certaines espèces (par exemple un coléoptère tréchiné) sont des endémiques dont la répartition est circonscrite au Vercors et au Diois. La faune pariétale est également intéressante. Elle fréquente la zone d'entrée des cavernes ; cette faune peut être permanente, estivante ou hivernante : son habitat présente ainsi des caractères intermédiaires entre le monde extérieur et le monde souterrain. On observe ainsi localement un coléoptère du genre *Oreonebria*, endémique des massifs subalpins de la Chartreuse, du Vercors et de leurs proches abords, dont le massif du Jocou. Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble au sein duquel les secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par plusieurs vastes zones de type I (principaux massifs, alpages, forêts...) au fonctionnement fortement interdépendant. Il illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées), en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour plusieurs espèces remarquables (dont certaines exigeant par ailleurs de vastes territoires vitaux, telles que le Cerf élaphe, l'Aigle royal ou le Loup), qu'il s'agisse d'oiseaux (bel éventail de galliformes de montagne, Caille des blés, Pie-Grièche écorcheur...) de mammifères (dont beaucoup de grands ongulés : Cerf élaphe, Chamois...) ou d'insectes (remarquable richesse en papillons : Apollon, Nacré des Balkans, Moiré des pierriers, Hermite, Damier de la Succise, Azurés...). Le massif remplit également une fonction majeure de corridor biologique, au contact du Dévoluy, du Vercors, des Préalpes du Diois et des Baronnies. En ce qui concerne les secteurs karstiques, la surfréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive. L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager et géologique (avec notamment la coulée active de Boulc en Diois, phénomène d'ampleur unique en France cité à l'inventaire des sites géologiques remarquables de la région Rhône-Alpes).

3. HAUTS-PLATEAUX DU VERCORS : ZNIEFF DE TYPE 2 N°3823

Description et intérêt du site

Au cœur du Dauphiné, le massif du Vercors constitue une véritable citadelle naturelle ceinturée de falaises abruptes, et restée longtemps isolée des régions qui l'entourent (vallées de l'Isère, du Drac et de la Drôme). L'eau a taillé dans cette masse de calcaire des gorges profondes, des cirques majestueux, des grottes et des gouffres parmi les plus célèbres d'Europe. L'intérieur du massif est constitué de plateaux boisés et de vallons verdoyants au paysage modelé par l'agriculture. Cette diversité géomorphologique et les diverses influences climatiques (continentale, méditerranéenne et alpine) en font un territoire au patrimoine culturel et naturel riche et varié, subdivisé en plusieurs petites régions naturelles. Cet ensemble naturel se situe à l'est le Vercors central ou « Vercors historique » (à l'origine, le terme « Vercors » ne s'appliquait qu'à cette région centrale, et ce n'est qu'assez récemment qu'il s'est étendu à l'ensemble du massif.). Il s'inscrit dans un paysage ouvert et verdoyant, façonné par les activités pastorales ancestrales. Il présente un intérêt biologique exceptionnel, tant en ce qui concerne la flore que la faune. Véritable carrefour biogéographique, riche en reliques glaciaires, les hauts-plateaux abritent entre autres la plus vaste forêt de Pin à crochets des Préalpes calcaires. Il s'agit de milieux très favorables à l'avifaune de montagne (il est à ce titre inventorié au titre des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux –ZICO-). Ils conservent également d'autres types d'habitats naturels en régression, liés aux pratiques agricoles traditionnelles (prairies de fauche de montagne...). Parmi les multiples espèces remarquables, on peut citer en matière de flore d'altitude plusieurs espèces d'aconit, d'androsaces, d'orchidées ou de pyroles, le Sabot de Vénus...). Les stations sèches, marquées par des influences méridionales accueillent la Laîche à bec court et trois espèces de genévriers. Certaines plantes sont des endémiques des Alpes sud-occidentales (Corbeille d'argent de De Candolle, Cytise de Sauze, Panicaud blanche épine, Androsace de Chaix, Chardon de Bérard, Dauphinelle douteuse ...). Plus surprenante est l'existence d'un cortège significatif d'espèces pyrénéennes (Sabline purpurescence, Germandrée des Pyrénées et Primevère à feuilles entières), dont la présence ici est sans équivalent dans les Alpes françaises. La faune est très riche en matière d'ongulés (Bouquetin des Alpes, Chamois, Cerf élaphe), de galliformes de montagne (Tétras lyre, Gelinotte des bois, Lagopède alpin, Perdrix bartavelle), d'oiseaux forestiers (Chouettes de Tengmalm et chevêchette...) ou rupicoles (Chocard à bec jaune, Tichodrome échelette, Martinet à ventre blanc...), d'insectes (papillons Apollon et Semi-Apollon, Pique-prune...). Le secteur des hauts plateaux abrite enfin un karst alpin d'altitude. Ce type de karst se développe dans les calcaires ou les dolomies de l'urgonien ou du sénonien. Les précipitations sont élevées et les phénomènes de dissolution importants, contribuant à la formation de réseaux spéléologique profonds (plus de 1000 m). l'empreinte glaciaire peut être également très déterminante. Le peuplement faunistique du karst du Vercors est relativement bien connu. Il est particulièrement riche en espèces terrestres troglobies (c'est à dire vivant exclusivement dans les cavités souterraines), avec une cinquantaine d'espèces répertoriées parmi les invertébrés, essentiellement chez les coléoptères (avec plus de trente espèces ou sous-espèces) et les collemboles (plus de quinze espèces). Cette diversité va de pair avec un haut degré d'endémisme, qui traduirait un phénomène de spéciation géographique consécutif au grand compartimentage des habitats souterrains. La faune stygobie (c'est à dire vivant dans les eaux souterraines) est par contre assez peu diversifiée, en raison probablement du faible développement des réseaux saturés au sein du karst local. La faune pariétale est également intéressante. Elle fréquente la zone d'entrée des cavernes ; cette faune peut être permanente, estivante ou hivernante : son habitat présente ainsi des caractères intermédiaires entre le monde extérieur et le monde souterrain. On observe ainsi localement un coléoptère du genre *Oreonebria*, endémique des massifs subalpins de la Chartreuse, du Vercors et de leurs proches abords. Le zonage de type II souligne les



multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les échantillons les plus représentatifs en terme d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits par une forte proportion de zones de type I (falaises, plateaux...). En dehors de ces dernières, il existe par ailleurs souvent des indices forts de présences d'espèces ou d'habitats déterminants, qui justifieraient des prospections complémentaires. Le zonage de type II englobe les zones abiotiques naturelles, permanentes ou transitoires de haute montagne, ou les éboulis instables correspondant à des milieux faiblement artificialisés. Il souligne particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales :

- en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces, dont celles précédemment citées, ainsi que d'autres exigeant un large domaine vital (Cerf élaphe, Bouquetin des Alpes, Aigle royal, Loup, Vautour fauve...);
- à travers les connections existant avec d'autres massifs voisins (Diois, Obiou, autres ensembles naturels du Vercors...);
- il met enfin en exergue la sensibilité particulière de la faune souterraine, tributaire des réseaux karstiques et très dépendante de la qualité des eaux provenant du bassin versant. La surfréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent également rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines.

L'ensemble présente par ailleurs un évident intérêt paysager (il est cité comme exceptionnel dans l'inventaire régional des paysages). Cet intérêt est également d'ordre géomorphologique (avec des formations karstiques parmi les plus étendues de France) et biogéographique (présence d'éléments de flore et de faune témoignant d'apports méditerranéens, alpins, voire pyrénéens).

4. CRETES ORIENTALES DU MASSIF DU VERCORS : ZNIEFF DE TYPE 1 N°38230008

Description et intérêt du site

Ce vaste ensemble naturel englobe les crêtes et la retombée orientale du massif du Vercors. Très riche sur le plan floristique, il présente des associations végétales typiques de pelouses et landes subalpines des Préalpes du nord, parvenant ici en limite sud de répartition. Les habitats rocheux (dalles rocheuses....) sont très bien représentés, avec une flore associée remarquable (trois espèces d'Androsaces, Buplèvre des rochers, Daphné camélée, Œillet de Grenoble, Primevère oreille d'ours, Stipe plumeuse...). On remarque la présence de plusieurs espèces méridionales (Laiche à bec court...) ou endémiques des alpes sud-occidentales (Cytise de Sauze, Panicaud blancheépine, Chardon de Bérard...) parvenant ici en limite d'aire de répartition. Ce site est en outre d'une grande richesse en orchidées (Orchis de Spitzel, Sabot de Vénus, Racine de corail, Limodore à feuilles avortées...). La flore forestière et celle inféodée à certaines zones humides sont également dignes d'attention. La faune est également d'une grande richesse, tant en ce qui concerne les ongulés (Bouquetin des Alpes) que les galliformes de montagne (Lagopède alpin, Tétrasyre), les oiseaux rupestres (rapaces en particulier, dont l'Aigle royal) et forestiers (Chevêchette d'Europe), ou encore les insectes (papillons Apollon et Semi-Apollon, Azuré de la croisette...).

5. FALAISES ET PIEDS DE FALAISES DE LA BORDURE MERIDIONALE DES HAUTS PLATEAUX DU VERCORS ZNIEFF DE TYPE I N°38230002

Description et intérêt du site

Ce site est localisé dans la partie méridionale du Vercors. Il s'étend des rochers de Chironne et But de Nève, à l'ouest, au Pas de la Coche, à l'est. La combe de l'Aubaise permet d'accéder à partir d'Archiane aux Hauts Plateaux du Vercors. L'exploitation forestière est une des principale activités locales. Situé au sud du col du Rousset, qui marque une nette limite climatique, une nette influence méditerranéenne est déjà perceptible. Compte-tenu d'une grande amplitude altitudinale (de 900 à plus de 2000 m), les traits montagnards restent néanmoins sensibles. Il en résulte une grande diversité de milieux. Des forêts (forêt domaniale de Romeyer, forêt domaniale du Glandasse...) recouvrent les pentes inférieures. Les dominant, d'imposantes falaises calcaires forment un rempart quasi infranchissable. Des éboulis plus ou moins stabilisés en résultent et jonchent les fortes déclivités du site. On peut y rencontrer un cortège floristique remarquable. Le Panicaud blanche-épine, au long panicule argenté, est une espèce protégée. La Corbeille d'argent de De Candolle est une plante endémique (c'est à dire dont l'aire de répartition est limitée à une zone géographique restreinte) propre au Vercors drômois et au Ventoux. Elle arbore de nombreuses fleurs de forme caractéristique roses lilas. Le Genévrier sabine, relativement rare en région Rhône-Alpes, forme des tâches vert sombre sur les pentes sèches. En juin, la Tulipe méridionale piquette de jaune vif les prairies. Quant à la forêt, elle présente différentes teintes de vert, selon qu'elle est dominée par le Hêtre et le Sapin pectiné, ou par le Chêne pubescent. La hêtraie, en particulier, qui pousse sur sols calcaires, et recouvre généralement les pentes escarpées, présente un sous-bois de laïches, de graminées, et d'orchidées avec, notamment, le Sabot de Vénus et l'Orchis de Spitzel. Le site constitue un bon secteur d'observation des bouquetins. Disparu des Alpes françaises à la fin du XIXe siècle, le Bouquetin des Alpes a fait l'objet de campagnes de réintroduction. Des lâchers ont été effectués depuis plusieurs années dans le Vercors (Archiane et Royans). Autre ongulé emblématique, le Chamois fréquente le site. Plusieurs rapaces utilisent les falaises. L'Aigle royal construit son aire sur les vives rocheuses. D'autres fréquentent le site : le Vautour fauve, la Bondrée apivore, le Circaète Jean-le-Blanc, le Faucon pèlerin. Le Chocard à bec jaune et le Crave à bec rouge occupent tous deux les parois abruptes, tout comme le Tichodrome échelette. Virtuoses, ils effectuent de longs vols planés dans les courants d'air accompagnés d'acrobaties aériennes. Très semblables en vol, le chocard a une silhouette plus élancée toute en courbe et en arrondi, alors que celle du crave est beaucoup plus carrée. Dans les pelouses subalpines, niche la Perdrix bartavelle. Le Tétraz lyre, quant à lui, préfère les sous-bois denses à rhododendrons, en compagnie de la Gelinotte des bois. La Bécasse des bois affectionne les milieux ouverts humides. Des papillons diurnes montagnards, l'Apollon et le Semi-Apollon, y côtoient des espèces plus méridionales telles que le Damier de la succise et le Bleu nacré d'Espagne. Dans la partie ouest, le sentier des Balcons du Glandasse permet de jouir d'une vue imprenable sur les vallons environnants ; il rejoint plus à l'est le sentier du Tour du Haut-Diois.

6. GORGES DES GÂTS ET FORÊT DU SAPET : ZNIEFF DE TYPE I N°26000008

Description et intérêt du site

Après Châtillon-en-Diois, la route du Col de Grimone traverse, entre Mensac et Grimone, de superbes gorges encaissées. Le fond de celles-ci est parcouru par un torrent tumultueux, bordé de boisements d'Aulne blanc. C'est le domaine du Cincle plongeur, également appelé Merle d'eau, qui a la spécialité de marcher au fond du torrent pour se nourrir. Les pentes des gorges sont soulignées par un remarquable ensemble de parois rocheuses calcaires, couvertes de vires et d'anfractuosités, et qui dominent la route et le torrent. Ces gorges abritées montrent des contrastes très marqués entre les versants : pentes chaudes à Thym vulgaire et balmes xérophiles (c'est à dire marquées par des conditions sèches), ubacs très frais avec présence du Sapin pectiné et même de l'Epicéa. Le Piptatère paradoxal, qui trouve ici l'une de ses rares stations de Rhône-Alpes, est une grande herbe des régions méditerranéennes qui pousse dans les gorges en petites colonies disjointes sous les "balmes" sèches et chaudes à la base des falaises, en compagnie d'autres plantes thermophiles (recherchant la chaleur) : le Pistachier térébinthe, le Sumac fustet (ou "Arbre à perruque"), le Thym vulgaire ou le Jasmin buissonnant, qui remontent le long des gorges depuis Châtillon-en-Diois, et se développent sur les expositions les plus chaudes, à l'abri des falaises. La Raiponce de Charneil fleurit dans les parois calcaires, comme aux abords du Rio Sourd. Le Genévrier thurifère est une autre espèce remarquable des Gorges, témoignage des climats plus chauds de l'ère tertiaire. Des peuplements assez importants de ce genévrier, également appelé Porte-encens, se rencontrent dans toutes les gorges sous les falaises. Il y a quelques années, un beau genévrier se dressait même juste dans un virage en bord de route, mais il a été depuis coupé. . . Autre espèce thermophile, la Fétuque de Breistroffer est seulement connue dans des gorges très abritées de quelques points des Préalpes. Cette rare espèce endémique du Dauphiné, inscrite au "livre rouge" de la flore menacée en France, recherche des vires rocheuses très ensoleillées. Les falaises des gorges des Gâts sont également le refuge d'espèces animales bien adaptées, comme le Faucon pèlerin, le Hibou Grand-duc ou l'Aigle royal. La prospection des cavités naturelles y a enfin permis la découverte de trois espèces de chauves-souris : le Minioptère de Schreibers, l'Oreillard septentrional et le Grand Rhinolophe.

7. HAUTS PLATEAUX SUD DU VERCORS : ZNIEFF DE TYPE I N°38230004

Description et intérêt du site

Cette grande table calcaire est qualifiée de "fjell", terme qui qualifie une surface bosselée où alternent des roches moutonnées et des petites dépressions. Elle s'est formée au cours du dernier épisode glaciaire. La calotte glaciaire, qui l'a recouverte au quaternaire, bougeait peu du fait de la platitude du relief. En résulte cette formation géologique particulière. Le site se prolonge vers le sud par la montagne du Glandasse. Cette montagne a la forme d'un navire incliné du côté est. Elle constitue le promontoire le plus méridional du Vercors, formé par les derniers affleurements des calcaires massifs de la plate-forme urgonienne (un faciès géologique caractéristique). Une mosaïque de landes et de pelouses recouvre cette surface relativement plane. On peut y rencontrer un certain nombre d'espèces végétales remarquables. La Valériane à feuilles de saule, affectionne les pelouses rocailleuses calcicoles. Signalons aussi le Genévrier sabine et le Daphné camélee, deux arbrisseaux relativement rares en région Rhône-Alpes. Le site constitue un bon secteur d'observation des bouquetins. Disparu des Alpes françaises à la fin du XIXe siècle, le Bouquetin des Alpes a fait l'objet de campagnes de réintroduction. Des lâchers ont été effectués depuis plusieurs années dans le Vercors (Archiane et Royans). Le Chamois, plus difficile à observer, vient s'alimenter dans les pelouses subalpines. Ces pelouses sont aussi le terrain de chasse pour

l'Aigle royal. De sa vue perçante, il pourra apercevoir le Lièvre variable. Outre un pelage changeant, ce rongeur possède une autre adaptation à ces milieux de montagne. Il se déplace aisément sur la neige grâce à ses doigts écartés et très poilus qui font office de raquettes. Dans les pelouses subalpines niche la Perdrix bartavelle. Elle pond ses œufs dans une dépression rocheuse. Le Tétrás lyre, quant à lui, préfère les sousbois denses à rhododendrons. Relativement discret en dehors de sa période de reproduction, il effectue sa parade nuptiale sur une arène, territoire propre à chaque mâle qu'il a obtenu après combat. Le Tétrás lyre est sensible aux dérangements dus au développement du tourisme hivernal. Dans les airs, un virtuose des longs vols planés accompagnés d'acrobaties, le Crave à bec rouge fait son numéro. Le Faucon pèlerin, quant à lui, chasse en vol effectuant de spectaculaires attaques en piqué à plus de 250 km/h. Pour compléter ce ballet aérien, citons le Martinet à ventre blanc et l'Hirondelle de rochers.

8. MONTAGNE DE BELLEMOTTE, JOCOU, MONT BARRAL : ZNIEFF DE TYPE I N°26100002

Description et intérêt du site

Ce grand site couvre un remarquable ensemble montagnard qui s'étend du Col de Menée au Col de Grimone (Mont Barral, crête de Jiboui, Roberche, Jocou) et s'élargit vers l'ouest pour inclure la Montagne de Bellemotte. Il est constitué de milieux diversifiés, étages montagnards et subalpins de hautes montagnes : pelouses et landes d'altitude, boisements subalpins de Pin à crochets, éboulis et falaises calcaires... Le GR 93 passe entre la Montagne de Bellemotte et la Crête de Jiboui, et permet de rejoindre le hameau des Nonières à partir de Borne. C'est le domaine des animaux de montagne : bandes de Bec-croisés des sapins, de Venturons montagnards, de Mésanges boréales, huppées ou noires... de Merles à plastrons. La montagne de Jocou domine le Massif du Haut-Diois au-dessus du village de Grimone. Atteignant 2051 m d'altitude (soit plus que le dôme du Glandasse pourtant souvent considéré comme le point culminant du département), elle est concernée en grande partie par l'étage subalpin. Une grande pente herbeuse couverte d'éboulis s'étend sur le versant ouest, sous la crête herbeuse sommitale. Sous les Amoussières, les boisements de différentes espèces de pins recouvrent la pente exposée plein sud. L'arête du Jocou permet d'atteindre au nord le col de Seysse. En continuant vers le nord, on suit alors la crête de Jiboui à l'altitude moyenne de 1750 m, pour rejoindre le Mont Barral, 1892 m, qui domine le col de Menée. La montagne de Bellemotte, qui culmine à près de 2000 m d'altitude, est située au nord-ouest du Jocou, de l'autre côté du col de Jiboui. Son sommet est tout couvert d'une pinède à Pin à crochets et d'une brousse à Rhododendron. Les espèces sont ici bien caractéristiques des étages montagnards et subalpins. Le Jocou est l'une des rares montagnes drômoises (peut-être même la seule) à abriter quatre représentants de la famille des gallinacés montagnards, considérés comme de bons indicateurs biologiques de milieux bien déterminés : le Lagopède, sur les pelouses et landes sommitales ; le Tétrás lyre, des pelouses et pré-bois subalpins ; la Bartavelle, localisée aux éboulis chauds ; la Gelinotte, plus forestière. Cette situation exceptionnelle tient à la configuration du site, aux habitats naturels représentés, et sans doute aussi, à la tranquillité des lieux. Des bandes joyeuses de Chocards à bec jaune, parfois accompagnés de quelques Craves à bec rouge, se montrent tout autour du Massif du Jocou. Le Merle de roche, aux couleurs remarquables, aime se percher sur de gros blocs rocheux pour surveiller les alentours, et disparaître furtivement en cas d'inquiétude. La flore de cet ensemble est caractéristique des étages montagnards et subalpins. On peut observer ici quelques espèces remarquables, comme la Saxifrage du Dauphiné ou le Panicaud blanche-épine, endémiques (c'est à dire dont l'aire de répartition est limitée à une zone géographique restreinte) caractéristiques du sud-ouest des Alpes.

9. SERRE CHOMILLE ET LA TÊTE DU SAPET A TRESCHENU-CREYERS BARRAL
: ZNIEFF DE TYPE I N°26100002

Description et intérêt du site

Cette zone est située sur les pentes dominant la route du col de Menée, à partir du village de Menée et jusqu'au-dessus du hameau des Nonières. Elle englobe toute la pente jusqu'à la crête sommitale de Serre Chamille à la Tête du Sapet, qui part en direction du sud-ouest de la montagne de Bellemotte. Elle est située entre deux autres zones naturelles toutes proches : Combau au nord et les Gorges des Gâs au sud. Cet ensemble remarquablement pentu est compris entre environ 750 m et 1656 m d'altitude, ce qui le situe à l'étage montagnard et à la base de l'étage subalpin. Le versant pentu, d'exposition générale nord-ouest, est érodé d'une succession de ravins plus ou moins parallèles, dont certains convergent vers le ravin des Combes en dessinant un réseau arborescent. Les forêts et pelouses montagnardes abritent ici un ensemble de plantes remarquables, tout particulièrement l'Ail victorial, la Pyrole à une fleur et la Pyrole verdâtre, le Sabot de Vénus et l'Orchis de Spitzel. Les milieux rocheux et bien exposés permettent l'installation de quelques espèces des collines chaudes, parvenant ici en limite de leur aire de répartition géographique : le Genévrier thurifère, la Campanule carillon et la Biscutelle à feuille de chicorée. L'Armoise à feuille de camomille est une autre espèce rare dans le département, connue de quelques stations dans le Haut Diois.

E. La Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.) hauts plateaux du Vercors et forêt des Coulmes

Zone n° : RA07

Position géographique : 44°43'-45°43'N, 05°20'-05°40'E

Surface (en ha) : 52 850

Altitude inférieure : 450

Altitude supérieure : 2 120

Statut de protection

Description du milieu : Zone de montagne avec falaises calcaires abruptes, forêts de résineux (Pin sylvestre, Epicéa, Pin à crochets) et de feuillus (Hêtre, Chêne pubescent). Landes et cultures. Intérêt ornithologique : Parmi les nicheurs la Bondrée apivore (<10 c.), le Circaète Jean-le-Blanc (<10 c.),

l'Aigle royal, le Faucon pèlerin, le Tétraz lyre, le Grand-duc d'Europe, la Chevêchette d'Europe, la Chouette de Tengmalm (>30 c.), le Pic noir (diz.), le Crave à bec rouge et le Venturon montagnard.



Description

L'intérêt de ce plateau karstique, étudié par les spécialistes du monde entier, réside dans sa qualité de zone de référence d'étude du karst.

La végétation n'est pas moins remarquable avec la présence de l'une des plus belle pinèdes de Pin à crochet des Alpes de Nord, de nombreux habitats de pelouses, de falaises calcaires de groupements forestiers et d'éboulis secs méridionaux abritant de nombreuses espèces végétales endémiques (*Berardia subacaulis*, *Heracleum minimum*,...).

La faune entomologique est également très riche. Elle présente deux espèces prioritaires pour l'Union Européenne (*Rosalia alpina*, *Osmoderma eremita*) et de nombreuses espèces relictées glaciaires ont été signalées par la Société entomologique ROSALIA. L'extension septentrionale et méridionale se justifie par la présence d'espèces végétales pyrénéennes et insectes relictés boréo-arctiques au nord et d'espèces endémiques steppiques au sud conférant à ce site un grand intérêt scientifique et pédagogique.

Le Vercors est le plus grand massif des Préalpes calcaires. Un cinquième de sa surface est occupée par la plaque Urgonienne calcaire des hauts plateaux. Cette plaque de trois kilomètres de large s'étend du Glandasse jusqu'au sud de Villard de Lans avec un prolongement nord incluant les arêtes du Gerbier, du Cornafion et du Moucherotte et un appendice sud avec la montagne du Jocou, Serre les Têtes et la Toussière. La zone actuellement proposée concerne la réserve naturelle des hauts plateaux du Vercors et les forêts domaniales (parties) du Gerbier, du Grand Veymont, du Petit Veymont, de Chichiliane et du Trièves occidental ainsi qu'une portion de la crête Mont Barral-Montagne du Jocou.

Composition du site :

Forêts de résineux	30 %
Forêts caducifoliées	20 %
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	20 %
Pelouses alpine et sub-alpine	10 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	10 %
Pelouses sèches, Steppes	10 %

Types d'habitats présents	% couv.	SR ⁽¹⁾
<u>Landes alpines et boréales</u>	10 %	C
<u>Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique</u>	10 %	C
<u>Forêts montagnardes et subalpines à <i>Pinus uncinata</i> (*si sur substrat gypseux ou calcaire)</u>	10 %	B
<u>Pelouses calcaires alpines et subalpines</u>	7 %	C
<u>Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles du <i>Alyso-Sedion albi</i></u>	5 %	C
<u>Éboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (<i>Thlaspietea rotundifolia</i>)</u>	5 %	B
<u>Éboulis ouest-méditerranéens et thermophiles</u>	5 %	C
<u>Pavements calcaires</u>	5 %	A
<u>Hêtraies du <i>Asperulo-Fagetum</i></u>	5 %	C
<u>Hêtraies subalpines médio-européennes à <i>Acer</i> et <i>Rumex arifolius</i></u>	5 %	B
<u>Hêtraies calcicoles médio-européennes à <i>Cephalanthero-Fagion</i></u>	5 %	C
<u>Forêts de pentes, éboulis ou ravins du <i>Tilio-Acerion</i></u>	5 %	C
<u>Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco Brometalia</i>)(*sites d'orchidées remarquables)</u>	2 %	C



<u>Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)</u>	2 %	C
<u>Formation stables xérophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)</u>	1 %	C
<u>Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires</u>	1 %	C
<u>Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin</u>	1 %	C
<u>Sources pétrifiantes avec formation de travertins (Cratoneurion)*</u>	1 %	C
<u>Tourbières basses alcalines</u>	1 %	C
<u>Grottes non exploitées par le tourisme</u>	1 %	C

Espèces présentes : InvertébrésPR⁽²⁾Barbot (Osmoderma eremita)*

C

Rosalie des Alpes (Rosalia alpina)*

C

Espèces présentes : MammifèresPR⁽²⁾Lynx boréal (Lynx lynx)

C

Espèces présentes : PlantesPR⁽²⁾Sabot de Vénus (Cypripedium calceolus)

C

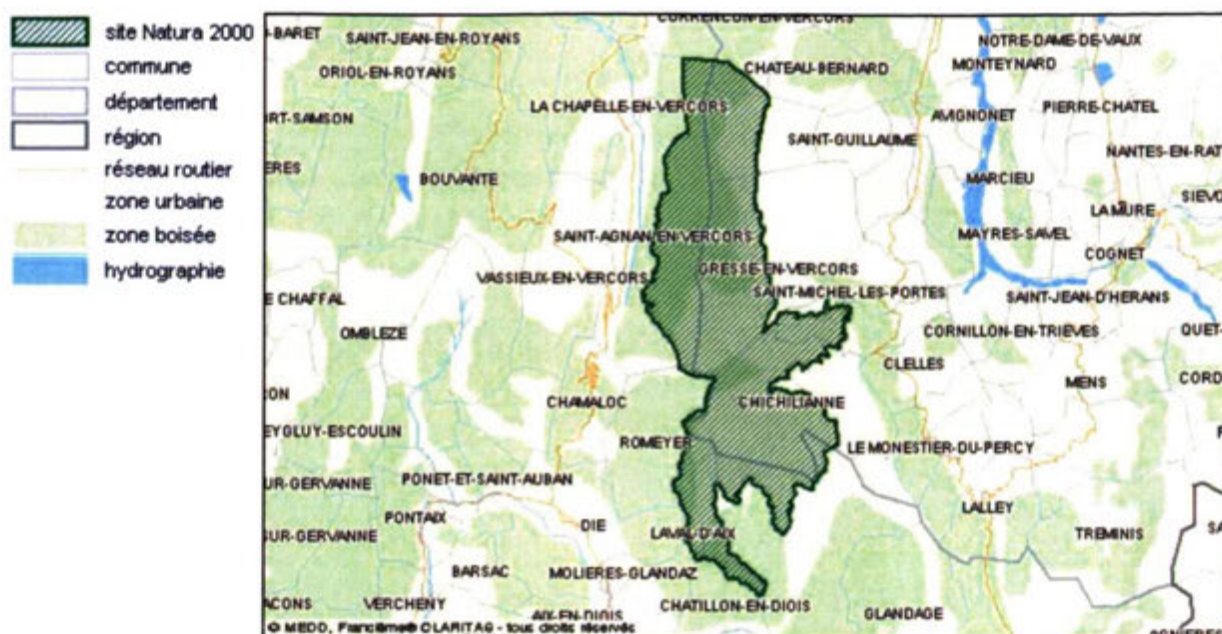
⁽¹⁾Superficie relative : superficie du site couverte par le type d'habitat naturel par rapport à la superficie totale couverte par ce type d'habitat naturel sur le territoire national (en %). A=site remarquable pour cet habitat (15 à 100%); B=site très important pour cet habitat (2 à 15%); C=site important pour cet habitat (inférieur à 2%).

⁽²⁾Population relative : taille et densité de la population de l'espèce présente sur le site par rapport aux populations présentes sur le territoire national (en %). A=site remarquable pour cette espèce (15 à 100%); B=site très important pour cette espèce (2 à 15%); C=site important pour cette espèce (inférieur à 2%); D=espèce présente mais non significative.

Habitats ou espèces prioritaires (en gras) : habitats ou espèces en danger de disparition sur le territoire européen des Etats membres et pour la conservation desquels l'Union européenne porte une responsabilité particulière.

⁽³⁾Espèces inscrites à l'annexe I : espèces faisant l'objet de mesures de conservation spéciale concernant leur habitat, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution.

Le ministère de l'écologie et du développement durable alimente ce service pour rendre accessible au public les informations sur la contribution française à la constitution du réseau Natura 2000. Les informations contenues dans cette page sont un extrait simplifié de celles transmises à la Commission européenne au 28 avril 2006. Le contour du site représenté sur la carte ci-dessus est celui transmis à la Commission européenne. En revanche, le fond cartographique n'est pas celui de référence et doit être considéré comme schématique.



Identification

Code : FR8210017
Appellation : Hauts plateaux du Vercors
Date de compilation : 09/1986
Historique : Date de classement comme ZPS : 09/1986
 La démarche Document d'objectifs (DOCOB) est entamée sur ce site. Pour en savoir plus, contacter la direction régionale de l'environnement (DIREN).

Localisation

Départements : Isère (60 %), Drôme (40 %)
Communes : Drôme : La Chapelle-en-Vercors, Châtillon-en-Diois, Laval-d'Aix, Romeyer, Saint-Agnan-en-Vercors, Treschenu-Creyers
 Isère : Chichilianne, Corrençon-en-Vercors, Gresse-en-Vercors, Saint-Andéol, Saint-Martin-de-Clelles, Saint-Michel-lès-Portes
Superficie : 16662 ha
Altitude minimale : 208 m
Altitude maximale : 220 m
Régions biogéographiques : Alpine, Méditerranéenne

La surface de ce site intersecte la proposition de Site d'Importance Communautaire suivante :
 FR8201744 LANDES, PELOUSES, FORÊTS REMARQUABLES ET HABITATS ROCHEUX DES HAUTS PLATEAUX ET DE LA BORDURE ORIENTALE DU VERCORS



Description**Composition du site :**

Forêts (en général) 75 %
 Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)
 Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana
 Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente

Espèces présentes : Oiseaux

<u>Aigle botté</u> (Hieraetus pennatus) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Aigle de Bonelli</u> (Hieraetus fasciatus) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Aigle royal</u> (Aquila chrysaetos) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Bondrée apivore</u> (Pernis apivorus) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Busard Saint-Martin</u> (Circus cyaneus) ⁽³⁾	Hivernage.
<u>Buse variable</u> (Buteo buteo)	Reproduction.
<u>Cassenoix moucheté</u> (Nucifraga caryocatactes)	Reproduction.
<u>Chevêchette d'Europe</u> (Glaucidium passerinum) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Chocard à bec jaune</u> (Pyrrhocorax graculus)	Reproduction.
<u>Chouette de Tengmalm</u> (Aegolius funereus) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Circaète Jean-le-blanc</u> (Circaetus gallicus) ⁽³⁾	Etape migratoire.
<u>Crave à bec rouge</u> (Pyrrhocorax pyrrhocorax) ⁽³⁾	Reproduction. Etape migratoire.
<u>Engoulevent d'Europe</u> (Caprimulgus europaeus) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Epervier d'Europe</u> (Accipiter nisus)	Reproduction.
<u>Faucon pèlerin</u> (Falco peregrinus) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Fauvette orphée</u> (Sylvia hortensis)	Reproduction.
<u>Gélinotte des bois</u> (Bonasa bonasia) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Gobemouche noir</u> (Ficedula hypoleuca)	Reproduction.
<u>Grand-duc d'Europe</u> (Bubo bubo) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Lagopède alpin</u> (Lagopus mutus)	Reproduction.
<u>Martinet à ventre blanc</u> (Apus melba)	Reproduction.
<u>Milan noir</u> (Milvus migrans) ⁽³⁾	Etape migratoire.
<u>Milan royal</u> (Milvus milvus) ⁽³⁾	Etape migratoire.
<u>Niverolle alpine</u> (Montifringilla nivalis)	Reproduction.
<u>Perdrix bartavelle</u> (Alectoris graeca)	Reproduction.
<u>Pic noir</u> (Dryocopus martius) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Pie-grièche écorcheur</u> (Lanius collurio) ⁽³⁾	Reproduction.
<u>Pipit spioncelle</u> (Anthus spinoletta)	Reproduction.
<u>Tétras lyre</u> (Tetrao tetrix)	Reproduction.
<u>Tichodrome échelette</u> (Tichodroma muraria)	Reproduction.
<u>Venturon montagnard</u> (Serinus citrinella)	Reproduction.

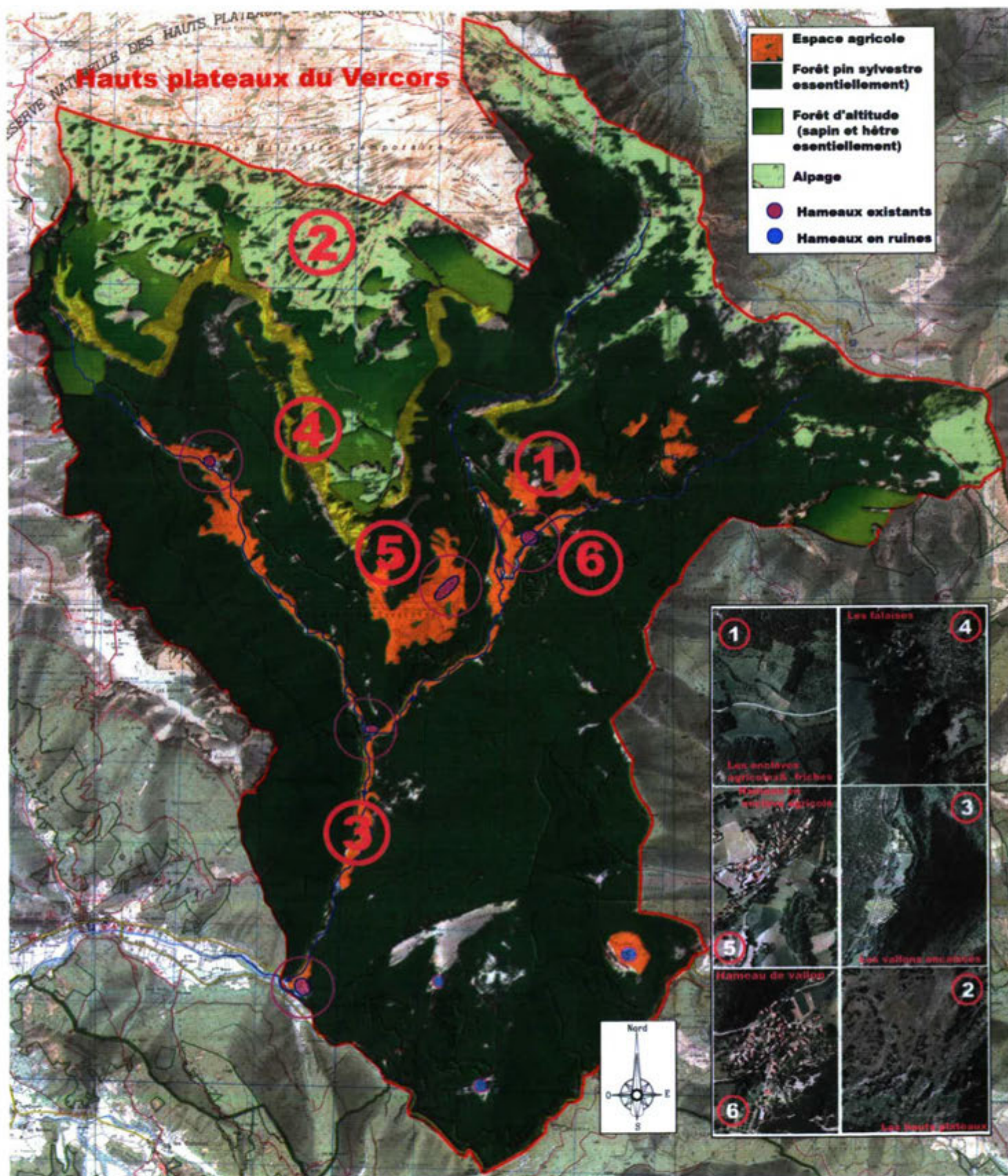


VII. LE PAYSAGE COMMUNAL

A. Le contexte paysager

Treschenu s'inscrit dans Diois, pour sa partie la plus en altitude. Le paysage local est formé par les vallons des ruisseaux d'Archiane et du Combeau, qui confluent au niveau de hameau de Menée. Ces vallons sont étroits. De part et d'autre des ruisseaux, un espace agricole filiforme s'est développé. Au-dessus des vallons s'étendent, après un rideau de falaises qui coupe les perspectives visuelles, les hauts plateaux du Vercors. A l'exception des terres agricoles filiformes en fond de vallon et de quelques plages agraires, comme à Benevise, l'essentiel du territoire communal est boisé. L'espace bâti, encore ténu, se présente sous la forme de hameaux anciens, de faible emprise mais qui la plupart du temps présentent une véritable structure urbaine, avec des rues et un bâti dense. L'urbanisation postérieure aux années soixante-dix a encore eu peu de prises. Peu de constructions récentes sont visibles suivant les principales perspectives paysagères et notamment le long de la R.D. 120, qui constitue l'axe principal de circulation.

LE PAYSAGE D'ENSEMBLE



B. Les unités de paysage

1. LES ENCLAVES AGRICOLES D'ALTITUDE

Elles sont typiques d'un paysage forgé par l'élevage ovin et caprin, dont les besoins en fourrage ont conduit à prélever sur les pentes les moins fortes, des espaces sur la forêt pour les transformer en prés. L'activité agricole, qui a délaissé une partie des espaces gagnés par la forêt dans les temps passés, tend à fragiliser cette entité paysagère. La friche occupe souvent les espaces interstitiels entre les secteurs agricoles et la forêt proprement dite. Globalement, en s'intercalant entre les espaces agricoles ouverts et la forêt, fermée, la friche constitue une occupation intermédiaire qui étiole le contraste du paysage.

2. LA MONTAGNE

Elle domine le paysage d'ensemble, la limite entre l'étage montagnard est fortement soulignée par les falaises calcaires blanches et grises qui dominent des pelouses sèches et une forêt d'altitude clairsemée.

3. LES VALLONS OUVERTS DU RUISSEAU DU COMBEAU ET DU RUISSEAU D'ARCHIANE

Seuls véritables espaces ouverts de la commune (en dehors des enclaves en prés autour du hameau de Benevise), ils sont longilignes. L'encaissement des vallons a fortement limité l'extension de l'agriculture et donc les espaces ouverts sur les pentes, à l'exception des abords des Nonières, hameau principal de Benevise, qui présentent des coteaux peu pentus en herbe.

4. LES COTEAUX BOISES ET LA FORET

Ils constituent l'arrière-plan montueux. Le pied des coteaux marque une rupture très nette avec les espaces humanisés et souligne le début de l'étage montagnard, où les espaces naturels dominent largement, avec une forêt homogène mais moins oppressante que les étendues de sapins ou d'épicéas verts sombres et aux troncs rectilignes, plus en altitude. Le mélange entre essences à feuilles caduques et pins sylvestres, aux troncs torturés et au port moins homogène, adoucit l'image du paysage fermé traditionnellement porté par la forêt.

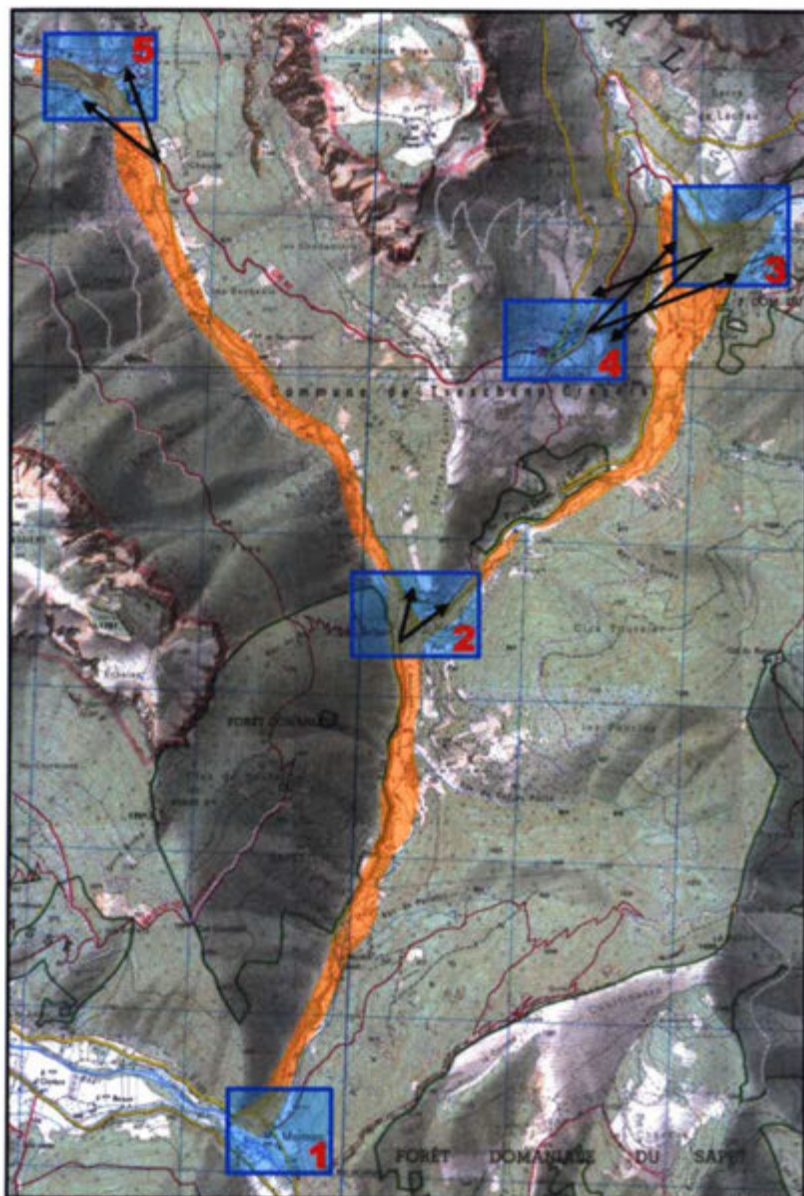


5. L'ASSOCIATION ESPACES AGRICOLES – HAMEAUX

Aujourd'hui, cette association contribue en grande partie à l'identité du paysage communal. Elle se traduit par un contraste fort entre espaces bâti denses des hameaux et espaces ouverts agricoles, sans que d'autres formes d'occupation du sol (bâti épars, forêt), ne viennent troubler ce contraste. Pour le préserver, en cohérence avec la loi Montagne, il s'agira :

- d'une part, au travers du zonage de la Carte Communale, de favoriser un développement de l'espace bâti dans le prolongement immédiat des hameaux, sur un modèle architectural qui s'inspire du bâti ancien, tant dans l'aspect extérieur (pentes de toits, couleur des enduits), que dans le rapport au terrain (mode d'implantation dans la pente),
- d'autre part, de favoriser le maintien de l'activité agricole au pourtour des hameaux, de manière à assurer l'entretien des parcelles et éviter le développement de la friche.

L'ESPACE BATI



A l'exception de Benevise, située un peu plus en altitude, l'ensemble des zones bâties s'inscrit dans les vallons du ruisseau du Combeau et du ruisseau d'Archiane. Le faible développement de l'habitat récent a préservé la lisibilité et la cohérence de la structure urbaine des hameaux : on compte très peu de constructions "satellites" récentes autour des noyaux bâtis initiaux.





L'arrivée sur Archiane, dans un vallon relativement encaissé, n'offre pas beaucoup d'ouverture visuelle sur le hameau. Toutefois, à une distance d'environ 500 m, on peut apercevoir le cœur historique d'Archiane, en partie basse, surmonté de quelques constructions qui paraissent plus récentes, implantées sur un modèle moins dense. Grâce à l'implantation en coteau, qui écrase les distances entre les constructions, l'ensemble reste homogène. Il serait toutefois risqué pour la cohérence du paysage d'ensemble de poursuivre un développement de l'espace bâti de manière manifestement détachée et au-dessus de l'existant. En cas de création de zone constructible, il faudra veiller à préserver la cohérence de la ligne de ciel définie par le bâti existant.



Depuis Bennevisse, on a une vue magistrale sur l'ensemble du hameau des Nonières, qui permet de saisir en une fois l'ensemble de l'espace bâti, qui dans l'ensemble est resté d'une remarquable homogénéité. Peu d'éléments viennent perturber la lecture d'un ensemble bâti ancien, entouré d'espaces ouverts. on peut toutefois relever la maison et la stabulation en arrière plan, très visibles par leur situation en promontoire. Au premier plan, le toit en tôle du vaste bâtiment agricole dénote également sur la photo. (Éléments cerclés en rouge).

Si l'arrière du hameau, entouré en vert, pourrait permettre un développement urbain sans conséquence pour le paysage d'ensemble vu depuis Bennevisse, à contrario, l'urbanisation des terrains entourés en magenta devra à l'évidence faire l'objet d'une attention toute particulière.



Observé depuis les Nonières, le hameau de Bennevisse montre une organisation assez particulière qui forge l'identité du hameau : un étagement des constructions sur les lignes de pente, des faîtages très largement perpendiculaires à la pente. La définition de zones constructibles ne devra pas altérer cette composition.

Les cônes de vues

On a ici représenté des cônes représentatifs des vues les plus facilement perçues sur les hameaux. Certaines de ces vues présentent une valeur identitaire importante et participent à la qualité du paysage d'ensemble. Il s'agira de ne pas les altérer dans la définition des zones constructibles de la Carte Communale.

Les trois principaux hameaux de la commune



Ces hameaux mettent en évidence la remarquable adaptation du bâti ancien à la topographie locale : le bâti linéaire de Menée « coincé » entre la route départementale et les pentes rocheuses, le bâti de Benevise, qui s'étage sur les lignes de pente, aux pieds d'une plage agricole plane. L'occupation optimal du renflement du vallon aux Nonières.

C. Modes constructifs de l'habitat ancien (maisons de village et fermes)



Mensac



Menée



Mensac



Nonières



Menée



Menée



Benevise



Benevise



Benevise



Benevise

En terme d'architecture, on note une grande homogénéité de l'espace bâti dans les hameaux :

1. MAÇONNERIES

Les maçonneries sont montées en pierres grossièrement taillées et jointoyées au mortier de chaux. Les murs reçoivent un enduit, parfois à pierre vue et/ou teinté par un badigeon au lait de chaux (technique « al fresco »). Traditionnellement, seuls les bâtiments agricoles (étables notamment) demeuraient en pierres apparentes.

Dans certains hameaux, on peut deviner la présence à une époque d'enduits de couleurs vives. Traditionnellement, ces enduits étaient relatifs à des commerces ou des services (cafés...)

2. TOITURES

Les toitures sont simples, de pentes voisines de 30% à deux pans. Les matériaux de couverture sont essentiellement la tuile ronde. Des génoises sont souvent présentes en façade.

Globalement, qu'il s'agisse de la maçonnerie ou des toitures, les constructions sont très proches de l'architecture traditionnelle du Val de Drôme, plus que de l'architecture de moyenne montagne telle qu'on la rencontre plus au Nord dans le Vercors (pignons crénelés, bois en façade, pentes de toits plus fortes...)

Les bâtiments sont volumineux : l'emprise au sol est importante et les constructions ont le plus souvent deux niveaux. Malgré la faible emprise du bâti, les hameaux renvoient une image très minérale et les rues sont très étroites. Leur emprise est bien marquée, mise en perspective, par l'implantation des bâtiments à l'alignement, d'une limite latérale à l'autre de leur parcelle.



VIII. MORPHOLOGIE DE L'ESPACE BATI

Elle traduit une « colonisation » de l'espace naturel par l'agriculture et se définit par l'implantation de corps de fermes avec leurs dépendances à proximité de l'axe routier principal (aujourd'hui la R.D.120), (tout en entamant le moins possible les espaces agricoles), pour des besoins évidents de proximité entre parcelles exploitées, habitations et bâtiments techniques : bien qu'assez disséminé (la commune compte de nombreux hameaux, qui peuvent s'apparenter à une forme de mitage), le bâti occupe l'espace avec un souci de parcimonie dans le prélèvement des terrains nécessaires à l'implantation des bâtiments, par simple logique de préservation des espaces de production, qui assuraient la subsistance des exploitants. Ces corps de fermes ont fini par former des hameaux, associés à un développement de l'espace bâti, pour partie non agricole, avec les activités d'hébergement liées à la R.D. 120 qui fait le lien avec le versant Nord Est du Vercors, coté Trièves, (à l'exception des hameaux d'Archiane et de Mensac, dont la structure bâtie se résume à un noyau, sans tissu urbain véritablement formé).

L'urbanisation résidentielle n'en est aujourd'hui qu'à ses balbutiements. Seules quelques maisons individuelles récentes ont été construites. Cet habitat a été suffisamment confiné pour préserver ce qui fait le charme de la commune : ses espaces agricoles ouverts et ses hameaux anciens. Il s'agira donc d'éviter la multiplication de constructions nouvelles « satellites » autour des hameaux anciens.



Les Nonières : on remarque une structure radio-concentrique autour de l'église, qui s'étiole pour devenir plutôt linéaire au Sud, le long de la route départementale.



Benevise : ce hameau a composé avec une implantation sur un coteau assez pentu, qui ne permet que difficilement de donner de l'épaisseur au tissu urbain. On remarque (à droite sur le dessin), la partie la plus ancienne, avec un enchevêtrement entre parcelles bâties et espace publique.



Menée

Le hameau de Menée surplombe la confluence entre le ruisseau du Combeau et le ruisseau d'Archiane. Implanté au Nord de la route départementale, il s'appuie sur un coteau très pentu et les constructions comme les rues suivent assez précisément les courbes de niveaux, avec une morphologie bâtie qui n'a pas pu s'affranchir des fortes contraintes topographiques. Le développement urbain sur l'autre rive du ruisseau, où les terrains sont plats, libéré de la contrainte de pentes, risque de présenter un visage différent.



Mensac : ce hameau se situe à l'extrémité Sud de la commune. Son organisation se présente sous la forme d'une rue qui parcourt un espace bâti très dense, orienté perpendiculairement à la route départementale.



Archiane est formé par l'agglomération sans plan préétabli de plusieurs corps de fermes. Malgré la densité et le caractère ancien du bâti, ce hameau ne renvoie pas l'image d'une organisation urbaine clairement lisible, qu'elle soit fortement liée à la topographie, comme à Menée, où au passage des voies principales et à une organisation défensive, comme aux Nonières.

IX. RISQUES NATURELS

A. Incendie de forêt

1. DEFENSE CONTRE L'INCENDIE

Devront être prises en considération les dispositions édictées par la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours qui précisent les caractéristiques des voies de desserte des bâtiments ainsi que les besoins hydrauliques nécessaires à la défense contre l'incendie.

2. PROTECTION DE LA FORET

Devront être pris en considération les impératifs de protection de la forêt méditerranéenne tels qu'ils résultent de la circulaire 87-71 du 20/08/1987.

L'ensemble du Département de la Drôme est concerné par cette directive. Chaque commune se doit de maîtriser l'urbanisation dans les espaces forestiers afin d'éviter les risques de feux sans toutefois exclure des projets d'aménagements tenant compte des particularités locales. Ces projets doivent intégrer les spécificités de la forêt, sa valeur écologique et la protection des sites et des paysages.

B. Inondation

Le risque d'inondation est non répertorié à ce jour, on peut toutefois penser que les rives des ruisseau d'Archiane et du Combeau sont sujets à des débordements de régime torrentiels.

X. L'EAU POTABLE

Hameau	Captage – Section - parcelle	Contenance réservoir	du	Capacité
Benevise	B 125	75 m ³		8 à 10 familles
Nonières	C 325 – 322	80 m ³		8 à 10 familles
Menée	F 185	50 m ³		4 à 6 familles
Archiane	G 349	15 m ³		4 à 5 familles
Mensac	F 35	15 m ³		6 à 8 familles
Col de Menée	C 52	2 m ³		/

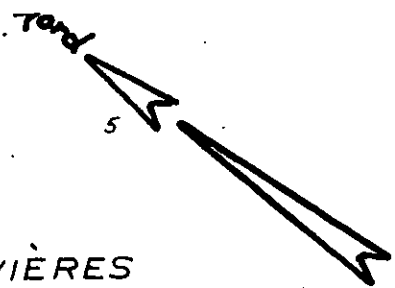
L'ensemble des hameaux de la commune est desservi par un réseau d'eau potable non maillé, compte tenu de l'éclatement de l'espace bâti dans la commune. Chaque hameau dispose d'une ressource propre et d'un petit réseau de distribution indépendant.

Ce système réduit la capacité du réseau. Chaque hameau dépend de sa propre ressource, ce qui conduit à des capacités de desserte assez limitées, en rapport avec la capacité de chaque captage.

Les hameaux les mieux desservis sont Benevise, Les Nonières et Mensac, Menée et Archiane disposent d'une marge de manœuvre moins importante. Seul le captage de Mensac dispose aujourd'hui de périmètres de protection établis officiellement.

Les capacités résiduelles des captages, hameau par hameau, sont répertoriées dans le tableau ci-dessus. Ces capacités sont des facteurs limitant pour le développement de l'urbanisation dans la commune, même si les capacités résiduelles tiennent compte des débits d'étiages, associés à la croissance de population pendant la période touristique.

Captage d'Archiane



LES ROUVIÈRES

Hameau d'Archiane

Porte N°
destinée à
en mur

ARCHIANE

Brise charge
existant

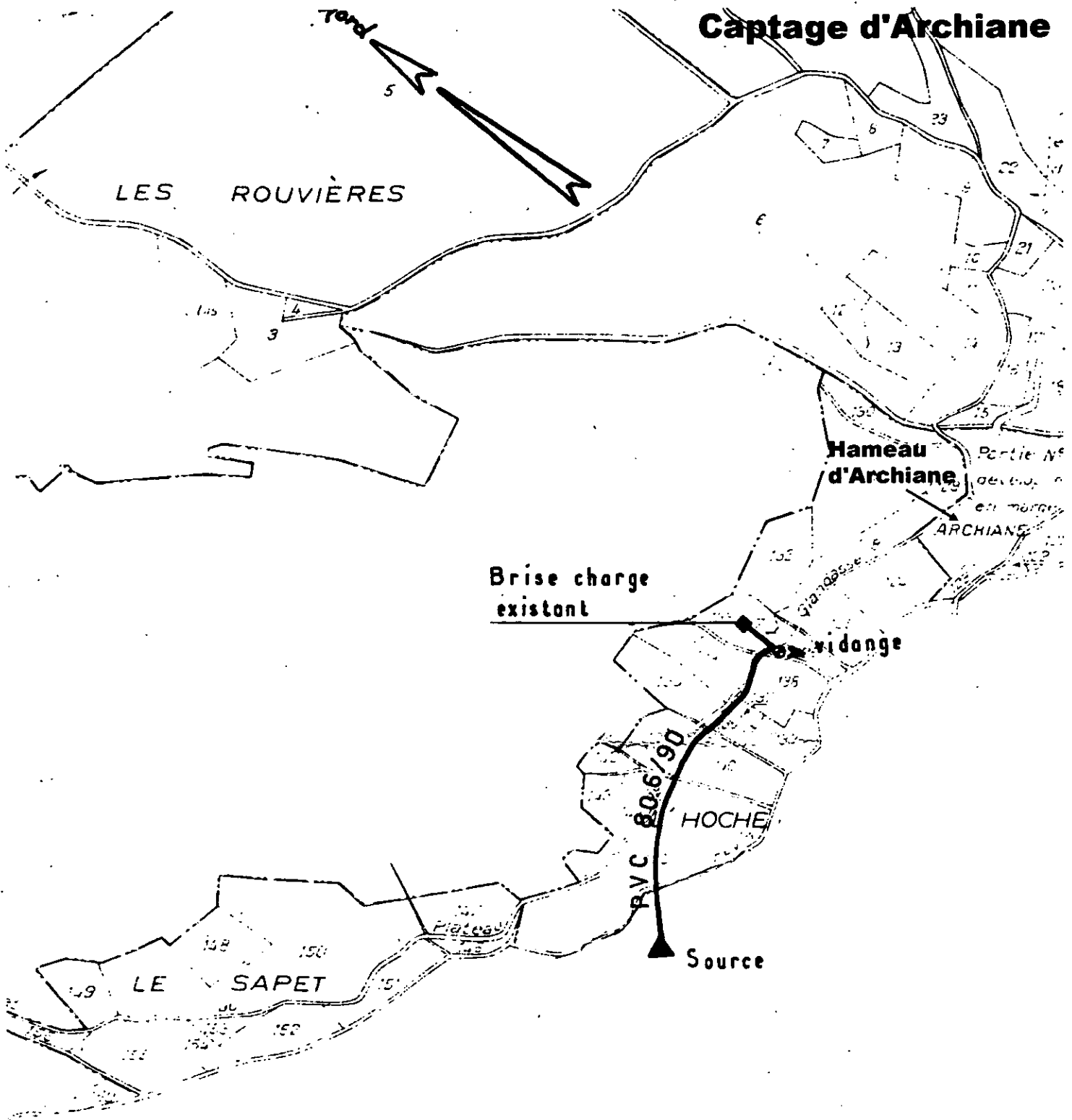
vidange

PVC 80.6/90

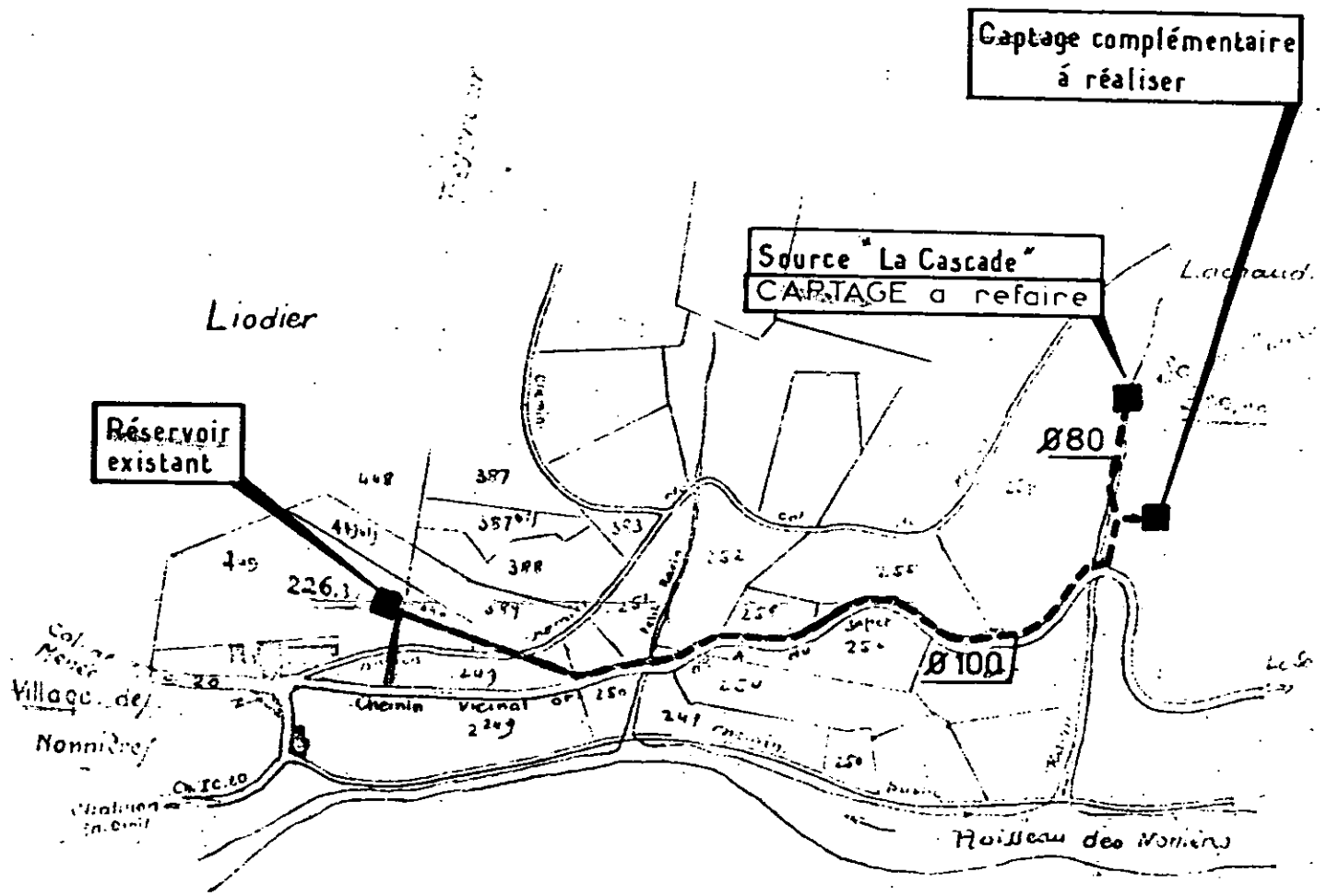
Source

HOCHE

LE SAPET



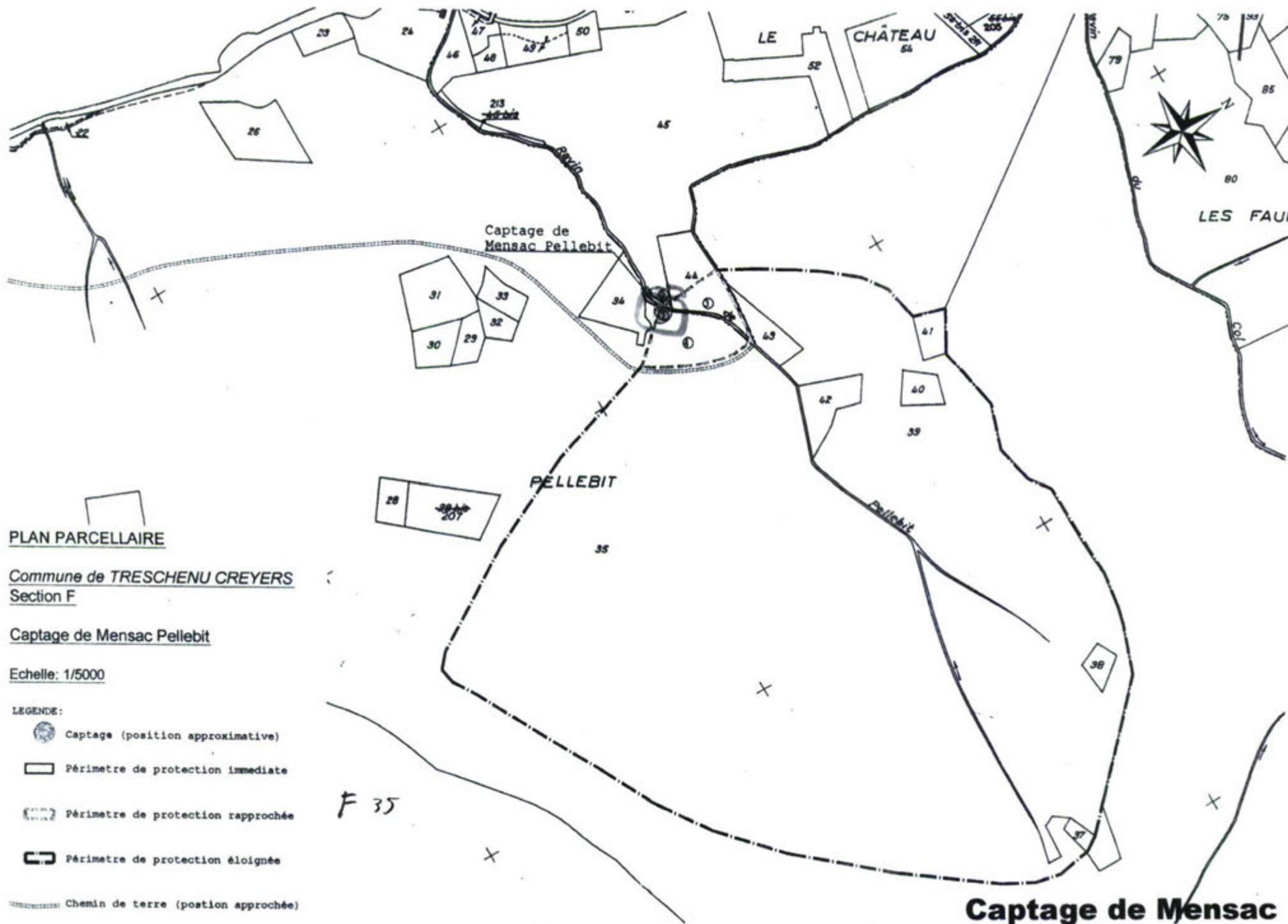
Captage des Nonières



Section C

1974-1976

Echelle 1.5000^e



SECTION

Col de
Menée

di Esparon

Rev. 1/10

52

60

Source:

52

625 15

~~Polyéthylène~~ Ø 50
existant

Réservoir de 5 m³

P.V.C. 53 / 63

65

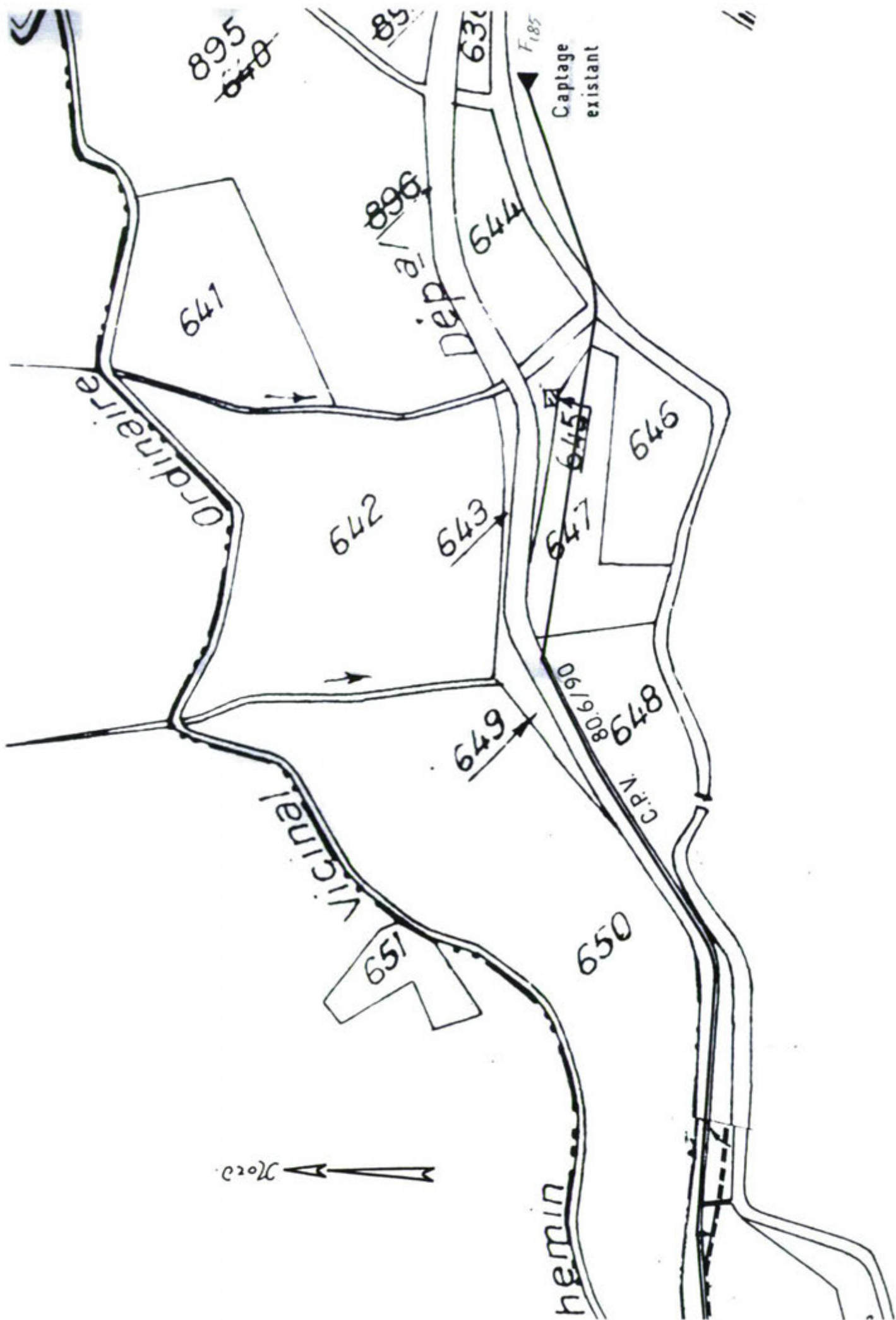
64

၁၄

57

ECHELLE : 1 / 5000

ménée



XI. L'ASSAINISSEMENT

Préalablement à la Carte Communale, la commune a mis en œuvre un Schéma Général d'Assainissement (S.G.A.). Les éléments présentés ci-après sont issus du S.G.A., réalisé par le bureau d'études IRAP.

A. L'assainissement existant

Dans la commune, l'assainissement se compose :

- de systèmes d'assainissement autonome sur l'ensemble de l'habitat dispersé et de quelques habitations des hameaux,
- de parties de réseaux unitaires et anciens sur les hameaux des Nonières, Benevise et Menée,
- d'un réseau séparatif récent sur le hameau d'Archiane où ne sont raccordées que quelques habitations,
- A Mensac, le réseau d'eaux usées et la station d'épuration sont neufs et en fonctionnement.

Il n'existe aucun système de traitement en sortie des réseaux de collecte. Les rejets sont directement dans les cours d'eau, sauf au hameau de Mensac, où le réseau et la station d'épuration projetés ont été réalisés et sont en fonction.

1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Chaque hameau a une partie de ses habitations raccordée à un réseau d'assainissement. Une reconnaissance de terrain a permis de réactualiser les plans de réseaux existants.

Benevise

L'ensemble des habitations de ce hameau est raccordé à un réseau d'assainissement unitaire. Les effluents d'eaux usées et pluviales sont ensuite rejetés après infiltration dans le cours d'eau en aval du cimetière (ruisseau de Combeau). L'accès du rejet, au milieu des broussailles longeant le ruisseau, est très difficile. La reconnaissance de terrain n'a pas révélé de problème de dysfonctionnement majeur au niveau du réseau, le débit en aval correspondait approximativement aux débits rejetés en amont. Cependant, il est à signaler que trois fontaines et le lavoir sont raccordés au réseau unitaire ainsi que le trop plein du réservoir : une quantité importante d'eaux parasites est donc présente au niveau de ce réseau.

Les Nonières

Le réseau raccorde environ 55 % des habitations du hameau et uniquement celles qui se situent en rive droite du ruisseau. Les habitations qui ne sont pas raccordées sont pour 65% d'entre elles facilement raccordables au réseau existant. L'hôtel restaurant d'une capacité de 50 à 60 places est raccordé au réseau d'assainissement, les eaux usées provenant de ses cuisines sont prétraitées dans trois bacs à graisses avant le rejet dans le réseau communal.

Le réseau se rejette en deux points directement dans le milieu récepteur : le ruisseau de Sareymond. Certaines parties du réseau sont récentes. Les parties du réseau les plus anciennes sont souvent en mauvais état, surtout sa partie Ouest qui rejoint ensuite la partie Est avant le rejet direct dans le milieu récepteur. Lors de la reconnaissance terrain, aucun rejet n'arrivait au niveau du regard situé sur la route départementale, or, le réseau raccorde toute la partie Ouest du hameau et notamment une fontaine dont le débit était continu. Ainsi, cela laisse supposer qu'une bonne partie des effluents de la partie Ouest s'infiltrent dans le sol. Ce réseau passe dans un secteur en propriété privée et est, selon la connaissance du maire, en ciment et très ancien. Les eaux des trois fontaines et le trop plein du réservoir de ce hameau se rejettent également dans le réseau unitaire communal induisant une quantité importante d'eaux parasites permanentes.



Menée

Le réseau unitaire longe pour une grande partie la R.D.120 et raccorde environ 65 % des habitations du hameau. Le réseau se jette directement dans l'Archiane au niveau du pont par une canalisation de diamètre 300 mm.

Archiane

Le réseau d'assainissement est récent (environ 4 ans), de type séparatif et raccorde 9 habitations qui possèdent toutes une fosse septique, avant rejet.

Le réseau d'eaux usées se rejette au bas du hameau, au niveau d'un jardin. Le réseau pluvial a une partie à ciel ouvert, la commune projette de réaliser des travaux pour que les eaux pluviales soient canalisées tout le long de leur parcours. Les fontaines présentes sur le hameau sont raccordées au réseau pluvial.

Mensac

Le réseau et la station d'épuration sont neufs et en fonction.

2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Pour recenser les dispositifs d'assainissement autonome et estimer le nombre à réhabiliter, un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des habitants non raccordés à un réseau communal. Les questionnaires ont permis d'estimer la conformité des installations d'assainissement autonome existantes (réglementation définie dans l'arrêté du 6 mai 1996 et la circulaire du 22 mai 1997).

Benevise :

Ce hameau n'est pas concerné par l'assainissement autonome. Toutes les habitations sont raccordées à un réseau d'assainissement.



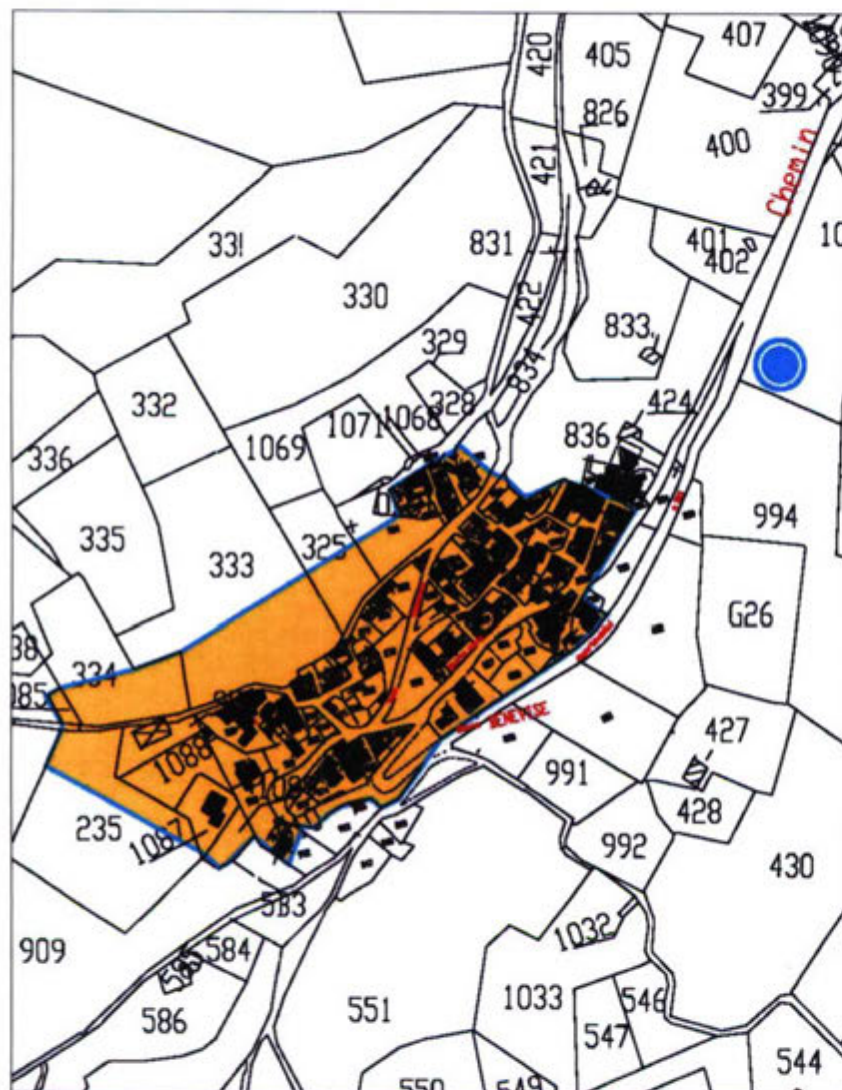
Les Nonières, Menée, Archiane :

Très peu de dispositifs sont conformes à la réglementation en vigueur (7 % des installations en assainissement individuel). De même, l'entretien de ces dispositifs (vidange des fosses), n'est pas fait régulièrement (tous les 4 ans) comme le préconise l'Arrêté du 6 mai 1996.

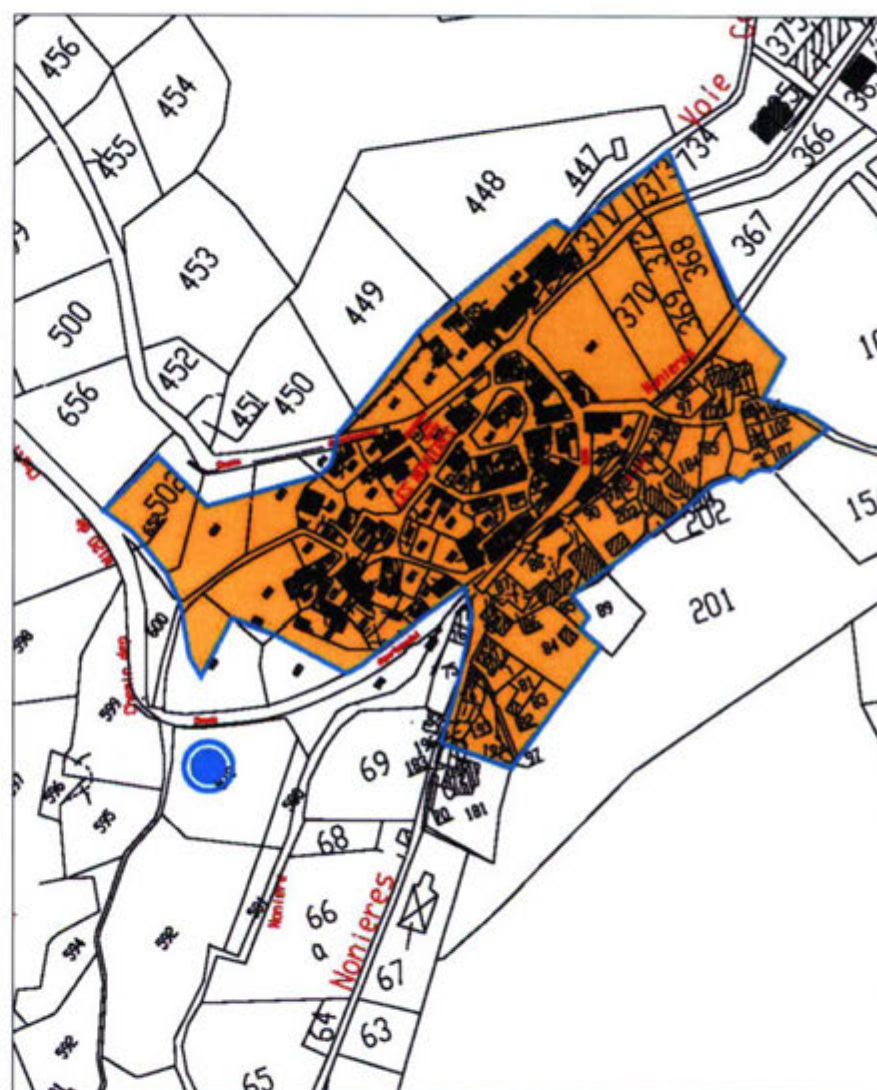
Cependant, tous les dispositifs d'assainissement individuel possèdent un prétraitement constitué dans la majorité des cas par une fosse septique. Les eaux vannes et les eaux ménagères sont dans 80 % des cas séparées, les installations d'assainissement autonome ayant été majoritairement mises en place avant 1984. Or, jusqu'à cette date, l'assainissement individuel imposait la séparation des eaux vannes et ménagères.



Zonage assainissement



Benevise



Nonières

- Assainissement collectif. STEP : Nonières : filière épandage souterrain par tranchées. Benevise : épandage souterrain par tranchées**
- Assainissement non collectif**

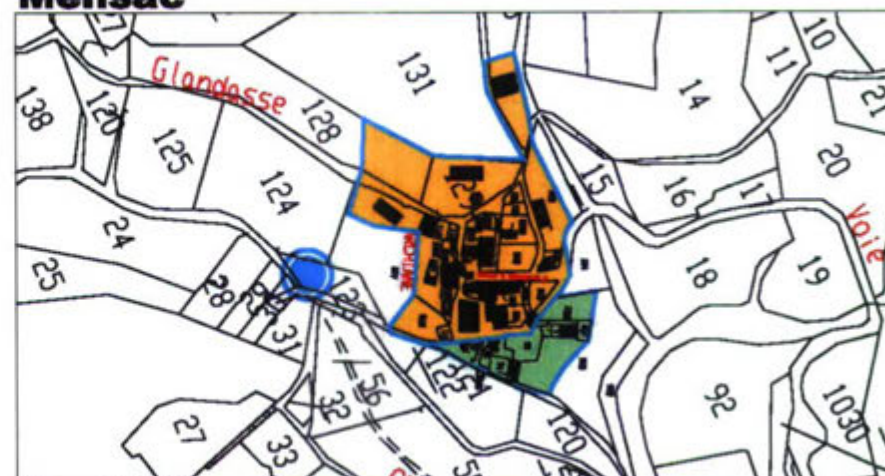


Echelle 1/4000

Zonage assainissement



- Assainissement collectif. filière :**
Menée : filtre à sable non drainé
Mensac et Archiane: épandage souterrain par tranchées
- Assainissement non collectif**



B. Programme de travaux

- Hameau du Mensac : les travaux de réhabilitation des réseaux, avec mise en séparatif et système de traitement ont été réalisés.
- Hameau d'Archiane : extension du réseau et système de traitement.
- Hameau des Nonières : réhabilitation des réseaux, avec mise en séparatif et système de traitement.
- Hameau de Benevise : réhabilitation des réseaux, avec mise en séparatif et système de traitement.
- Hameau de Menée : réhabilitation des réseaux, avec mise en séparatif et système de traitement.

A court terme, la question de l'assainissement sera donc traitée dans la commune, avec l'amélioration des réseaux et la mise en place, hameau par hameau, de filières de traitement des eaux usées avant leur rejet en milieu naturel. C'est déjà le cas à Mensac.

XII. SYNTHESE DU DIAGNOSTIC

A. Contexte général /Paysage

- Treschenu s'inscrit dans le Sud du massif du Vercors, au sein du Diois, dans sa partie trop en altitude pour être directement soumise à la pression foncière de l'habitat résidentiel (influence faible des pôles urbains) et à la fois insuffisamment élevée pour pouvoir développer une infrastructure de tourisme hivernal. La commune se trouve donc dans un territoire de transition, où l'espace bâti a encore peu évolué et où l'économie locale se base essentiellement sur l'agriculture et l'activité touristique estivale.
- En terme de développement de l'habitat, la grande superficie de la commune implique des enjeux sensiblement différents selon les hameaux et leurs distances par rapport à Châtillon en Diois : Possibilité de pression foncière liée à l'habitat résidentiel à Mensac et à Menée, développement de la construction en liaison avec les mouvements démographiques internes à la commune et avec le tourisme pour les hameaux plus en altitude.
- l'espace communal, orienté Nord-Sud, se compose de deux sillons agricoles, de part et d'autre des deux branches de la R.D. 120 (vers Archiane à l'Ouest et vers Les Nonières à l'Est). Cet espace a vu se développer une petite structure urbaine, composée de hameaux qui s'égrènent dans les vallons et au sein d'une plaine agricole en altitude à Benevise. Le reste de l'espace communal est très largement dominé par la forêt, qui occupe plus des trois quarts de la superficie de Treschenu Creyers.
- La topographie contraignante, qui a confiné les espaces véritablement utilisables à un mince sillon de part et d'autre de la R.D. 120, a induit une promiscuité entre habitat et agriculture. Le foncier « utilisable » pour l'activité humaine (habitat, artisanat, agriculture) est donc soumis à plusieurs enjeux qu'il s'agira de faire cohabiter, dans un espace valorisable (pentes, ensoleillement, réseaux), finalement relativement étriqué, donc précieux.

B. La démographie et l'habitat

La commune n'a pas connu d'essor démographique important. La pression liée à l'habitat résidentiel reste faible, même si depuis 1999, on note une croissance démographique inédite depuis 30 ans.

On peut penser que la commune n'a pas besoin de beaucoup de terrains à bâtir pour satisfaire une demande surtout liée à des mouvements démographiques internes et à quelques demandes provenant d'habitants de la haute vallée de la Drôme. Une moyenne de 2 à 3 permis de construire par ans constituerait déjà un développement notable au regard de celui mesuré depuis 1980.

La commune ne dispose pas d'un parc de logements sociaux H.L.M. Le parc de logements locatifs, voisine les 20 % et la commune loue 8 logements sur des critères sociaux, palliant ainsi l'absence de HLM. Le développement de l'espace bâti s'est fait pour sa quasi-totalité via la création de maisons individuelles en propriété. Au regard du vieillissement de la population, un habitat de type « intermédiaire » contribuerait à fixer dans la commune une partie des jeunes ménages et donc à rééquilibrer la pyramide des âges, qui tend à vieillir.

C. L'agriculture

L'activité agricole dominante est l'élevage ovin. L'essentiel du cheptel est dédié à la production de lait et à sa transformation en fromage *in situ*. Le nombre d'exploitations professionnelles s'est maintenu en 20 ans.

L'agriculture associée au tourisme constitue l'activité économique principale de Treschenu. Garante de la préservation des paysages de proximité (les espaces « d'arrière plan » étant naturels), elle s'est développée sous deux formes : pratiquement d'un seul tenant, dans le sillon défriché qui accompagne la R.D. 120 et sur les espaces d'altitude les moins pentus, avant les alpages. Ces espaces agricoles d'altitude présentent des signes d'enfrichement.

Il faudra veiller à ce que les zones constructibles ne compromettent pas l'équilibre entre espaces de fauches et cheptel caprin et ovin, ces espaces étant peu extensibles du fait de la topographie contraignante de la commune.



D. L'environnement naturel

La commune est concernée par de multiples Zones d'Intérêt Faunistique et Floristique, une Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux et deux zones Natura 2000, traduisant l'extrême richesse environnementale de Treschenu. Toutefois, à l'exception d'une des deux Z.N.I.E.F.F. de type 2, (qui traduit plus une volonté de préservation des grands équilibres que la protection d'écosystèmes bien identifiés) et de la Z.N.I.E.F.F. de type 1 n° 26000008, qui englobe le hameau de Mensac, ces zones d'intérêt environnemental n'englobent pas les secteurs potentiels de développement de l'urbanisation.

E. Le paysage

Il ressort du volet paysager que le développement d'une urbanisation diffuse dans les vallons agricoles qui s'étirent de part et d'autre de la R.D. 120 serait très préjudiciable à la lisibilité (et donc à la qualité) du paysage d'ensemble.

Dans le prolongement des hameaux existants, pour préserver la coupure franche entre habitat et espaces agricoles, c'est la densité qu'il faudra rechercher.

L'association entre les vallons agricoles ouverts et un espace bâti ponctuel composé encore en grande partie par un habitat ancien traditionnel est un atout touristique important. La préservation de cette association et des perspectives qui permettent de la contempler, notamment depuis la R.D. 120, constituent un enjeu fondamental.

PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT

I. LE RAPPORT « CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE – LOGEMENTS CREES »

	75-82	82-90	90-99	99-2005
Résidences principales	-3	-2	+7	+10
Habitants	-14	-8	+12	+18
« Hab. en plus par log. créé »	/	/	1,7	1,8

Depuis 1990, la commune a renoué avec la croissance. Le parc de résidences principales progresse, associée à une croissance démographique assez marquée et stable, avec presque « deux habitants par résidences principales créées ».

Entre 1990 et 2005, la corrélation assez nette entre croissance démographique et croissance du parc de logements peut traduire une tendance durable au développement, bien qu'elle semble assez peu liée au développement de l'habitat résidentiel : peu d'actifs provenant de l'extérieur sont arrivés à Treschenu, même si le solde migratoire est nettement positif entre 1999 et 2005. Toutefois, si les raisons de l'augmentation du rythme de la construction sont plus difficiles à expliquer que pour les communes proches des pôles d'emplois, on peut penser que la croissance est liée à l'arrivée de retraités et à une certaine dynamique interne à la commune. Quoi qu'il en soit, il est probable que quantitativement, le rythme de la construction actuel et la croissance démographique associée ont des chances de se poursuivre pour les 5 années à venir au moins.

II. DENSITE MOYENNE PREVISIBLE DE L'URBANISATION A VENIR

Les rares constructions récentes montrent des densités très disparates, qu'il est difficile d'extrapoler pour l'urbanisation nouvelle. L'expérience du développement récent en milieu rural montre toutefois que la densité du bâti est assez faible, avec une offre privée quasi exclusivement basée sur la maison individuelle, sur des parcelles voisines de 1200 m². En outre, compte tenu de la pente qui induit une surconsommation de foncier pour l'aménagement, on peut penser que la densité prévisible de l'urbanisation à venir sera de 5 à 6 logements à l'hectare, soit, en prenant une moyenne générale de 1,8 habitant en plus par logement créé, environ 9 à 11 habitants en plus dans la commune par hectare de terrain ouvert à la construction.

A ce ratio, il faut rajouter la prise en compte des résidences secondaires à venir, qui continuent de constituer, entre 1999 et 2005 une part importante de la création de logements, d'autant plus que les logements vacants, s'ils ont été un réservoir important pour l'habitat non permanent par le passé, sont aujourd'hui très peu nombreux dans la commune. A Treschenu, on a construit entre 1999 et 2005 9 résidences secondaires pour 10 résidences principales et on peut penser que cette répartition dans la croissance du parc de logement sera durable.

Sur la base de ces hypothèses, en extrapolant le développement de la construction mesuré depuis 2005, la croissance démographique associée et en prenant en compte la rétention foncière et la construction de résidences secondaires, on arrive à une croissance démographique d'environ...4 à 5 habitants en plus par hectare de terrain ouvert à la construction, ce qui dénote une croissance démographique très faible par rapport aux surfaces de terrain consommées.

CHOIX RETENUS, NOTAMMENT AU REGARD DES ARTICLES L 110 ET L 121-1 DU CODE DE L'URBANISME

I. RAPPEL DE L'ARTICLE L 110 DU CODE DE L'URBANISME

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace.

II. RAPPEL DE L'ARTICLE L 121-1 DU CODE DE L'URBANISME

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

- *L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable,*
- *La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eau,*
- *Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.*



Les articles L 110 et L 121-1 s'appliquent aux S.Co.T., P.L.U. et Cartes Communales. Ces documents d'urbanisme s'appliquent toutefois à des échelles de territoires très différentes. La Carte Communale correspond au document le plus simple, dont l'objectif est d'assurer une bonne gestion du développement urbain à moyen terme, par la définition d'un zonage qui détermine les zones constructibles et les zones non constructibles. On comprend donc que certains objectifs énoncés dans les articles L 110 et L 121-1 sortent quelque peu du champ de compétence de la Carte Communale.

III. LES CHOIX DE LA COMMUNE

Les choix de la commune présentés ci-après ont été établis à la suite de l'analyse de l'état initial de la commune. Ils traduisent la prise en compte des articles L 110 et L 121-1 au niveau de ce qui peut être raisonnablement intégré par une Carte Communale. En outre, au-delà des principes généraux des articles L 110 et L 121-1 et en cohérence avec ces derniers, la commune a choisi, au travers de son document d'urbanisme :

- **d'influer sur l'organisation de l'espace bâti via le découpage des zones constructibles,**
- **d'assurer une croissance démographique mesurée,**
- **de définir une juste répartition des zones constructibles et de la croissance démographique en fonction du niveau d'accessibilité des hameaux (proximité avec la vallée) et du souhait de renforcer la centralité du hameau des Nonières, qui accueille les services publics,**
- **d'assurer la cohérence entre organisation du développement et niveau d'équipement (situation de l'assainissement, de l'eau potable et des dessertes par les voies publiques notamment),**
- **conformément à la loi Montagne, de privilégier l'activité agricole, et de préserver l'identité rurale de Treschenu, dans un objectif d'équilibres, (entre habitat et agriculture notamment),**
- **de préserver les espaces présentant un intérêt environnemental identifié,**
- **de préserver les paysages et notamment d'éviter l'extension en tâche d'huile des hameaux, de conserver leur caractère groupé,**
- **de prendre en compte les risques naturels.**

A. Influencer sur l'organisation de l'espace bâti

Ce choix s'apprécie au regard des avantages et inconvénients respectifs de l'habitat sous forme d'opération d'ensemble et de l'habitat individuel isolé. Les opérations d'ensemble permettent de rentabiliser les équipements publics, d'économiser les réserves foncières potentiellement constructibles, d'assurer des accès groupés et donc plus sûrs. Dans l'absolu, elles sont donc préférables à l'urbanisation au coup par coup. On note toutefois des exceptions :

- si les zones constructibles englobent de grandes parcelles d'un seul tenant et qu'une opération d'ensemble y est mise en œuvre, on aura une cohérence d'ensemble des aménagements mais aussi un accroissement brutal de la population, avec la question des équipements publics à réaliser pour accompagner cette croissance. A l'opposé, si sur une grande parcelle constructible, le propriétaire ne souhaite pas faire d'opération d'ensemble, on court le risque d'un vaste « gâchis de terrain » où on aura consommé 5000 ou 6000 m² pour une ou deux maisons.

L'ensemble de ces éléments, croisés avec l'analyse de l'état initial de l'environnement a conduit à organiser les zones constructibles de manière à éviter le gâchis de terrain ou une croissance démographique brutale par des opérations d'ensemble non maîtrisées :

- L'urbanisation des unités les plus vastes (Mensac) feront l'objet d'une opération d'ensemble, en concertation avec la commune,
- Les autres unités foncières ouvertes à la construction, outre le fait d'être situées dans l'enveloppe « logique » de l'extension de l'urbanisation, telle qu'elle a été définie par la Carte Communale, constituent des emprises assez modestes dans la stricte continuité du bâti existant.

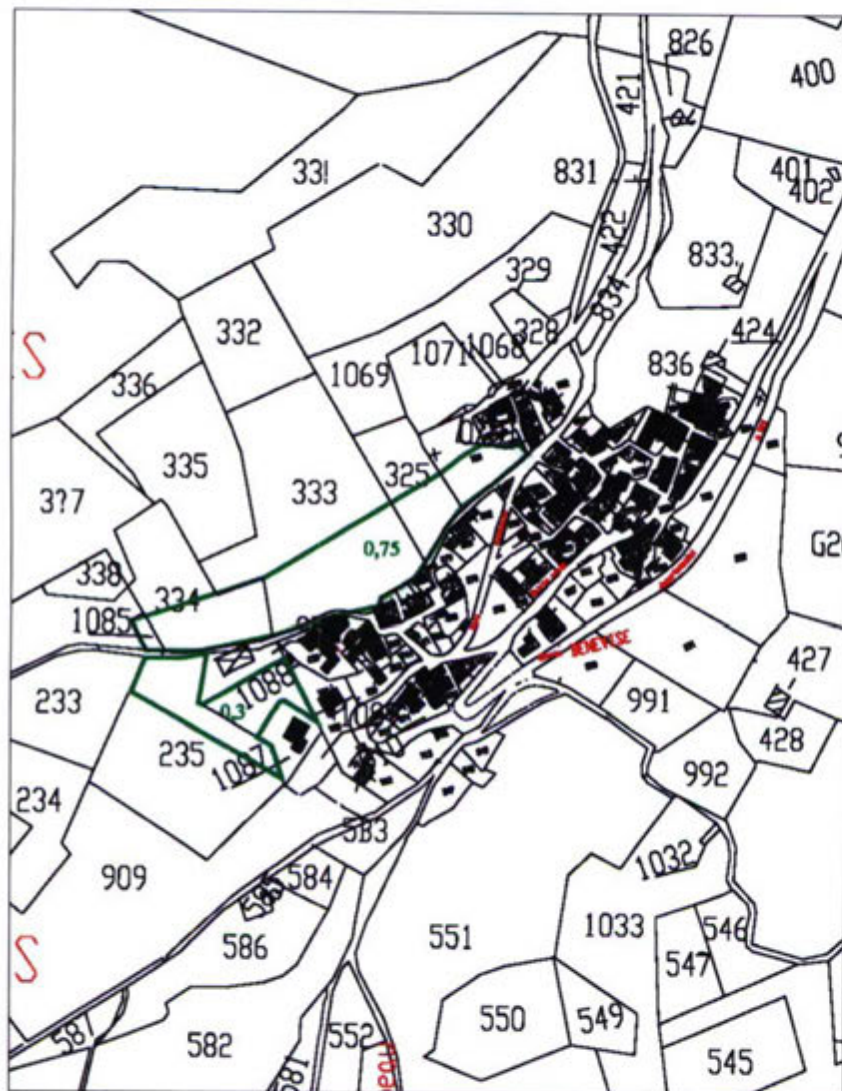
B. Une capacité d'accueil définie pour une croissance démographique mesurée

Inventaire des superficies constructibles

Localisation	Surface (ha)
Nonières	1,34
Benevise	1,05
Menée	0,72
Archiane	0,21
Mensac	1,18
Total	4,5

Le total des zones constructibles non bâties est d'environ 4,5 hectares, pour une croissance démographique associée qui varierait, selon les estimations développées page précédente, approximativement entre 16 et 22 habitants, pour environ 26 de logements construits en tout (dont une petite moitié en habitat non permanent). Avec 126 habitants recensés en 2005, l'apport d'une vingtaine d'habitants, sur environ 5 ans (durée de vie approximative d'une Carte Communale), la croissance démographique moyenne annuelle sera de 3 % par an, ce qui constitue en pourcentage un essor important par rapport aux croissances annuelles moyennes des dernières périodes intercensitaires (1,32 et 1,03 % par an, respectivement entre 1990 et 1999 et 1999 et 2005), mais qui en valeur absolue reste très mesuré (une vingtaine d'habitants), qui plus est au regard du nombre important de hameaux.

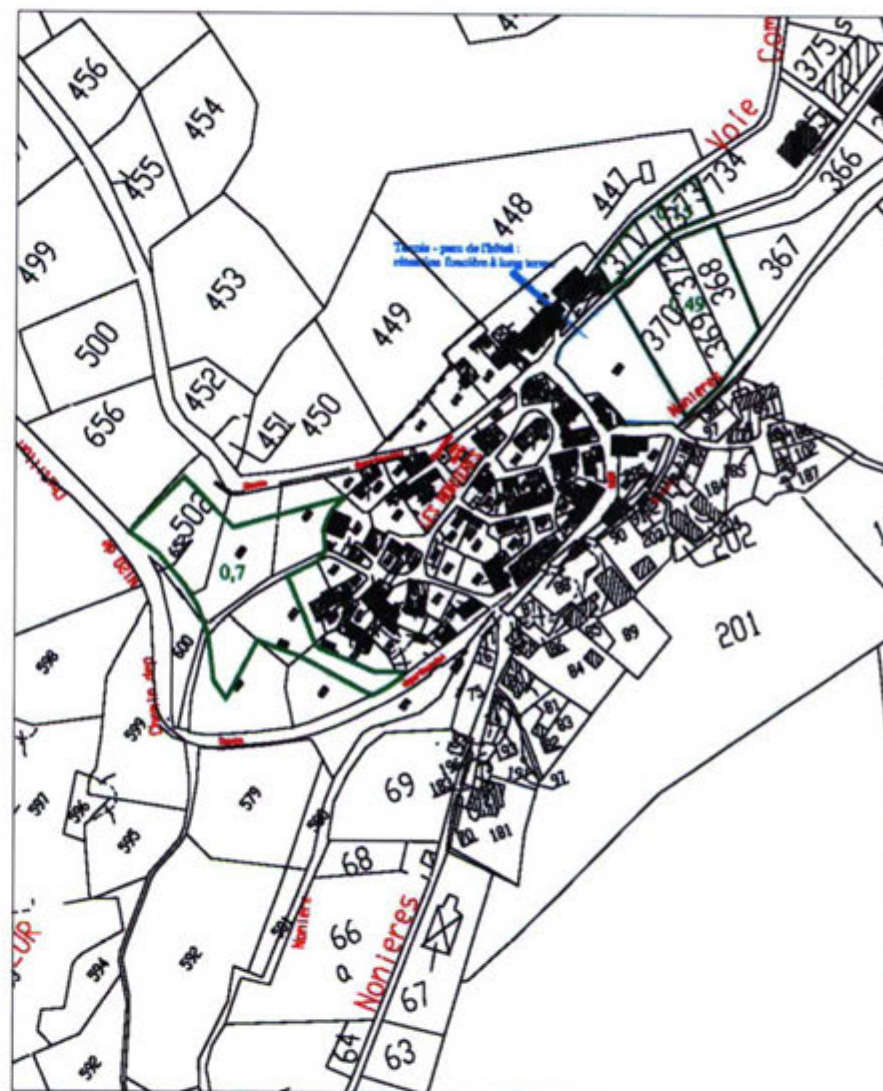
Capacité d'accueil



Benevise

0,75

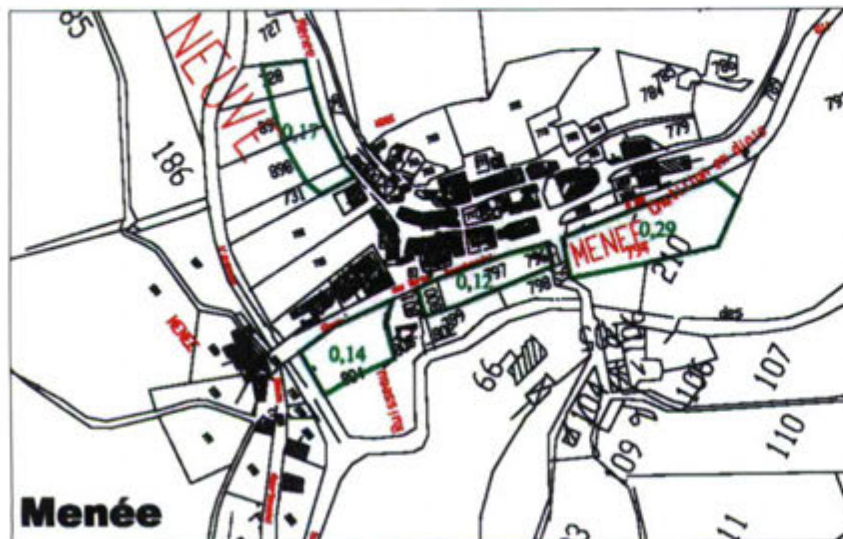
Terrains constructibles non bâtis (surface exprimée en hectare)



Nonières

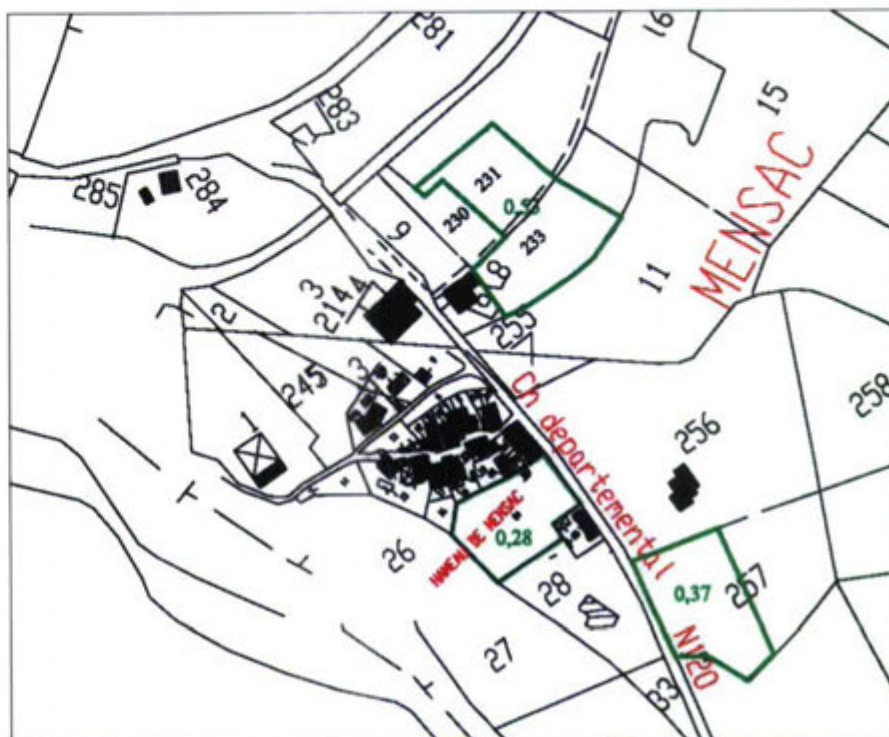
Echelle 1/4000

Capacité d'accueil

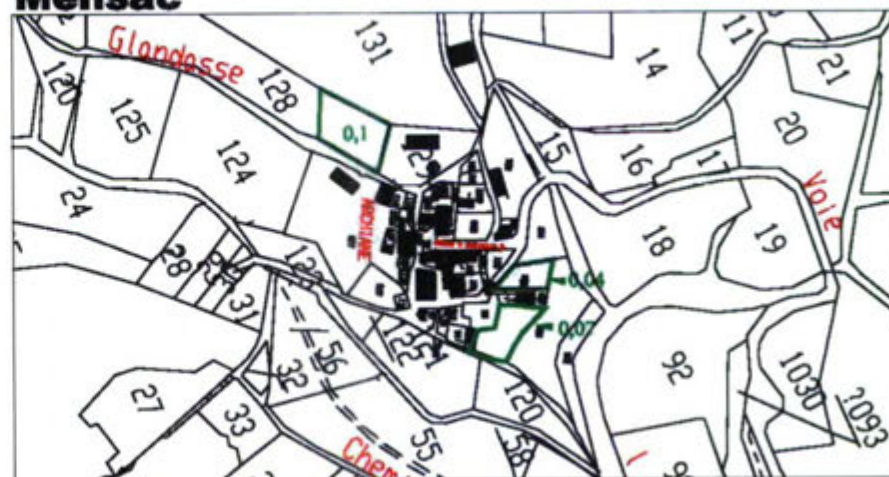


0,17

Terrains constructibles non bâtis (surface exprimée en hectare)



Mensac



Archiane

C. Répartition spatiale de la capacité d'accueil

Conformément à la loi Montagne, les zones constructibles ont été définies dans le prolongement immédiat des groupes de constructions existants.

La définition des zones constructibles s'est aussi adaptée à la logique de développement (en encore faible) de l'habitat permanent dans la commune :

Si chaque hameau constitué a fait l'objet d'une zone constructible, la capacité d'accueil par hameau a intégré la problématique de développement de l'habitat permanent à Treschenu, que souhaite favoriser la commune :

Le hameau de Mensac est le plus proche de la vallée, connecté directement à la R.D.120, il est proche de Châtillon en Diois. Dans une logique probable de développement lié essentiellement à l'habitat résidentiel, (on vit à Treschenu mais on travaille dans ou à proximité des pôles d'emplois voisins), il constitue le meilleur candidat pour un développement de court terme de l'habitat. C'est la raison pour laquelle, malgré le fait que Mensac ne soit pas, en terme d'emprise bâtie, très important au regard d'autres hameaux (comme Benevise ou Menée), il bénéficie de la deuxième capacité à bâtir, après les Nonières.

Si le hameau des Nonières bénéficie de la plus importante capacité à bâtir, c'est en cohérence avec la fonction de Chef-lieu de ce hameau, qui accueille les services publics de Treschenu. L'objectif a été de renforcer la centralité de ce hameau, en y développant la plus grande zone constructible.

Si les Nonières et Mensac présentent la plus importante capacité à bâtir, les autres hameaux constitués n'ont toutefois pas été oubliés. Les zones constructibles définies permettent leur évolution mesurée, en rapport avec les différents paramètres pris en compte pour la définition des zones constructibles (paysage, accessibilité, protection de l'activité agricole notamment).



D. Le choix d'une adéquation entre réseaux et zonage

Il est rappelé qu'au regard de la réglementation actuelle, la commune a la responsabilité de desservir par les réseaux (qui doivent être situés à moins de 100 m des terrains), les zones constructibles qu'elle crée. Les réseaux concernés sont l'eau potable, la voirie et l'électricité, le réseau d'égout n'étant pas obligatoire, s'il est possible de réaliser un assainissement non collectif. La commune ne peut faire payer au bénéficiaire les antennes de réseaux nécessaires que si le réseau public est situé à moins de 100 m du terrain à desservir.

La commune s'est attachée à la cohérence entre zones constructibles et capacité des réseaux, pour éviter des coûts d'extensions de ces réseaux, en définissant des zones constructibles déjà desservies avant de penser à créer des possibilités d'urbanisation au-delà des réseaux existants, dans un souci de bonne gestion des finances communales. La desserte par les réseaux a donc été pour la commune une condition nécessaire (mais non suffisante), au classement en zone constructible.

1. L'ASSAINISSEMENT

Assainissement collectif

On a défini l'essentiel des zones constructibles dans les secteurs desservis ou qu'il sera prévu de desservir par le réseau dans le cadre du Schéma général d'Assainissement réalisé préalablement à la Carte Communale. La quasi-totalité des zones constructibles sera raccordée à un réseau qui acheminera les effluents vers une unité de traitement :

Programme de travaux

- Hameau du Mensac : le programme de réhabilitation des réseaux, avec mise en séparatif et système de traitement a été réalisé et est opérationnel,
- Hameau d'Archiane : extension du réseau et système de traitement.
- Hameau des Nonières : réhabilitation des réseaux, avec mise en séparatif et système de traitement.
- Hameau de Benevise : réhabilitation des réseaux, avec mise en séparatif et système de traitement.
- Hameau de Menée : réhabilitation des réseaux, avec mise en séparatif et système de traitement.

A court terme, la question de l'assainissement collectif sera donc traitée dans la commune, avec l'amélioration des réseaux et la mise en place, hameau par hameau, de filières de traitement des eaux usées avant leur rejet en milieu naturel.



Assainissement non collectif

Pour les secteurs en assainissement non collectif, les études de sol ont défini les filières à mettre en place.

2. L'EAU POTABLE

La totalité des zones constructibles est desservie par le réseau d'adduction d'eau potable. Chaque hameau disposant de sa propre ressource en eau potable, la capacité d'accueil des zones constructibles a été étudiée au regard de la capacité de desserte d'habitations supplémentaires, évaluée hameau par hameau. De ce fait, le zonage de la Carte Communale est compatible avec la ressource en eau et la création d'habitations supplémentaires au sein des zones constructibles ne générera pas de carence.

Hameau	Capacité résiduelle du réseau*	Capacité d'accueil de la Carte Communale**
Benevise	8 à 10 maisons	1,2 ha, soit environ 7 maisons
Nonières	8 à 10 maisons	1,15 ha, soit environ 7 maisons
Menée	4 à 6 maisons	0,72 ha, soit environ 4 maisons
Archiane	4 à 5 maisons	0,28 ha, soit environ 1 maison
Mensac	6 à 8 maisons	0,91 ha, soit environ 5 maisons

**sur la base d'une famille par maison*

***Cette capacité a été estimée dans le chapitre « projections de développement ». Les calculs, en tenant compte de la rétention foncière (30%), ont évalué la capacité d'accueil (résidences principales et secondaires confondues), à 5 logements à l'hectare environ dans les zones constructibles créées (hors dents creuses au sein du bâti dense des hameaux et hors transformation en habitation de constructions à usage agricole existantes).*

Pour chaque hameau, le nombre de maisons projetées est compatible avec la capacité du réseau d'adduction d'eau potable.

3. L'ELECTRICITE

L'ensemble des terrains classés en zone constructible est desservi par le réseau électrique.



4. LA VOIRIE

Les réseaux de voirie possèdent des caractéristiques différentes selon les hameaux. Ces caractéristiques conduisent à des capacités de desserte différentes, qui ont été prises en compte dans la définition des zones constructibles.

- Benevise : pour accéder aux zones constructibles, en partie haute, il est nécessaire de traverser la partie dense du hameau, avec des rues étroites, qu'il est très difficile d'élargir (sauf à détruite des constructions). La capacité mesurée des zones constructibles a tenu compte de cette difficulté. Elle est cohérente avec les possibilités de desserte par la voirie.
- Archiane : la situation en terme de voirie est proche de celle de Benevise. L'accès aux zones constructibles se fait en traversant le cœur dense du hameau. De ce fait, il a été nécessaire de limiter la capacité d'accueil.
- Les Nonières : Deux principales zones constructibles ont été définies :
 - A l'entrée Ouest : les terrains constructibles ne peuvent pas être desservis via le chemin existant, trop étroit, qui traverse une partie trop dense pour être élargi. C'est pourquoi, la commune a créé un droit de préemption sur un terrain au Sud de la zone, de manière à réaliser un accès commun pour l'ensemble des parcelles de la zone constructible, sur la route départementale. On aura ainsi un nouvel accès suffisamment dimensionné pour desservir l'ensemble des constructions projetées sans utiliser le chemin existant, qui pourra être utilisé comme accès piéton sécurisé pour rejoindre l'école et la mairie.
 - A l'entrée Est : la zone est desservie par le haut et par le bas par des voiries communales d'emprise suffisamment importantes. En l'état actuel du réseau, la desserte de cette zone constructible ne pose pas de problème.
- Menée : les terrains urbanisables sont desservis directement par la route départementale, dans un espace à caractère urbain : l'emprise de la voirie est suffisante et les vitesses sur les portions de route départementale concernées faibles, donc compatible avec une desserte locale sécurisée.
- Mensac : l'ensemble des zones constructibles est accessible via la route départementale 120a, qui permet de rallier facilement la R.D.120.



Zonage et accès



Secteurs non bâtis de la zone constructible



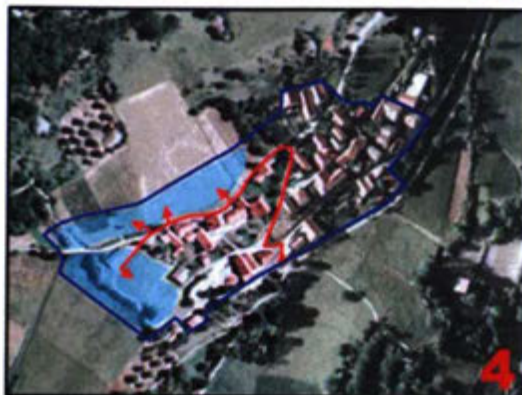
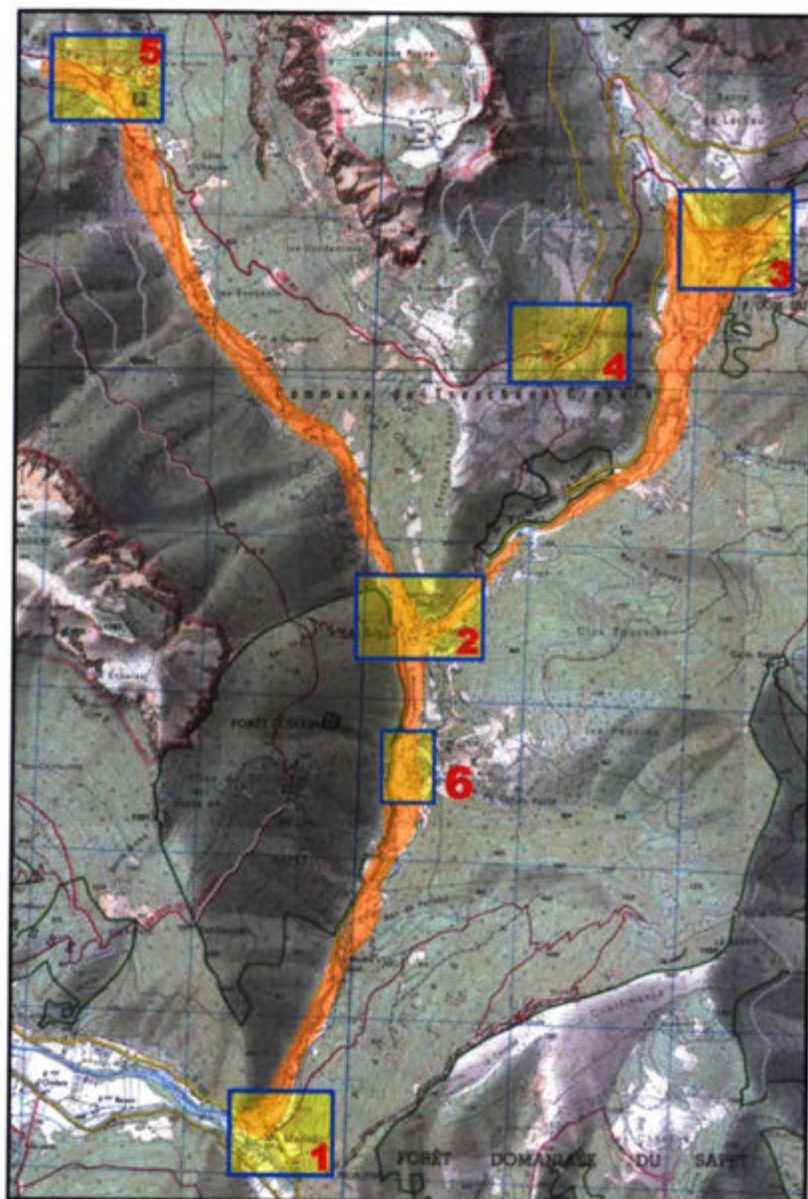
Accès nouveau programmé



Accès faciles, via des voies communales ou départementales larges au regard de la surface urbanisable



Capacité du réseau de voirie : voies assez étroites au sein d'un espace bâti dense



E. La préservation de l'agriculture

La commune se compose de deux unités agricoles, qui s'insèrent dans un espace à large dominante naturelle plus qu'elles ne s'y imposent :


- les espaces agricoles (pâtures et prés de fauche essentiellement), qui s'étirent en minces bandes, de part et d'autre des ruisseaux d'Archiane et des Nonières,
- les espaces de pâture en coteau, notamment autour du hameau de Benevise.


Le plan ci-après explicite le choix de la commune d'assurer au mieux la préservation des espaces agricoles dans la définition des zones constructibles de la Carte Communale.

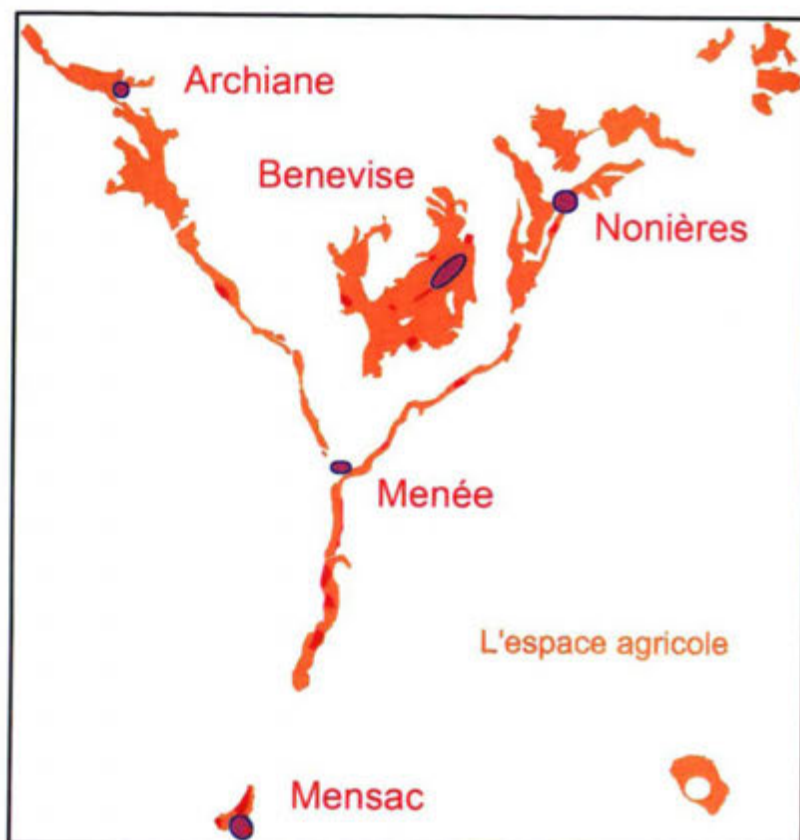
Globalement, la Carte Communale s'est attachée à la protection de l'activité agricole en définissant de faibles superficies constructibles, qui s'inscrivent dans le prolongement immédiat des zones déjà bâties.



la préservation des espaces agricoles

 Zones constructibles hors espaces agricoles (zones de friches, essentiellement ou petits terrains attenants aux espaces bâtis existants)

 Zones agricoles prélevées pour construire. Elles sont localisées aux Nonières, à Benevise et à Mensac



Si une partie des zones constructibles prélève des espaces agricoles, ces espaces sont situés dans le prolongement immédiat des hameaux et restent de superficie modérée. Si ces espaces ont été prélevés, c'est en outre parce que le contexte l'imposait : Benevise est cerné sur l'ensemble de son périmètre par des espaces agricoles. Son développement passait nécessairement par le prélèvement d'une partie de ces espaces pour construire. Le secteur agricole à l'Est des Nonières est ensermé au Nord et au Sud par des voies communales et au regard de la configuration du hameau, ce secteur s'affichait comme un espace de prolongement « naturel » de l'espace bâti, là où ailleurs, le développement de l'urbanisation est très difficile, voire impossible (coteaux boisés très pentus au Nord et au Sud du hameau). A Mensac, le choix de développer principalement l'urbanisation au Nord Est du hameau actuel (sur une noyeraie), résulte de la quasi impossibilité d'urbaniser le Nord et l'Ouest du hameau (présence de ruisseaux) et de la volonté d'éviter un développement linéaire le long de la R.D. 120a, par souci de préservation du paysage.

F. La préservation des espaces naturels

Le territoire communal est concerné par plusieurs Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique de type 1 et deux zones Natura 2000, qui traduisent la présence d'écosystèmes particuliers à préserver. Ces Z.N.I.E.F.F. et les zones Natura 2000 ne sont pas concernés par le projet de zones constructible, de manière directe : aucune zone urbanisable n'y a été définie, à l'exception du hameau de Mensac, où le bâti existant est inclus dans la Z.N.I.E.F.F. 26000008. La zone constructible, si elle englobe logiquement le bâti existant (inclus dans la Z.N.I.E.F.F.), définit toutefois l'essentiel de la capacité à bâtir nouvelle du hameau en dehors du périmètre de la Z.N.I.E.F.F., le long du ruisseau d'Archiane. On compte également deux Z.N.I.E.F.F. de type 2 et une Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux dans la commune. Parmi ces espaces naturels, une Z.N.I.E.F.F. de type 2 est touchée par la définition de zones constructibles. Toutefois, il faut noter que l'ensemble des hameaux existants de la commune sont déjà situés dans cette Z.N.I.E.F.F., les zones constructibles créées devaient donc nécessairement s'y inscrire. Cependant, si les zones U de la Carte Communale et les espaces déjà bâtis font partie d'une Z.N.I.E.F.F. de type 2, il faut préciser que cette Z.N.I.E.F.F. traduit une logique de préservation des grands équilibres écologiques : construire dans une Z.N.I.E.F.F. de type 2 est possible, si l'urbanisation reste « raisonnable » au regard de la surface de la Z.N.I.E.F.F., ce qui est le cas dans la Carte Communale de Treschenu Creyers.



Une Z.N.I.E.F.F. de type 2 englobe des espaces construits ou constructibles. Toutefois, au regard de l'étendue de la Z.N.I.E.F.F., les espaces prélevés pour construire ne remettent pas en cause ses grands équilibres.

G. La composition urbaine du territoire et les paysages

Le choix d'un développement urbain maîtrisé a été fait : le « saupoudrage » de constructions dans les espaces naturels et agricoles a été proscrit par la définition des zones constructibles en continuité de l'existant, conformément à la loi montagne. Le zonage, associé à l'assainissement collectif dans les hameaux, favorisera la densité de l'espace bâti, permettant ainsi le maintien de la lisibilité du paysage.



IV. LA PRESERVATION DE L'ARCHITECTURE LOCALE DANS LA CARTE COMMUNALE

La préservation du paysage passe par la définition d'un zonage qui s'appuie sur la trame paysagère existante.

Outre ces principes, il s'agit aussi d'établir des directives de base pour la réhabilitation et la construction en neuf. Même si la Carte Communale ne possède pas de règlement permettant de définir précisément des prescriptions pour l'aspect extérieur des constructions, les articles R 111-21 à R 111-24 du code de l'urbanisme s'appliquent :

Article R111-21

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Dans les zones constructibles, au regard de l'étude paysagère et des composantes de l'architecture locale mises en évidence, il est déconseillé :

- de construire des maisons en bois apparent (bardages ou constructions en madriers ou en rondins, à l'exception des annexes de petites dimensions),
- de réaliser des couleurs d'enduit vives et non représentées dans l'architecture locale : vert, bleu, rouge, bordeaux...
- de mettre en œuvre des matériaux de couverture autres que les tuiles rondes, dans les tons de celles qui couvrent les maisons anciennes,
- ne de pas réaliser de génoise pour les maisons d'habitation,
- pour la réhabilitation de bâtiments anciens, l'utilisation d'enduits teintés dans la masse, non composés de chaux naturelle (les structures d'enduits frotassées ou talochées, éventuellement teintées par application d'un badigeon sont vivement conseillées pour la réhabilitation),

Concernant les accompagnements paysagers, les haies de cyprès ou de thuyas taillées au cordeau en doublement des clôtures, ou les clôtures maçonnées d'une hauteur supérieure à 1,5 mètre, sont déconseillées, par la fermeture des paysages qu'elles induisent.

Pour les bâtiments agricoles, il est conseillé :

- d'utiliser pour les façades et la couverture des matériaux mats. Le blanc, en façade comme en toiture est fortement déconseillé,
- d'accompagner les constructions de grand gabarit par des haies végétales formant des écrans devant les façades du bâtiment,
- Pour les grands bâtiments, il est par ailleurs fortement conseillé de fractionner les volumes (notamment pour l'intégration à la pente).

Article R111-22

Dans les secteurs déjà partiellement bâtis, présentant une unité d'aspect et non compris dans des programmes de rénovation, l'autorisation de construire à une hauteur supérieure à la hauteur moyenne des constructions avoisinantes peut être refusée ou subordonnée à des conditions particulières.



Article R111-23

Les murs séparatifs et les murs aveugles apparentés d'un bâtiment doivent, lorsqu'ils ne sont pas construits avec les mêmes matériaux que les murs de façades principales, avoir un aspect qui s'harmonise avec celui des façades.

Pour la commune, sont notamment incompatibles avec le respect de l'article R111-23 :

- L'emploi à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit (plâtre et briques creuses, parpaings agglomérés et béton banché « tout venant » ...etc),
- Les imitations de matériaux (peinture imitant l'appareillement de pierre ou de briques ...etc)

Article R111-24

La création ou l'extension d'installations ou de bâtiments à caractère industriel ainsi que de constructions légères ou provisoires peut être subordonnée à des conditions spéciales, notamment à l'aménagement d'écrans de verdure ou à l'observation d'une marge de reculement.

Dans le cadre d'une architecture liée au développement durable et à l'économie d'énergie, les projets seront étudiés au cas par cas.

A. La prise en compte des risques naturels

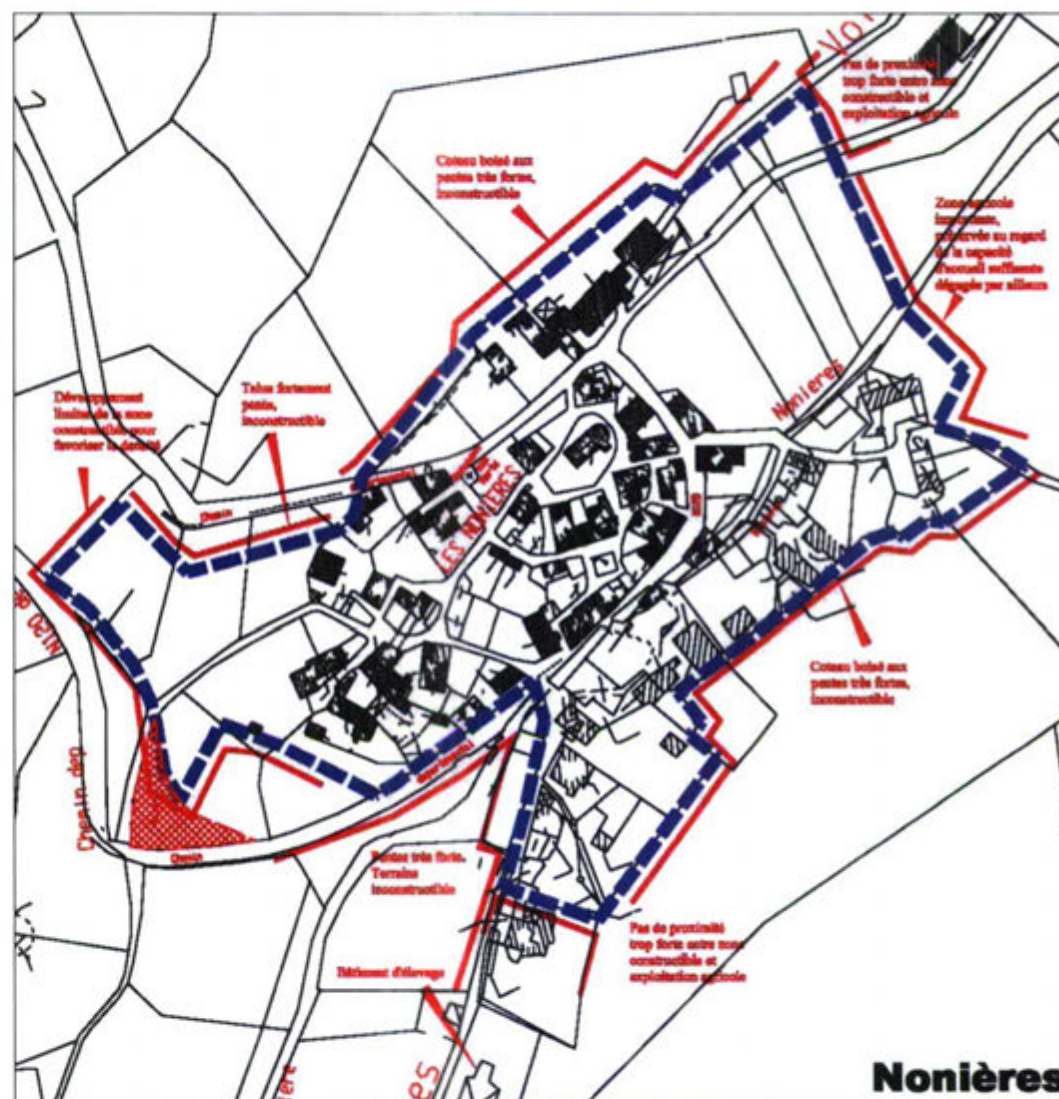
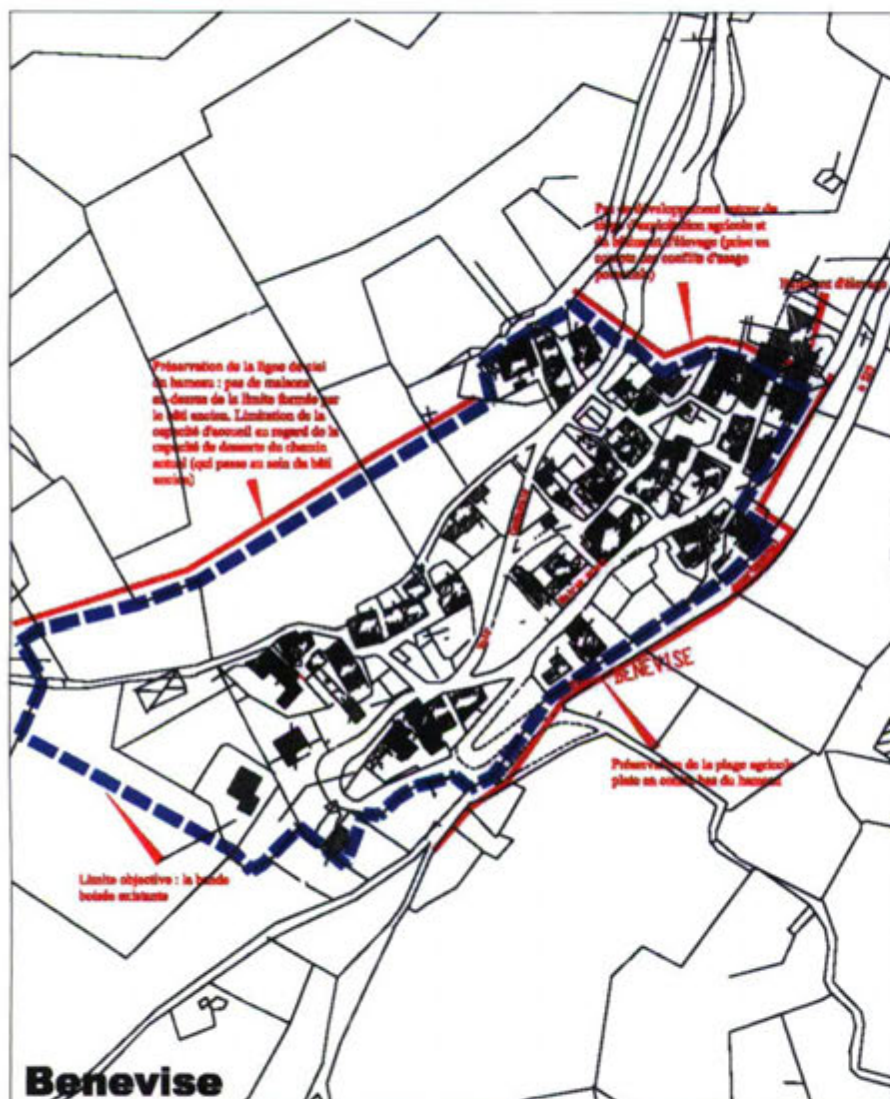
Le risque incendie : l'ensemble des zones constructibles se situe à distance respectable des zones boisées. De ce fait, le risque est très limité, dans un secteur globalement peu sensible au feu.

Le risque inondation : en l'absence d'étude sur l'enveloppe de crues, on a évité les rives des ruisseaux dans la définition des zones constructibles, avec un recul minimum de 10 m des zones constructibles par rapport au lit des ruisseaux et aux vallons soumis aux crues torrentielles, sauf (dans de très rares cas), quand les terrains concernés étaient déjà bâtis, au sein des principaux hameaux.

JUSTIFICATION DES LIMITES DE ZONES AU REGARD DES CHOIX

La logique de développement exposée dans les chapitres précédents a conduit au zonage tel qu'il est proposé. Afin de mieux imaginer les choix, le plan ci-après explicite graphiquement certains éléments de réflexion qui ont conduit à la définition des zones constructibles.

Justification du zonage



La définition des superficies constructibles résulte aussi de l'application de la loi montagne et de sa règle de continuité : Les zones urbanisables ont dû aussi rester modestes pour préserver une proportionnalité entre espace déjà construit et espace bâti projeté.

Echelle 1/3000°

Limiter une urbanisation trop hâssée, respect du principe de continuité de l'urbanisation défini par la loi rattachée

Prise de distance par rapport aux risques de débordement des rivières, volonté de favoriser l'implantation des constructions en limite supérieure des parcelles, pour former un front bâti

Ni pas développement de constructions au-dessus de la ligne de relief définie par le bâti ancien (respect du paysage). Les pentes très fortes rendent en outre très difficile la densité d'éventuelles constructions par l'eau possible

On a essayé ici un groupe de constructions qui a peu de possibilité d'extension, mais un certain lien visuel à l'ouest et le ruisseau à l'est

On a essayé ici un groupe de constructions existant pour favoriser sa densification dans ses limites actuelles

Le point de la zone d'habitat est à l'ouest, la zone d'habitat est à l'est, la zone d'habitat est à l'ouest, la zone d'habitat est à l'est

Menée

Glandasse

L'existence de certaines parties du hameau (préservation de sa structure existante). En outre, le chemin de secours actuel, compte tenu de la traversée oblique du bâti ancien et de sa largeur ne permet pas de développer une capacité d'accueil supplémentaire.

Préservation de la ligne de ciel du hameau (pas de construction nouvelle "enfiler" le bâti ancien)

Pontons fixes et limite objective fixés par un ruisseau et sa bande botaie

Archiane

Echelle 1/3000°

INCIDENCES DES CHOIX DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR SA PROTECTION ET SA MISE EN VALEUR

Les choix résultent de l'analyse de l'état initial, de la prise en compte des besoins mis en évidence en terme de surfaces constructibles à créer et de la répartition de ces surfaces sur le territoire au regard des souhaits en matière de démographie, d'organisation, de paysage, de capacité des réseaux, de compatibilité avec la loi Montagne. Les principales incidences de ces choix sont présentées ci-après.

I. DEMOGRAPHIE

Les surfaces constructibles représentent environ 5,6 ha. L'offre devrait permettre à la commune d'évoluer graduellement vers cent soixante habitants, (compte tenu du développement probable, pour moitié en résidences secondaires) Cette croissance, d'une vingtaine d'habitants reste mesurée et compatible avec le souhait de la commune de préserver son identité rurale.

II. ACTIVITE AGRICOLE

Si l'agriculture occupe la quasi-totalité des espaces anthropisés, les surfaces exploitées sont de faible emprise au regard de la superficie totale de la commune. Le zonage a intégré cette situation particulière, en développant le moins possible l'urbanisation dans les espaces agricoles. Au final, c'est environ 2,5 hectares de zones constructibles qui ont été créés sur des espaces actuellement agricoles, soit une superficie qui reste faible et localisée dans des secteurs non sujets à des conflits d'usage potentiels avec les sièges d'exploitations et les bâtiments d'élevage.

L'impact sur l'activité agricole est donc globalement positif, en délimitant des zones constructibles de faible emprise et en supprimant la spéculation sur les terrains agricoles qui se trouvent désormais clairement hors des zones constructibles.



III. LES PAYSAGES

L'impact du projet de zonage actuel a été étudié dans le volet paysager. Il en est ressorti que le zonage, tel qu'il est projeté, même avec une densité relativement faible, contribuera à renforcer la lisibilité du paysage par l'intégration, au sein de secteurs déjà bâtis ou dans leur prolongement immédiat, des zones d'urbanisation. Le contraste entre espaces bâtis et espaces agricoles ouverts sera donc maintenu, préservant ainsi la lisibilité du paysage d'ensemble, notamment les lignes de ciel des hameaux. L'urbanisation linéaire a été évitée, sauf lorsque ce mode de développement caractérisait déjà le bâti ancien (à Menée notamment).

IV. L'ENVIRONNEMENT NATUREL

Les zones constructibles s'inscrivent dans un espace très anthropisé, entre urbanisation et prés, en dehors des espaces identifiés comme présentant un intérêt faunistique ou floristique. Si une Z.N.I.E.F.F. de type 2, très vaste et qui englobe l'ensemble des hameaux est touchée, les surfaces constructibles, définies dans le prolongement immédiat des hameaux, sur des zones ouvertes, en pré et de superficie modeste, ne remettent en rien en cause les équilibres naturels mis en évidence par cette Z.N.I.E.F.F. Concernant le hameau de Mensac, situé à la périphérie mais dans le périmètre de la Z.N.I.E.F.F. de type 1 n°26000008, la zone constructible principale créée, sur un verger ancien, comme l'emplacement de la station d'épuration sortent du périmètre de la Z.N.I.E.F.F.

En outre, la quasi-totalité des secteurs constructibles sera raccordé au réseau d'assainissement, les effluents seront dirigés vers des stations d'épuration en cours de réalisation. Sur les rares zones en assainissement non collectif, des filières d'assainissement adaptées aux sols ont été définies. On aura ainsi préservé le milieu naturel du rejet direct d'eaux usées, tel qu'il se pratique aujourd'hui.

INFORMATIONS SUR LES DIFFERENTES ZONES DE LA CARTE COMMUNALE

Les éléments d'information ci-après visent à informer le public sur les deux zones que comportera la Carte Communale (zone U et zone N) et les possibilités qu'elles ouvrent respectivement en matière d'occupation du sol.

Les documents graphiques de la Carte Communale délimitent :

I. LES ZONES U

- où les constructions sont autorisées, (sans distinction dans leur nature, exception faite des installations manifestement nuisantes pour l'habitat).

II. LES ZONES N

- où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception :
 - de l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes,
 - des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.
 - du changement de destination des constructions existantes,

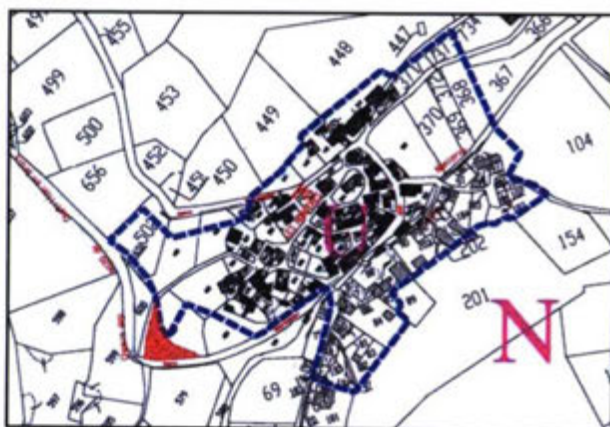
sous réserve, dans tous les cas, de l'application de l'article L 111-4 du code de l'urbanisme :
« Lorsque, compte tenu de la destination de la construction ou de l'aménagement projeté, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte du projet, le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé si l'autorité compétente n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public ces travaux doivent être exécutés ».

Le changement de destination des bâtiments existants n'est pas autorisé lorsqu'il s'agit de transformer en habitation des installations agricoles techniques, de type hangar par exemple.

Le changement de destination (transformation en constructions à usage d'habitation) n'est possible, après accord de la commune, que si la construction dispose d'un accès, se trouve à moins de 100 m réseaux d'eau potable, d'électricité et d'assainissement. L'antenne de réseau public de moins de 100 m à créer est alors financée par le pétitionnaire.

En l'absence du réseau public d'assainissement, le changement de destination ne sera autorisé que si les sols permettent la mise en place d'un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur.

III. LE DROIT DE PREEMPTION



La commune, conformément à l'article L211-1 du code de l'urbanisme, s'est dotée du droit de préemption sur certain terrains (en rouge sur les plans ci-contre). Ces droits de préemption poursuivent les objectifs suivants :

Aux Nonières, il s'agit d'améliorer les conditions d'accès sur la route départementale d'une partie de la zone constructible à l'entrée Ouest du hameau.



A Mensac, il s'agit de créer une aire de stationnement à la sortie Sud du hameau. L'extrême densité du bâti ancien ne permettant de dégager des parkings en nombre suffisant, notamment en période estivale.